



Université D'Oran

Faculté Des Sciences Sociales

Département De Démographie

MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE MAGISTER

Spécialité : démographie

Option : production et analyse quantitative des données

Analyse statistique d'emploi et chômage cas De la wilaya d'Oran (Enquête emploi auprès des ménages 2007)

Présenter par : Mlle **BEKHTAOUI Assia**

Membres du jury		
Abdelkrim FODIL	Maitre de conférence à l'université d'Oran	Président
Aissa DELENDIA	Maitre de conférence à l'université d'Oran	Encadreur
Tayeb LOUADI	Maitre de conférence à l'université d'Oran	Examineur
AMEUR AMEUR Ahmed	Maitre de conférence à l'université de Mostaganem	Examineur

ANNEE 2010-2011

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail

A la mémoire de mon père.

A ma mère je la remercie pour tout ce qu'elle a fait pour moi, pour toute l'attention qu'elle m'a portée.

A ma sœur pour le soutien moral qui m'était une aide incomparable et inestimable.

A mon petit frère Hamza pour sa patience.

A toutes la famille et ceux qui m'ont soutenu tout au long de mes études.

Assia

Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu le directeur de recherche monsieur **DELENDE A** pour sa présence permanente, sa disponibilité, son attention et surtout pour ces précieux conseils donnés tout au long de la réalisation du présent travail.

Je remercie les membres du jury monsieur **FODIL A** D'avoir accepter de présider ma soutenance et le professeur **LOUADI T** et le professeur **AMEUR A** pour avoir consacré du temps et de l'énergie à la lecture de ce travail.

Je remercie tous les professeurs de démographie pour tout ce qu'ils m'ont appris en démographie qui m'a aidé tout au long de préparation de mon magister.

Je remercie le personnel de l'enquête emploi de l'ONS pour l'aide et leur assistance.

Je remercie tout le personnel du département de démographie ainsi que celui de la bibliothèque CDES d'Oran.

Enfin je remercie toutes les personnes qui ont contribué directement ou indirectement à la réalisation de ce travail

BEKHTAOUI Assia

Introduction générale	1
Chapitre I : Cadre méthodologique et théorique.....	
Section 1 : Méthodologie de recherche :.....	2
1. Contexte de l'étude	3
2. Choix du thème.....	3
3. Problématique.....	3
4. Hypothèse de recherche.....	5
5. Objectif de l'étude	5
6. la méthode de travail.....	6
Section 2 : Cadre conceptuel et théorique.....	7
1. Définitions des différents concepts.....	7
Section 3 : élément de la théorie sur la situation économique social et démographique de l'Algérie	10
1-Le cadre globale de l'économie Algérienne.....	10
1-1La transition économique	10
1-2Les principales réformes économiques.....	11
1-3Les résultats des réformes	12
2- Dynamique démographie et implication à court et moyen terme sur la demande sociale.....	17
2-1 Situation récente de la dynamique démographie.....	17
2-2 l'excédent démographie : un facteur positif pour l'emploi	17
Conclusion du chapitre 1.....	19
Chapitre II : Caractéristique et composition du marché du travail et emploi en Algérie	
Section1 : Evolution du marché du travail	21
1-Evolution de la population active et ces composants sous l'effet des facteurs démographiques et sociaux.....	22
2-Tendance récentes de l'accroissement de la population active....	27

3-La transition de l'emploi féminin	32
a /L'emploi féminin durant la période socialiste (1962-1980)...	32
b/L'évolution du taux d'activité féminin	33
4-Le changement de la structure d'emploi	36
5-Structure d'emploi selon le secteur d'activité	41
6-La segmentation du marché du travail.....	45
7-L'évolution du chômage.....	48
a/Critère et mesure du chômage	51
b /Caractéristique du chômage en 2007.....	52
Conclusion chapitre 2.....	53
Chapitre III : La régulation du marché du travail	
Introduction :.....	54
Section 1 : Politique d'emploi et stratégie national	55
1-Présentation générale des dispositifs de soutien à la création d'emploi.....	55
2-La nouvelle politique nationale d'emploi	57
3-Répartition des fonctions d'intermédiation sur le marché du Travail.....	59
4- les dépenses en faveur des politiques d'emploi en Algérie.....	60
Section2 : Offre et la demande d'emploi.....	61
1 -Structure de la demande au niveau national	61
2-Structure de l'offre	62
3-Caractéristique général du marché de l'emploi dans la wilaya d'Oran.....	64
a/Taux de satisfaction du marché d'emploi (2002-2008).....	65
b /Les placements par programmes.....	67
4-Evaluation général des dispositifs d'emploi	69
Conclusion chapitre3 :.....	70

Chapitre IV : Analyse de l'occupation et du chômage

Introduction.....	71
Section1 : Méthodologie de l'enquête.....	72
1- Considération méthodologiques	72
a/Présentation de la base des données	72
b /objectif de l'enquête	72
c/champ de l'observation	72
d/Présentation du questionnaire	73
2-Plan de sondage	74
a /L'élaboration de l'échantillon maitre emploi	74
b /La stratification des communes.....	74
c/L'élaboration des bassins d'emploi	75
d/Constitution de l'échantillon emploi.....	76
Section2 : Présentation de la population active de la wilaya d'Oran	77
1-Présentation de quelques données statistiques sur la population de la Wilaya d'Oran	77
2-Confrontation des données	77
Section 3 : Présentation et analyse de la population enquêtée.....	
1-Analyse descriptive	79
a /Caractéristique de la population enquêté	79
b/Répartition des enquêtés selon la situation individuelle	80
c/Le chômage cher la population enquêté	82
b/L'occupation chez la population enquêté.....	87
2-Analyse approfondie	93
b/Analyse de la variance à partir de la variable duré de chômage s selon Le niveau d'instruction	95
c/Analyse de l'âge au premier emploi selon le sexe « teste T »	96
d/Analyse de la CSP selon le niveau d'instruction « coefficient C»	98

e/Analyse de la relation entre la CSP et la catégorie socio

Professionnel	99
Conclusion du chapitre IV	101
Conclusion générale.....	103
Références bibliographiques	
Annexe1 : Abréviations utilisées	
Annexe2 : Liste des tableaux et graphiques	
Annexe3 : Tableaux statistiques	
Annexe4 : Le questionnaire	

INTRODUCTION GENERALE

Parmi les grands problèmes de l'heure, la question de l'emploi et du chômage revient le plus souvent au premier plan en raison de l'ampleur du phénomène

Actuellement la plupart des régions du monde en développement traversent une période de transition qui touche plusieurs domaines à la fois.

Cette transition concerne la vie économique la situation épidémiologique et la démographie.

Le marché de l'emploi qui représente la mise en relation entre l'offre et la demande de travail ou entre la demande et l'offre d'emploi est déterminé en Algérie comme ailleurs, par deux éléments majeur qui sont la démographie c'est-à-dire essentiellement le taux de croissance et la structure de la population et le rythme d'évolution et la structure de l'activité économique.

La démographie aussi bien en terme de croissance naturelle que de mouvements de population commande la demande potentielle d'emploi et ses variations historiques et futures.

Quant au niveau de l'activité économique et sa structure, ils prédéterminent l'offre d'emploi à l'échelle nationale et la compartimentation de la population effectivement occupée entre les différents secteurs d'activité.

Dans les économies d'un pays, globalement et au niveau régional. La demande d'emploi ou offre de travail découle d'un sous-ensemble de la population qui est la population active qui représente elle-même une partie de la population¹.

1-Acte de la conférence euro maghrébine sur la formation, l'emploi, l'employabilité, Alger27, 24avrilBIT.

METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET SOURCES DE DONNEES UTILISEES

Section 1 : Méthodologie de recherche :

1. Contexte de l'étude :

La mesure du marché du travail en Algérie passe par la mise en place d'un système d'enquête auprès des ménages .Le champ de l'enquête est l'ensemble des ménages vivant dans un pays tant en milieu urbain qu'en milieu rural, les ménages collectifs et les nomades étant exclus.

L'enquête emploi est la source statistique qui permet de mesurer le chômage au sens du BIT. Elle fournit aussi des données sur la profession l'activité des femmes ou des jeunes, la durée du travail et les emplois précaires .Elle permet de mieux cerner la situation des chômeurs et les changements de situation vis-à-vis du travail.²

Par ailleurs la problématique du marché du travail concerne aussi bien les zones urbaines que les zones rurales, les grandes agglomérations ainsi que les petites et moyennes villes .C'est dans ce cadre que s'inscrit l'enquête « emploi » qui a été menée dans la Wilaya d'Oran en 1993 par ONS dans le but de cerner l'ensemble des éléments qui sont susceptibles d'analyser le chômage et de disposer d'informations ciblées sur l'activité et l'emploi au sein de la Wilaya .Les deux enquêtes réalisées par des équipes de recherche de l'institut de démographie en mars et Avril 2000, ont abordé dans leurs questionnaires, la situation individuelle et ont recensé un total de 2098 ménages et 15 580 personnes dont 8593 en âge d'activité et 2471 chômeurs .

Les données issues de ces enquêtes relèvent des taux de chômage de l'ordre de 28,72 % selon l'enquête sur la population et l'environnement et 28,79% selon l'enquête sur la migration et l'urbanisation, le taux moyen pour l'ensemble des dix communes observées est de 28.73%.L'enquête réalisée par

²- ONS ,1993enquete chômage, édition ONS, Oran.

l'office national des statistiques en 1993 situe ce taux à 25% alors qu'en 1978 il était égal à 18.87% pour l'ensemble des 26 communes de la Wilaya.³

2•Choix du thème :

L'importance numérique de la population active ne donne qu'une première approximation des disponibilités en main d'œuvre, la qualité de cette dernière ayant plus d'importance que son effectif, mises à part les caractéristiques proprement démographiques, les qualifications professionnelles sont parmi les déterminants essentiels pour dresser un portrait pour des chômeurs et les occupés concernant la wilaya d'Oran.

Ainsi il convient de mettre en évidence le poids écrasant de la Wilaya d'Oran, poids qui la surclasse largement par rapport à l'ensemble des autres Wilayat et ceci quelque soit le critère considéré.

De ce fait, il nous a semblé important de faire une étude sur un sujet d'actualité qui est l'analyse du marché du travail au niveau local.

Compte tenu de sensibilité des domaines de l'emploi nous nous sommes limités à analyser des profils de chômeurs et des occupés selon certain critères : âge, sexe, niveaux d'instruction, état matrimonial, âge au premier emploi.

3•Problématique :

L'offre de travail exprimée aujourd'hui sur le marché de l'emploi en Algérie est le résultat de l'expansion démographique que le pays a connue durant les années 1960 et 1970 ainsi que des mouvements de population de la campagne vers les villes sur la même période.

Selon les résultats des deux recensements généraux de la population et de l'habitat, les groupes d'âges actifs (15-59) totalisent en 2008, 64.41% de la population contre 57.2 % en 1998. En valeur absolue, leur nombre est passé de 16.740 millions à 21.885 millions soit un accroissement de 2.8% en moyenne annuelle sur la période intercensitaire (rapport CNES).

La création de l'emploi dans toute société est liée à l'évolution de différentes grandeurs qui déterminent la dynamique de son système productif il s'agit plus particulièrement du PIB. La performance de l'économie

³- DELENDA A, le chômage des jeunes Oranais, Oran au pluriel, S /D LALAOUI, édition, 2006, SBA.

Algérienne mesurée en terme d'accroissement du PIB /hab. est passée de 1633.2 dollars en 1998 à 5206 dollars en 2008 soit une progression supérieure à 12% en moyenne. Quant à l'indice du PIB en parité du pouvoir d'achat, il a connu une progression de 14% sur la même période et dans un contexte d'inflation modérée. La consommation des ménages a suivi une longue durée de croissance moyenne annuelle supérieure à la croissance démographique.⁴

La wilaya d'Oran est un centre régional avec d'importantes infrastructures portuaires aéroportuaires ferroviaires et routières.

Parmi les 1.453152 habitants, on dénombre 1.066317 personnes dont l'âge est de 15ans et plus.

D'après l'analyse de l'enquête réalisée par l'institut de démographie conduit selon les différents caractères à un modèle de profil des jeunes chômeurs d'âge 22.4 ans correspond un sexe masculin, un niveau d'instruction primaire et une situation familiale célibat⁵.

Compte tenu de ces indicateurs, on peut poser la question suivante :

Pourquoi le marché du travail et d'emploi s'est-il amélioré durant la dernière décennie en Algérie?

Nous tenterons de trouver une réponse explicative à cette question à travers l'analyse du marché du travail au niveau national et au niveau local en répondant à différentes préoccupations telles que :

- Quelle est le rôle de la démographie dans le fonctionnement du marché du travail ? Comment induit-elle ou accompagne-t-elle les grandes transformations sectorielles de l'activité économique?
- Quelles sont les mesures de la compensation de l'emploi.
- Quelles sont les déterminants de l'offre et la demande du travail à Oran?
- Quelles sont les caractéristiques détaillées du marché du travail à Oran?

⁴- CNES, 2009, Rapport national sur le développement humain 2007 et 2008.

⁵- DELEND A, op cite.

4•Hypothèse de recherche :

Notre problématique s'appuie sur les hypothèses de travail suivantes :

- Le volume de la population est une caractéristique qui pèse sur la population active et parallèlement sur le système de l'emploi.
- La situation du marché du travail et de l'emploi sont le résultat du fonctionnement de l'ensemble de l'économie nationale, donc les mesures politiques ont des implications en matière d'emploi.
- L'âge au premier emploi diffère selon le genre et est lié à la CSP et au niveau d'instruction.

5•Objectif de l'étude :

Objectif principal :

L'objet de ce travail est d'essayer de situer la question de l'emploi en Algérie et la Wilaya d'Oran durant les dernières années en relation avec les transformations ayant affecté le système économique et social et leurs effets récents sur le marché du travail.

Objectif secondaire :

- Profil des jeunes chômeurs selon l'âge et le sexe et le niveau d'instruction.
- Profil des occupés selon le sexe, la CSP et le niveau d'instruction.

6 .La méthode de travail

La méthodologie suivie dans cette étude est constituée de deux éléments et se présente en 02composantes :

- Les méthodes de collectes des données.
- L'analyse statistique des données d'une enquête réalisée par ONS en 2007 "enquête emploi auprès des ménages".

6-1 La documentation

Les premières données collectées proviennent d'une documentation déjà existante sur le domaine, données collectées par le Département de Démographie de l'université d'Oran, le Centre de Documentation Economique et Sociale(CDES), Office Nationale des Statistiques(ONS), l'Agence Nationale de l'Emploi(ANEM), l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ).

6-2 Traitement et analyse des données de l'enquête :

Le traitement est effectué à partir du logiciel SPSS (statistical package for social science) logiciel de traitement statistique. Il est utilisé non seulement dans les sciences sociales mais aussi dans bien d'autres domaines. Il permet le dépouillement des enquêtes, l'analyse statistique et la représentation graphique des données.

(Les données statistiques de l'enquête 2007 sont d'une qualité acceptable.)

Section 2 : Cadre conceptuel et théorique

1 .Définition des différents concepts :

-Croissance démographique (ou accroissement) :

Il s'agit de l'augmentation de la population vivant sur un territoire donné ou cours d'une période donnée .Elle est égale à la somme de l'accroissement naturel (excédent des naissances sur les décès) et du solde migratoire (excédent des entrées par immigration sur les sorties par émigration) au cours de la même période.

-Croissance économique :

On l'assimile généralement à l'augmentation sur une période suffisamment longue de la quantité de bien et de services produits chaque année dans une économie nationale. Le Produit Intérieur Brut ou (PIB) exprimé au terme réels c'est-à-dire en éliminant les variations dues à la hausse des prix, permet de mesurer cette augmentation de la quantité de bien et de service produits.

-Le marché du travail :

Est défini par :

- une offre de travail déterminée par les comportements d'activité des personnes.
- Une demande de travail qui est le fait des entreprises (ou employeurs) elle est déterminée par des éléments économiques.
- Un mode d'ajustement entre l'offre et la demande de travail se traduisant par la fixation du salaire du prix du travail⁶.

-Enquête emploi :

Cette enquête est la source statistique qui permet de mesurer le chômage au sens du BIT. Elle fournit aussi des données sur les professions, l'activité des femmes ou des jeunes, la durée du travail, les emplois précaires. Elle permet de cerner la situation des chômeurs et les changements de situation vis-à-vis du travail

⁶- GUY Maurau,2002 démographie économique, Bréal, Paris , PP 120, 132, 133.

-La Politique de l'emploi :

Le terme politique d'emploi au sens large recouvre un vaste ensemble de politiques publiques dont l'objectif est d'améliorer la situation du marché du travail en favorisant la création de nouveaux postes d'emploi ou la sauvegarde des emplois existants.

Les politiques du marché du travail sont définies comme ayant pour objet général d'apparier l'offre et la demande de main-d'œuvre. A ce titre, elles prennent différentes formes d'actions visant à :

- aider les travailleurs à la recherche d'emplois et les employeurs à recruter.
- aider à la recherche d'emploi par la prospection et l'enregistrement des offres d'emploi, l'établissement de profils, l'information sur le marché du travail et le renforcement des compétences et de l'aptitude des travailleurs.
- modifier de la structure de l'emploi au profit des groupes défavorisés (par exemple subvention pour l'emploi pour des groupes ciblés.⁷

Les politiques du marché du travail sont constituées de **politiques passives** et **politiques actives**.

Politiques actives :Elles visent essentiellement à faciliter l'intégration sur le marché du travail. Il s'agit d'une fonction de régulation du marché du travail par une action sur l'offre et la demande de travail.

Politiques passives :Elles sont des réponses urgentes et immédiates qui n'apportent pas de solutions durables au problème du chômage, comme l'indemnisation du chômage et les subventions aux retraits d'activité.

La politique d'emploi n'est pas le seul outil de lutte contre le chômage tout comme le chômage, n'est pas le seul objet des politiques de l'emploi (il y a des périodes où les pénuries en main-d'œuvre étaient l'objet principal des politiques de l'emploi.

⁷ GERARD D, et WILLIAM M, 1997, politique économique, ellipses, Paris, pp2

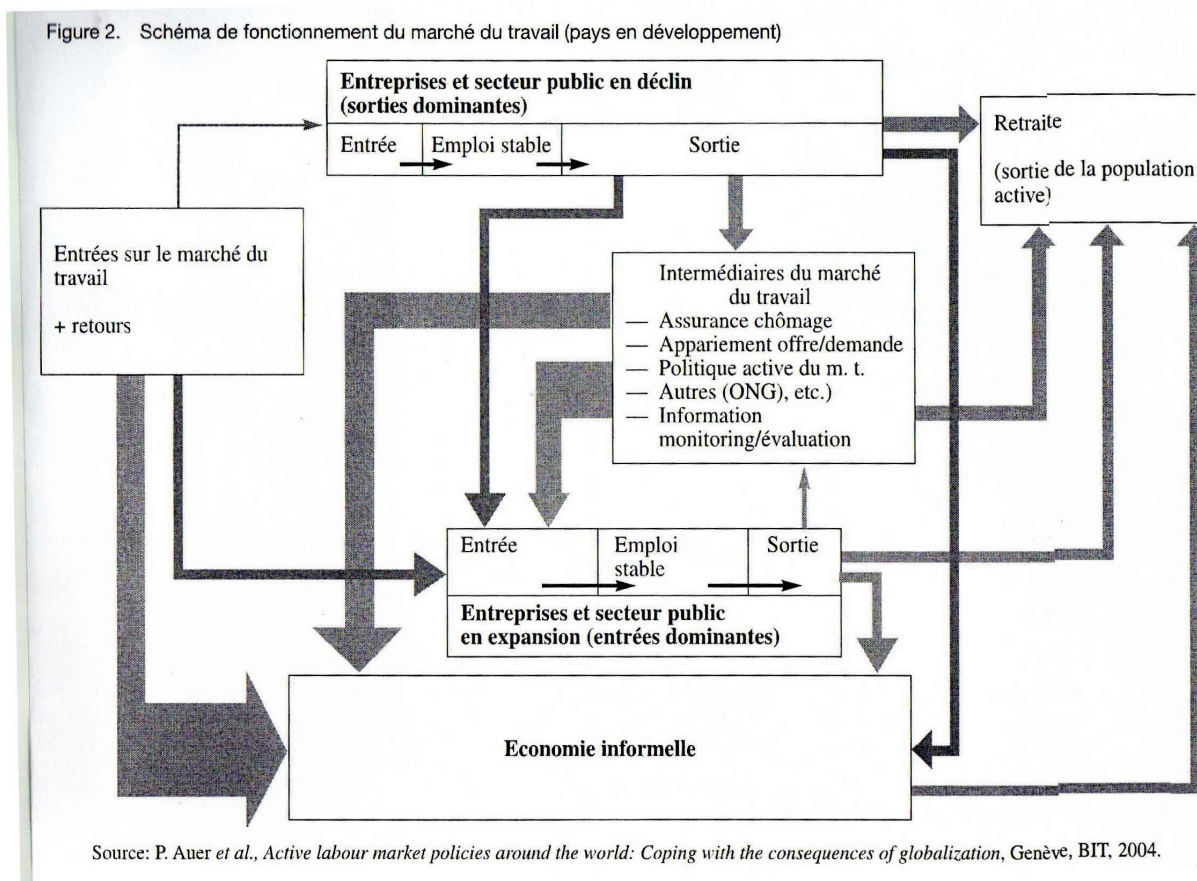
-Fonctionnement du marché du travail (pays en développement) :

Le schéma ci-après illustre de manière simplifiée le fonctionnement du marché du travail dans une économie de marché. Pour faciliter la lecture, il dissocie les secteurs économiques en expansion et de ceux en restructuration en affectant à chacun d'eux les flux d'entrées, de sorties et le maintien dans l'emploi de dimension symboliques opposées.

L'importance de ces mouvements, leur plus ou moins grande rapidité et leur fréquence sont autant de paramètres qui influent sur le degré de protection des travailleurs ainsi que sur la perception et le sentiment de sécurité étroitement corrélés à l'effort public en faveur de l'emploi ainsi que la mesure du montant des dépenses s'y rapportant.⁸

Figure n°01 : schéma de fonctionnement du marché du travail

(Pays en développement)



8_ BARBERIE j-p(2006), l'intermédiation sur le marché du travail dans les pays du Maghreb, étude comparative entre Alger, le Maroc et la Tunisie, édition OIT, Genève.

Section 3 : Élément de la théorie sur la situation économique, sociale et démographique de l'Algérie

1-Le cadre global de l'économie Algérienne :

L'économie Algérienne a subi au cours des années 80 des chocs externes défavorables que sa structure d'économie dépendante des ressources primaires ne lui a pas permis d'aborder l'endettement externe a été le mode de financement privilégié des investissements exceptionnels réalisés au cours des années 70. Sans diversification économique qui lui aurait permis de rembourser ses emprunts externes, l'Algérie s'est trouvée en situation d'il liquidité sinon d'insolvabilité dès la chute de ses recettes d'hydrocarbures le contre choc pétrolier de 1986 marque clairement une rupture dans le trend de croissance accélérée que l'Algérie avait connu durant sa période d'é

conomie administrée .

Ceci a eu pour conséquence l'apparition d'une crise financière qui a poussé l'Algérie à engager des programmes de stabilisation suivis de programmes d'ajustement structurel en coopération avec le FMI afin d'obtenir de nouveaux prêts. Mais ces programmes ont toujours visés à réduire la demande intérieure, la réduction du budget de fonctionnement, la réduction de la masse monétaire et la dévaluation de la monnaie.

En plus il est recommandé de libéraliser les échanges et de respecter les lois de l'économie de marché, ces mesures ont entraîné, surtout en ville, un ralentissement de la création d'emploi, surtout structuré, il s'en est suivi une hausse du chômage et le gonflement du secteur informel qui ont coïncidé avec une situation de forte croissance démographique, une faiblesse du niveau technique de la population et le phénomène d'exclusion des femmes au sein de la société (vie politique activité économique social et culturelle...) ce qui a donné lieu à l'apparition de maux sociaux et plus particulièrement le chômage qui a connu une hausse brutale et massive ,son taux passe en deux ans (1985-1987) de 9,7% à 21,4%.

1-1 La transition économique :

L'Algérie vit depuis une vingtaine d'années (1985) une expérience de politique économique et sociale caractéristique d'une phase de transition.

La planification centrale et le recours à des revenus d'importantes ressources en hydrocarbures ont permis la réalisation de grandes transformations dans tous les domaines mais sous les effets de la poussée démographique et le "choc pétrolier" de 1986 le pays va se trouver devant la nécessité de procéder à des réformes impliquant une triple rupture : économique institutionnelle et politique.⁹

1-2 Les principales réformes économiques :

Trois grandes phases caractérisent la mise en œuvre des réformes économiques :

- La phase allant globalement des premières années de la décennie 1985 à 1994 a vu la mise en œuvre progressive de nombreuses réformes jetant les bases institutionnelles d'une économie de marché.
- La phase de 1994 à 1997 : qui a vu la réalisation d'un plan d'ajustement structurel.
- La phase de 1997 à ce jour : cet ajustement structurel va concerner l'économie nationale dans toutes ses dimensions (institutionnelles et sectorielles): secteur privé, l'agriculture, entreprises publiques, système monétaire et financier et le monde de travail.

En ce qui concerne la situation sociale et économique la période peut être aussi découpée en deux périodes.

La première période : est celle qualifiée de "période de transition" en attendant la réalisation effective des réformes qui vont orienter l'économie Algérienne vers un nouveau modèle, elle concerne des années 1990 à 1993.

⁹- HAMOUDA NE ,ISLIM.A.,MUZETTE M.S,2003,marché du travail et emploi en Algérie ,élément pour une politique nationale de l'emploi ,profil de pays ,OIT ,Alger .

La seconde période : est celle allant de 1994 à 2000 et durant laquelle l'économie dite de marché est mise en place. Cette dernière période se distingue par l'absence d'une politique sociale globale, remplacée par des actions conjoncturelles telles que celles visant la protection sociale, le soutien des classes démunies, le déploiement du filet social etc.¹⁰

A-Période 1990-1993 : la principale caractéristique des plans nationaux est que les objectifs et les moyens sont définis au niveau central.

Durant cette période l'échéance des plans est devenue annuelle : des plans nationaux d'une année sont mis en place sous la tutelle du Conseil National de la Planification (CNP).

Le budget total versé aux trois principaux secteurs sociaux s'élève à 155,87 millions de Dinars, soit près de 23,96%.

Depuis 1991 la politique sociale a été revue de manière à maintenir le niveau de vie des populations dites (les plus vulnérables) devant les effets néfastes et de plus en plus grandissants de l'inflation les pouvoirs publics se tournant vers des actions de soutien et non plus d'amélioration.

b- Période 1994 – 2000 : Le projet de l'édification d'une société socialiste entamé au lendemain de l'indépendance sur la base d'une organisation économique à planification centralisée et le recours aux revenus des hydrocarbures a permis la réalisation de grandes transformations dans tous les domaines. Cependant et en raison d'un grand nombre de contraintes dont l'environnement international, la chute des prix du pétrole et les aspirations nouvelles induites par les mutations de la société, le pays se trouve devant la nécessité de mettre en place des réformes économiques institutionnelles et politiques.

En 1994 l'Algérie lance un programme de réforme économique et financière et tente de relever le défi de réaliser la cohésion sociale dans un contexte politique et surtout sécuritaire difficile. Ce contexte est également caractérisé par un taux de chômage élevé, une demande en logement sans cesse croissante, une dégradation des équilibres financiers et une récession économique sans précédent.

¹⁰- A.DELEND, 2004, Rôle de développement social et économique dans le changement démographique, thèse de doctorat d'état université d'Oran.

1-3 Les résultats des réformes : Les réformes ont eu des résultats aux plans économique et social qu'il convient de situer dans le souci d'éclairer la situation et les perspectives de l'emploi .

A/Sur le plan économique

Les grands équilibres macroéconomiques :

Les grands équilibres macroéconomiques ne furent restaurés que lors de ces dernières années.

Les caractéristiques qui ont marqué l'évolution de l'économie nationale peuvent être résumées par ses principaux agrégats macroéconomiques que sont le Produit Intérieur Brut, la consommation finale le taux d'inflation.

L'Algérie a investi de 1970 à 1999 par habitant deux fois et demi plus que le Maroc et une fois et demi plus que la Tunisie.

Selon le Conseil National Economique et Social (CNES), le PIB par habitant est passé de 1633.2 dollars en 1998 à 5206, soit une progression supérieure à 12% en moyenne annuelle.

Le deuxième atout, qui est conjoncturel, est la bonne situation financière.

Plusieurs indicateurs peuvent confirmer la bonne situation financière (tableaux n° 01) des réserves de change qui atteignent un record en 2008, elles dépassent les 140.46 Milliards de dollars, soit plus de cinq années d'importation alors que pendant longtemps, le pays a vécu avec deux ou trois années de possibilités d'importation. En 1998 la réserve de change était de 6.84%.

L'autre élément important concerne le désendettement total du pays la dette extérieure au début de l'année 1998 représente presque 30.3 millions dollars alors que la dette actuelle se chiffre à 4 millions de dollars en 2008.

Le quatrième point concerne les rentrées financières annuelles importantes (près de 58 milliards de dollars en 2007).

Tableau01 : Principaux indicateurs de l'économie nationale

Année	1998	1999	2005	2006	2007	2008
Croissance du PIB HH en %	5.3	2.3	4.7	5.6	6.3	6.1
PIB/habUS \$	1633.	1621	3125.1	3478.	3968	5206
Dette extérieure milliard US \$	30.3	28.31	16.4	5.06	4.89	4.2
Taux d'inflation	5	2.6	1.5	2.5	3.5	4.4
Réserves de changes MUSD	6.84	4.4	46.18	77.78	110.18	140.46
Solde extérieur courants MUSD	-0.09	0.02	21.18	28.95	30.6	35.02

Source : info CNES, Rapport national sur le développement humains ,2008.

Inflation *: déséquilibre économique caractérisé par une (inflation) hausse générale, durable cumulative et plus ou moins forte des prix ou par l'allongement des délais de livraison ou des files d'attente pour un grand nombre de produits dans les pays pratique la fixation administratives des prix.¹¹

BIP* : agrégat mesure la production de bien et des services dans une période données.¹²

Déficit* : solde faisant ressortir une insuffisance des produits par rapport aux charges, ou des ressources par rapport aux besoins, ou cours d'une période donnée¹³.

Macro économie : une approche de l'analyse économique fondée sur l'appréhension de quantité globale ou d'agrégat.¹⁴

¹¹- SILEM A et ALBERTINE J, 1999, Lexique d'économie, Dalloz.

¹²- PIERRE Z et SOPHIE G, 2008, dictionnaire de l'économie, Larousse.

¹³-YVES B et JEAN C, 1989, Dictionnaire économique et financier, édition du seuil.

¹⁴-YVES B et JEAN C, 1989, Dictionnaire économique et financier, édition du seuil.

Mais cette bonne situation financière tient aussi et en grande partie à l'amélioration du cours de pétrole sur le marché international.

Sur le plan économique, une privatisation rapide de l'économie a été le fait de la levée du monopole. L'Algérie avait une économie administrée beaucoup de monopoles ont été exercés par l'état ou des organismes d'état. Les monopoles ont été amoindris et le secteur privé s'est fortement développé (l'économie nationale est à 80% privée ce chiffre dépassant à peine 50% en 1990).

- Le passage d'une économie de pénurie à une économie d'abondance.
- Un marché potentiel immense : Les besoins sont très importants, la demande existe les possibilités d'investissement sont énormes dans tous les domaines.

La hausse continue des prix des hydrocarbures a permis à l'Algérie d'investir massivement, mais l'économie algérienne reste peu diversifiée avec un taux de chômage qui, même s'il a baissé au cours des dernières années passant de 30% à 11.3% en 2008, reste encore très fort, d'autant plus qu'il concerne surtout la population jeune et cela signifie que la croissance économique a couvert à peine la croissance démographique.¹⁵

B/Sur le plan social :

Résultats globaux du développement humain :

Le développement permet de résumer les grands résultats. Sur le plan social, le développement intégré comme le soulignent les travaux du PNUD (Programmes des Nations Unies pour le Développement) ou ceux de la Banque Mondiale, beaucoup d'aspects sont liés à l'amélioration des conditions de vie et de travail de la population, de nombreux indicateurs sont formulés sur la mesure des niveaux de développement dont l'IDH, indice de développement humain .Ce dernier est défini comme suit :

IDH : constitue un indice composite synthétique de la mesure du développement humain et permettant de chiffrer le niveau moyen d'un pays en faisant appel à trois dimensions essentielles : la longévité et la santé

¹⁵ BOUYAKOUB, A, 2008, Croissance économique, écosphère centre de documentation CDES, Oran.

représentées par l'espérance de vie à la naissance, l'instruction et l'accès au savoir et enfin la possibilité de disposer d'un niveau de vie décent représenté par PIB en parité de pouvoir d'achat.

IDH est plus faible étant la synthèse de trois aspect (A) la santé/longévité, le savoir au niveau d'éducation (B) mesuré par le taux d'alphabétisation et enfin aspect (C) est le niveau de vie (logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat)

Donnant ainsi $IDH = A + B + C$ divisé par trois (3)

L'IDH, passe alors de 0.358 en 1970 à 0.528 en 1990 et à 0.698 en 1998 pour arriver à 0.778 en 2008 soit une augmentation de 13% (entre 1998 et 2008) cette augmentation rend compte à la fois d'une puissante dynamique de progrès social et d'une amélioration du niveau de développement humain des populations en terme de santé d'éducation et de longévité et accès aux ressources.

Évolution des composantes de IDH

*Première composante de IDH : **l'espérance de vie à la naissance** est passée de 0.778 en 1998 à 0.847 en 2008 soit une progression de 9% et un accroissement annuel moyen de près de 1% l'espérance de vie à la naissance a enregistré des gains considérables et atteint une valeur des plus élevées parmi les pays de la région MENA cela se traduit par un gain de longévité supérieur à 4ans pour les 2 sexes (72ans en 1998), soit 4ans et demi pour les hommes et 3ans pour les femmes l'espérance de vie se situe à 76ans en 2008, ce qui situe l'Algérie au niveau de certain Pays à développement humain élevé.

*Deuxième composante de IDH : **l'indice du niveau d'instruction** l'indice du niveau d'instruction est passé de 0.643 en 1998 à 0.740 en 2008 soit un accroissement de 17% et une croissance moyenne annuelle de 2% .Ces chiffres traduisent une progression significative et rendent compte d'un effort intense en direction de l'accès à l'éducation des populations à travers les différentes régions du pays.

Le taux de scolarisation des 6-14 ans est ainsi passé de 59% en 1998 à 72% en 2008 soit un gain de 13 pourcents ce qui se traduit par une évolution des effectifs scolarisés passant de 8200 000 en 1998 à 9300000 en 2008.

L'enseignement supérieur est le secteur qui connaît la plus forte progression puisque les effectifs d'étudiants sont passés de 430.000 en 1998 à 1 160 000 en 2008.

***Troisième composante d'IDH : l'indice du produit intérieur brut en parité de pouvoir d'achat (PIB/PPA).**

Le PIB/habitant est passé de 1633 dollars en 1998 à 5034 dollars en 2008 soit une progression supérieure à 12% en moyenne annuelle. Quant à l'indice du PIB en parité de pouvoir d'achat il a connu une progression de 14% sur la période 1998-2008. Dans un contexte d'inflation modérée, la consommation des ménages a connu une hausse de moyenne annuelle supérieure à la croissance démographique¹⁶.

2- Dynamique démographie et implication à court et moyen terme sur la demande sociale :

2-1 Situation récente de la dynamique démographique :

Les résultats préliminaires (sondages 1/10) du dernier recensement de la population et de l'habitat, réalisé en Avril 2008, font ressortir que la population totale résidente a atteint 34.760 millions soit un accroissement moyen annuel de 1.72% sur la période 1998-2008 en recul par rapport aux enregistrements entre les deux recensements de 1987 et 1998 (2.15%). Pour rappel, ce taux était de 3.21% entre 1966 et 1977 et 3.06% entre 1977 et 1987.

2-2 l'excédent démographique : un facteur positif pour l'emploi :

La forte natalité des années 1970 à 1985 a constitué l'une des principales contraintes de l'accroissement de la demande d'emploi. La politique d'espacement des naissances initiée à partir de 1983, l'élévation du niveau général d'éducation et la crise chronique du logement ont permis une réduction sensible du taux d'accroissement de la population et ont engagé le pays dans un processus de transition démographique, comme on peut l'observer sur le graphique suivant:

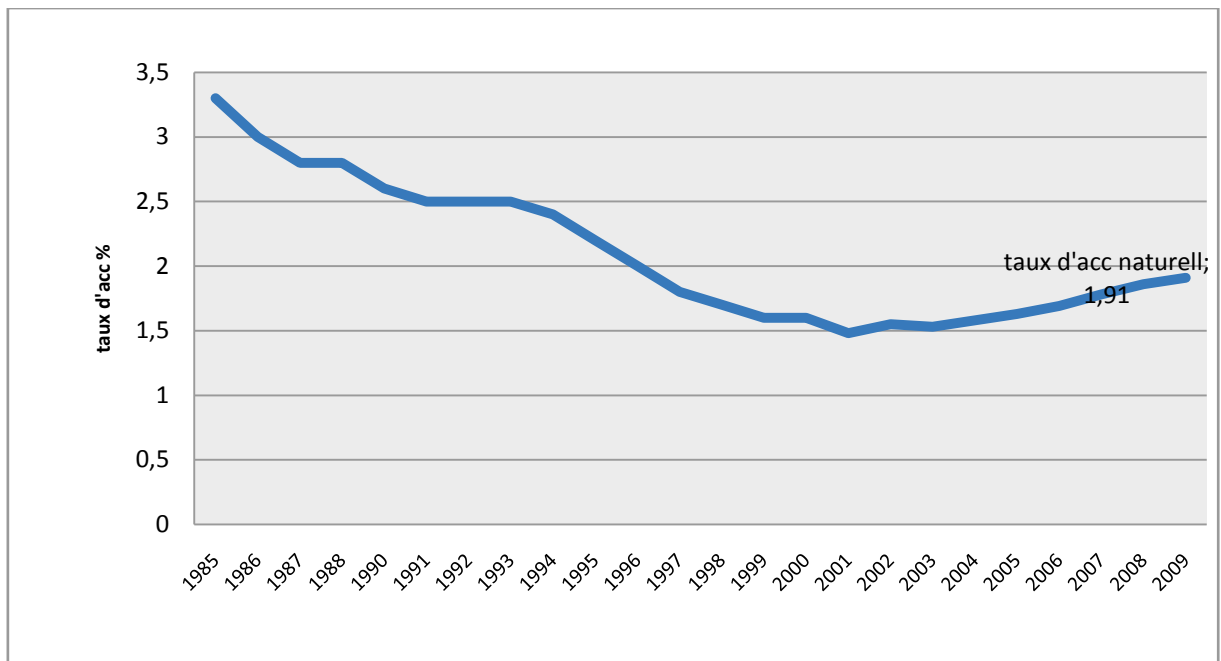
¹⁶- Info CNES, op cite.

Tableau n° 02: Évolution du taux d'accroissement naturel (1985-2008)

Année	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Taux de croissance démo	3,3	3	2,8	2,8	2,6	2,5	2,5	2,5	2,4	2,2	2,0	1,8
Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taux de croissance démo	1,7	1,6	1,6	1,48	1,55	1,53	1,58	1,63	1,69	1,78	1,86	1,91

Source : marché du travail (1985-2000) et CNES (2000-2008)

Graphique n°1 : Evolution du taux d'accroissement naturel (1985-2009)



Cette tendance à la baisse de la croissance démographique donnerait à terme une moindre tension sur le marché du travail, un tel excédent démographique devrait constituer pour les prochaines années un facteur favorable à l'équilibre du marché du travail en termes quantitatifs, par ailleurs, la qualité de la main-d'œuvre du point de vue de sa formation peut être un atout dans la modification de la structure des niveaux d'instruction de la population active occupée.

Toutefois cette hypothèse est à relativiser dans la mesure où les arrivées sur le marché du travail n'ont pas forcément les profils de formation et de qualification en adéquation avec les besoins du système productif.

L'inertie des phénomènes démographiques est telle qu'aujourd'hui on est encore à faire face aux effets cumulatifs de la croissance démographique forte des deux décennies après l'indépendance du pays et de l'incapacité de la politique économique et sociale menées pendant les mêmes périodes en termes de création d'emploi.

Quant à la baisse enregistrée au cours des dernières années au niveau du taux de croissance démographique, ses effets sur l'offre de travail et donc sur la situation du marché de l'emploi ne devraient apparaître que bien plus tard et seulement lorsque le stock de demandes d'emploi accumulées sur plusieurs années sera résolu.

Conclusion chapitre 1

La population Algérienne a connu une décélération de son rythme de croissance passant d'une moyenne de 3,1% à 1,6% vingt ans plus tard entre 1985 et 2005.

Cette tendance démographique va naturellement affecter l'évolution de la population active et la configuration du marché du travail.

Ainsi sur la base de l'économie algérienne on peut évaluer la performance du marché du travail, la réduction du chômage et la qualité d'emploi.

En effet, l'Algérie a changé ses comportements démographiques, un développement social et une amélioration des différents agrégat-économiques comme le (PIB, l'espérance de vie à la naissance, l'indice de produit intérieur brut en parité de pouvoir d'achat et le niveau d'instruction) durant la dernière décennie.

Section 1 : Evolution du marché du travail :

L'évolution des indicateurs de l'emploi révèle des ruptures notamment en 1987 et 1995 et une résorption progressive du chômage entre 1973 et 1985 avec la création de 150.000 emplois par ans en moyenne. Le contre choc pétrolier a eu comme conséquence une augmentation brutale du taux de chômage qui a atteint 21% en 1987. Les années 1990 restent marquées par un accroissement continu de ce taux. En 1995, le chômage atteint pour la première fois la barre des deux millions de personnes sa persistance en faisant désormais une caractéristique structurelle de l'économie algérienne.

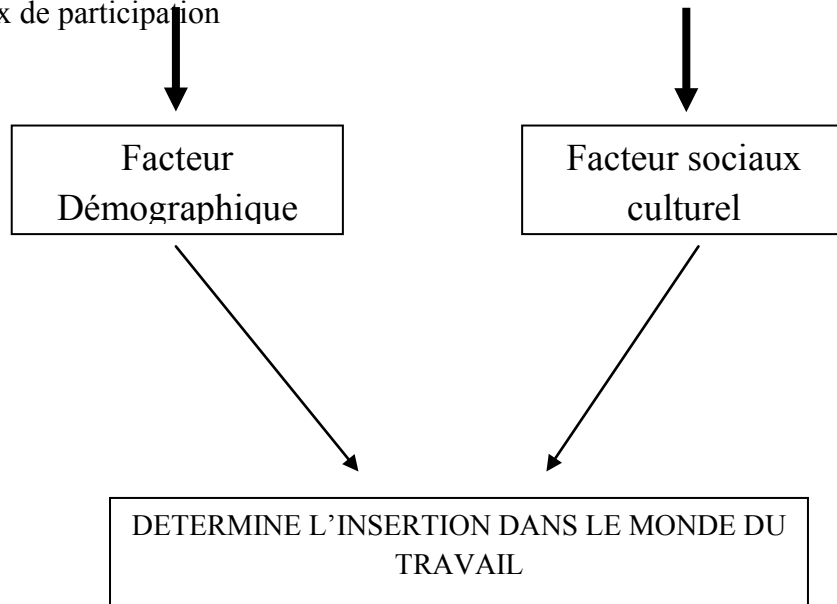
Le taux élevé de la croissance démographique ainsi qu'un taux de participation à la hausse, du fait notamment de l'amélioration du niveau d'éducation, en particulier de la population féminine¹

1- L'offre de travail :

L'évolution de la population active dépend de la population en âge de travailler et du taux de participation.

La population en pourcentage de la population totale se décompose en effet en :

Population active /population totale = (population en âge de travailler/population totale) * taux de participation



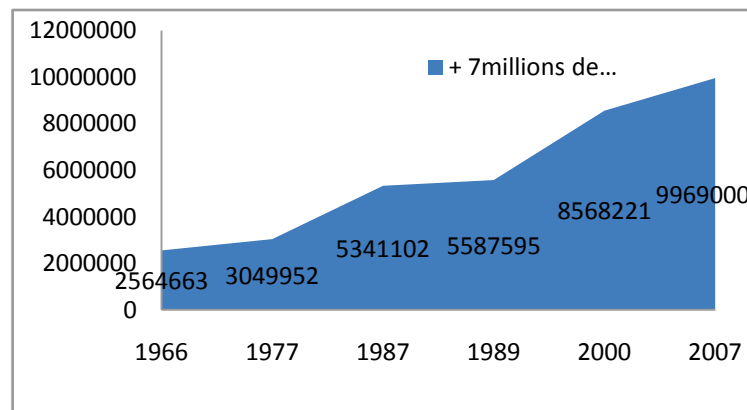
¹ - BOUKHLIA HassaneR., Talahite F., 2008, Marché du travail, régulation et croissance économique Algérie revue tiers monde, PUF, n°194, PP 413, 437.

1-Evolution de la population active et ses composants sous l'effet des facteurs démographiques et sociaux :

La démographie joue un rôle déterminant dans l'évolution à long et moyen terme du marché du travail, et cela a un double niveau.

A)Le mouvement naturel : de la naissance à l'entrée dans la vie active puis au départ à la retraite, il s'agit d'un mouvement linéaire non réversible, donc prévisible : le nombre de naissance de 2007 détermine de façon très précise le nombre d'entrées sur le marché du travail entre 2025 et 2035 et permet de faire des prévisions relativement fiables sur les départs en retraite des années 2070 et 2075 sous réserve des évolutions de la science de l'économie et de l'environnement ; ce mouvement naturel de la démographie peut être modifié mais non inversé par l'évolution du solde migratoire .

Graphique 02 : Evolution de la population active



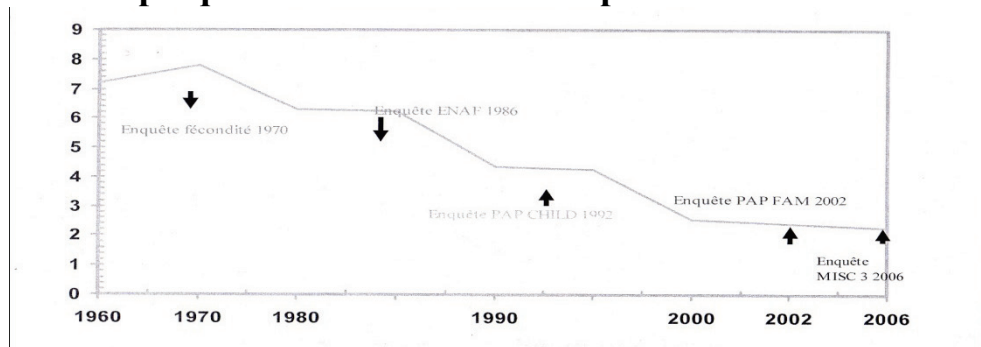
Comme l'illustre le graphique, la population algérienne s'est accrue d'environ 7 million de personnes entre 1966 et 2007, tout d'abord sous l'effet du jeu naturel de la démographie et ensuite sous l'effet des comportements sociaux (évolution du taux d'activité, entrée plus tardive dans la vie active, marchandisation du travail féminin, précocité de la retraite)

L'excédent démographique : le taux d'accroissement naturel évolue sous l'effet conjugué du taux de natalité et de l'allongement de la durée de vie ; des phénomènes non prévisibles peuvent l'influencer de façon dramatique : c'est le cas des guerres ou des épidémies¹

¹ -MAZEROLLE, FABRICE 2005, démographie économique, 97, 98, 99.édition Vuibert.

Dans le cas de l'Algérie, la seconde moitié du 20^{ème} siècle a été épargnée par ces fléaux et c'est principalement la croissance démographique qui fait le phénomène marquant de ces années ainsi le caractère structurel de la transition démographique, initiée dès les années 1980 où elle connaît une première accélération qui sera suivie d'une seconde au milieu des années 1990, comme l'illustre le graphique suivant représentant la baisse de fécondité survenue entre 1970 et 2000 telle que l'ensemble des enquêtes et recensements opérés depuis 1970 jusqu'à l'enquête algérienne sur la santé de la mère et de l'enfant (PAPCHILD)2002.

Graphique03: nombre d'enfants par femmes



Le taux de fertilité et de mortalité infantile décroissent du fait notamment de l'amélioration des conditions sanitaires et de l'introduction de la contraception, mais cette diminution se réalise en déphasage et à des rythmes différents.

Ainsi puisque l'Algérie passe d'une situation de taux de natalité et de mortalité élevés à des taux bien plus faibles, cette transition démographique s'accompagne d'une croissance de la population en âge de travailler plus rapide que celle des catégories dépendantes (population âgée de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans)¹

Cette transition démographique, avec la modification de la structure par âge de la population qu'elle entraîne, aura plusieurs conséquences sur la configuration du marché du travail

¹MAZEROLLE FABRICE, 2005, démographie économique, 97, 98, 99.édition Vuibert

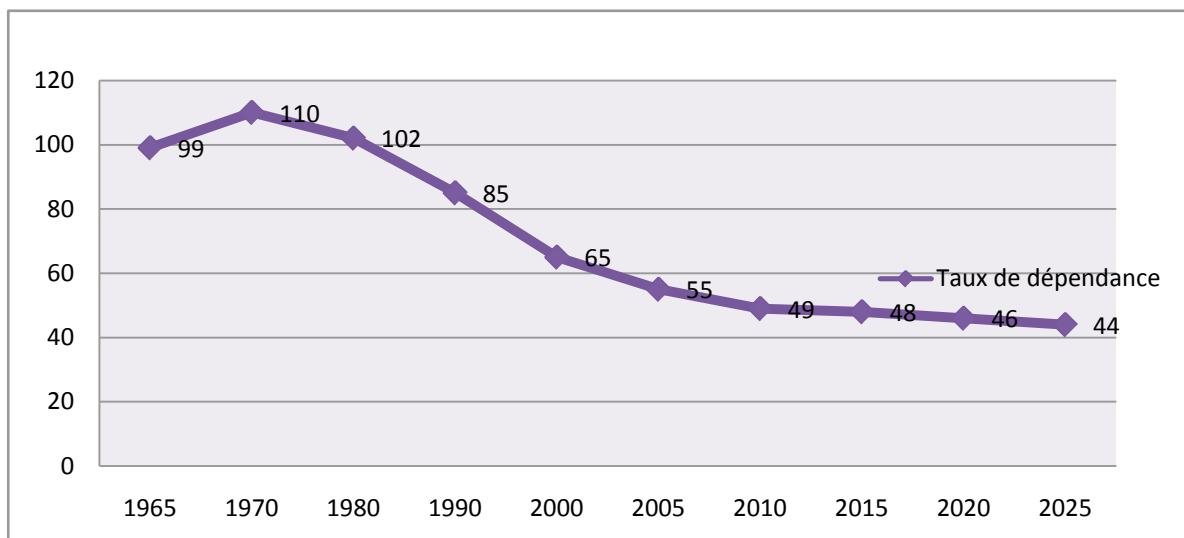
Le ratio de dépendance, soit le rapport entre la population inactive et la population en âge de travailler est passé de plus de 100 en 1970 à moins de 60 en 2005 et continuera à décroître jusqu'en 2020 -2030¹.

Tableau n° 03: Evolution du ratio de dépendance

Année	1965	1970	1980	1990	2000	2005	2010	2015	2020	2025
Taux de dépendance	99	110	102	85	65	55	49	48	46	44

Source : Word Population Prospect, Nations Unis 2005

Graphique n°04 : Evolution du ratio de dépendance



Par ailleurs, la population en âge de travailler continue de représenter une part croissante de la population totale, son taux de croissance, qui est passé de 4,2% entre 1980 et 1985 à 2,9% entre 2000 et 2004, reste néanmoins depuis 1970 constamment supérieur au rythme croissant de la population totale.

¹ - BOUKHLIA HassaneR., Talahite F., 2008, Marché du travail, régulation et croissance économique Algérie revue tiers monde, PUF, n°194, PP 413, 437.

Dans les années 1990, des générations pleines, sont venues grossir les rangs de la population active, augmentant davantage le chômage que l'emploi par un phénomène de files d'attente lié à l'insuffisante capacité d'absorption du marché du travail, alors même que les femmes entraient rapidement sur le marché du travail au même moment.

Cette augmentation des ressources humaines, peut également constituer une source de pauvreté par la pression sur le chômage qu'elle engendre lorsque la croissance effective est loin de son niveau potentiel.

B/ les comportements sociaux :

1/Le taux de participation, deuxième terme de la relation (1), se rapporte aux facteurs sociaux et culturels déterminant l'insertion de la population en âge de travailler dans le monde du travail .Il dépend également du niveau de chômage, car un taux de chômage élevé peut pousser les individus à rechercher activement un emploi : le taux de participation global (tableau02) passe de 42% à près de 49% entre les recensements de la population de 1977 et 1998, pour se stabiliser autour de 40% sur les périodes récentes.

Tableau04 : évolution des taux de participation

Année	1966	1977	1987	1998	2003	2004	2005
Taux De Participation	45,83	42,15	47,04	48,81	39,8	42 ,1	41
Dont Masculin	89,06	81,51	85,08	80,07	/	/	69,2
Dont Féminin	3,85	5,43	8,7	16,96	15	/	12,4
Contribution des Années au Taux de Participation*	4,20	6,45	9,25	17,37	18,84	/	15,12

Source : ONS divers années du RGPH 1966-1977-1987-1998.

* Taux de participation (taux d'activité) : population active reporté à la population en âge de travailler (définition selon BIT)

Cette tendance à la hausse jusqu'en 1998 résulte de l'accroissement du taux de Participation féminine au cours des deux dernières décennies. Ce dernier passe de moins de 5,5% en 1977 à près de 17% en 1998, avec un déplacement de cette catégorie de population de l'agriculture vers les

services. Par contre, le taux de participation des hommes se stabilise autour de 80% après avoir atteint 85% au recensement de 1987.

Cette évolution différentielle de ces taux peut s'expliquer par l'effet non linéaire qu'exerce le niveau d'éducation sur la participation du marché du travail. Le (tableau05) retrace l'évolution du nombre moyen d'années d'étude depuis 1960.

Tableau n° 05: Evolution du nombre moyen d'années suivants les paliers :

/	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1999
Primaire	0,833	0,804	1,190	1,528	1,969	2,398	2,798	3,135	3,467
Secondaire	0,140	0,221	0,359	0,465	0,672	0,987	1,346	1,558	1,735
Supérieur	0,009	0,013	0,007	0,019	0,041	0,070	0,109	0,135	0,185
Total	0,983	1,038	1,557	2,012	2,681	3,456	4,253	4,828	5,367

Source : Revue tiers monde, PUF, n°194.

Grâce à un effort soutenu de scolarisation mené par les pouvoirs publics depuis la réformes de l'enseignement supérieur en 1971, le nombre moyen d'années d'étude est passé de 1,5 à 5,4 ans entre 1970 et 1999 la généralisation de l'éducation, notamment dans le palier du secondaire permet aux jeunes de poursuivre les études et de ne pas se porter sur le marché du travail (baisse du taux de participation des 15-25 ans).

Le niveau d'éducation exerce une forte influence sur la participation des catégories sociales au marché travail. Cet effet non linéaire du niveau d'instruction s'observe ainsi dans le cas de la population féminine dont la participation augmente fortement avec le niveau d'instruction.

Si cette augmentation de la participation féminine est le signe d'une plus grande insertion des femmes dans l'activité sociale et le monde du travail, elle constitue un autre défi pour l'Algérie, car elle annonce une augmentation de la population active qui pourra accentuer les pressions sur le marché du travail.

La baisse considérable du taux de participation observée sur la période récente elle peut être liée également à la persistance du chômage qui découragerait la population à rechercher un emploi, du moins dans le secteur formel.¹

Les relations étroites et multiples entre démographie et activité (main-d'œuvre) ne sont plus à démontrer ; une population qui, dans son passé proche a connu une croissance démographique très importante, doit faire face après 15 ou 20 ans à une arrivée en masse de personnes en âge de travailler.

2-Tendance récente de l'accroissement de la population active :

L'Algérie a connu un taux d'accroissement record après son indépendance. L'arrivée d'importants effectifs a commencé à se faire sentir au milieu des années 1980. Le rythme avec lequel progresse la population active est extrêmement élevé. Celle-ci est passée de 2,56 millions en 1966 à 5,86 millions en 1989². (Tableau n°06) soit un taux d'accroissement annuel moyen de 7,3%, par conséquent, il s'agit de faire face annuellement à 275 000 demandes d'emploi additionnelles. Même si ce rythme a baissé à 3,5% en 2000, l'accroissement en chiffres absolus demeure toujours important. En 2007 la population active a atteint 9,9 millions soit un accroissement annuel moyen de 300.000 nouveaux actifs chaque années, c'est-à-dire autant de nouveaux emplois à créer.

Le tableau retrace l'évolution de la part de la population active dans la population totale : de 1966 à 2007 celle-ci a toujours été faible en proportion, elle n'a pas dépassé 30%. Ce taux assez bas s'explique par deux facteurs :

1/ La part importante des jeunes de moins de 15 ans , en particulier pour les années 1960 à 1980 , le taux d'activité de l'époque est passé de 21,7% en 1960 à 19,5% en 1977 pour augmenter ensuite jusqu'à 23,4% en 1987 puis à 27,55% en 2000, cette augmentation est due aux changements au profit des classes d'âges de plus de 15 ans , les changements attendus au niveau de la

¹ -BOUKHLIA Hassane R., Talahite F., 2008, Marché du travail, régulation et croissance économique Algérie revue tiers monde, PUF,n°194, PP 413, 437 .

² - AOURAH l'houcine, 1996, l'économie Algérienne à l'épreuve de la démographie 1996, Paris, édition CEPED PP 144, 147, 150, 159.

structure par âge durant les prochaines années devront avoir des répercussions plus importantes.

Concernant la population inactive, on doit s'attendre par exemple, à ce que la part des personnes âgées (les retraités) augmente

2/ le deuxième facteur qui diminue la part de la population économiquement active dans la population totale est le marché de l'emploi féminin qui est caractérisé par une très faible participation des femmes.

**Tableau06 : Quelques indicateurs clés du marché de travail
(1966-2007)**

/	Sexe	1966	1977	1987	1989	2000	2007
population occupée (1)	M	1626/99	2198738	3772642	4105424	5345223	7247
	F	94511	138234	365094	316630	883549	1347
	T	1720710	2336972	4137736	4432054	622877	8594
Femme partiellement occupée(2)	F	-	42153	62088	140659	304469	
Sans travail 1 (3)	M	544943	320902	271543	318435	-	
	F	5319	4859	7618	11414	-	
	T	560262	235760	279161	329849	-	
Sans travail 2 (4)	M	274068	326616	804475	608546	-	
	F	9623	18451	57642	72453	-	
	T	283691	345067	862117	680999	-	
Chômeurs	M	819011	647518	1076018	926981	1934910	
	F	14942	23310	65260	83867	404538	
	T	843953	670827	1141278	1010848	2339449	
population active (5)	M	2455210	2846255	4848660	5046439	7280133	8319
	F	109453	203697	492442	541156	1288088	1650
	T	2564663	3049952	5341102	5587595	8568221	9969
Taux brut d'activité	M	42,12	36,6	42,4	40,75	47,7	67,8
	F	1,8	2,6	4,4	4,47	8,3	13,6
	T	21,7	19,5	23,6	22,81	27,9	40,9
Taux d'occupation	M	66,23	77,25	77,81	81,35	3,94	87,11
	F	86,35	67,86	74,14	58,51	61,88	81,63
	T	67,09	76,62	77,47	79,32	72,13	86,20
Taux de chômage	M	33,36	22,75	22,19	18,37	26,58	12,9
	F	13,65	11,44	13,25	15,50	31,41	18,3
	T	32,91	21,99	21,37	18,09	27,30	13,8

Source : pour (1966, 1977,1987) résultats du RGPH

Pour 1989, population à la recherche d'emploi, donné statistique n°110.

Pour 2000et2007 l'enquête emploi auprès des ménages

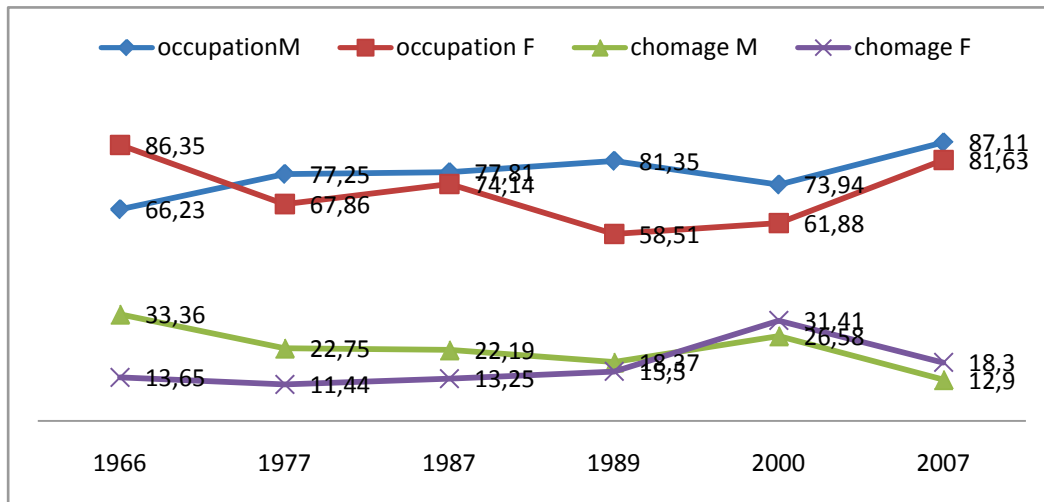
Taux d'activité : rapport de la population active à la population en âge d'activité.

Taux d'occupation : rapport de la population occupée à la population totale.

Taux d'emploi (ratio emploi population) ; rapport de la population occupée à la population en âge de travailler

Taux de chômage ; rapport de la population en chômage à la population active

Graphique n°05 : Taux d'occupation et du chômage par sexe (1966-2007)



En 1966 le taux d'activité des femmes était extrêmement bas de sorte que sur mille femmes en âge d'activité il n'y en avait que 18 qui étaient économiquement actives. Au fil du temps, ce taux progresse pour atteindre 13,6% en 2007. Il convient de rappeler que cette augmentation est due en partie au fait que depuis 1977, date du 2^{ème} recensement, une part importante de la population féminine qui était jusqu'en 1977 considérée comme inactive, a connu un changement de statut. Il s'agit notamment des femmes partiellement occupées (FPO) qui constituaient 20% en 1977, 26% en 1987 et 27% en 2000 de la population active féminine.

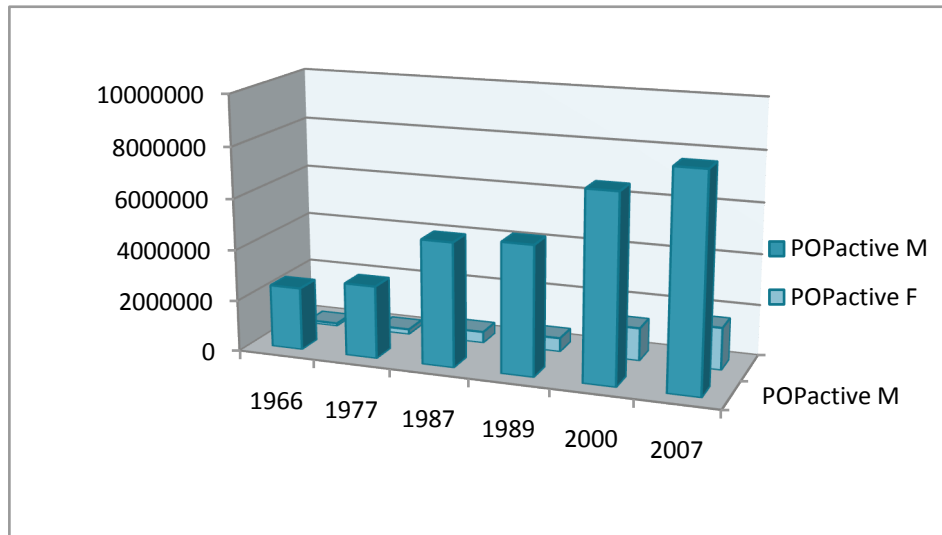
En ce qui concerne les taux d'activité par sexe, on observe que de 1966 à 1977, le taux du sexe masculin a perdu 5,6 pourcent passant de 42,4 à 36%. L'explication réside dans le fait que suite à la forte natalité de la période en question, la part de moins de 15 ans a été très importante tandis que la population en âge de travailler a diminué. Par ailleurs la réduction des taux d'activité des jeunes, notamment du fait de la prolongation de la scolarisation, a considérablement contribué à la baisse du nombre d'actifs.

Dès 1987, le taux brut d'activité enregistre une hausse pour atteindre 40,9% en 2007. En revanche, le taux d'activité féminine, même s'il révèle une très faible participation des femmes dans la population active, depuis 1966

continue de progresser. Le nombre des actives est passé de 109453 en 1966 à 1,28 million en 2007, soit un rythme d'accroissement annuel moyen de 6,19%

Graphique n°06: Evolution de la population active par sexe (en milliers)

Algérie (1966-2007)



L'augmentation du volume de la population active totale ou par sexe n'est pas attribuable uniquement à la croissance démographique. Les changements sociaux économiques et culturels qui se sont produits tels que le progrès de l'éducation des femmes le changement des attitudes traditionnelles à l'égard du travail de la femme, le volume et la répartition des investissements contribuent de façon certaine au volume de la population active ainsi que sa répartition par âge et par sexe .

La modification de la structure de la population (déclin de l'accroissement et élévation du niveau d'éducation) a augmenté le nombre des arrivants sur le marché du travail, particulièrement les femmes. A partir de 2001 la population en âge de travailler est, elle aussi ,en croissance continue, traduisant ainsi l'effet caractérisant la nature jeune de la population et la pression qu'elle exerce sur la demande sociale en offre potentielle de la force du travail et la demande sociale d'emplois stables et décents¹

¹ - BOUKHLIA Hassane R., Talahite F., 2008, Marché du travail, régulation et croissance économique Algérie revue tiers monde, PUF, n°194, PP 413, 437.

3-La transition de l'emploi féminin :

L'Algérie a connu Une arrivée massive des femmes sur le marché du travail durant la dernière décennie.

a / l'emploi féminin durant la période socialiste(1962-1980) : l'Algérie des années 1960à1980, malgré l'orientation socialiste appuyée de son économie et la propagande valorisant l'émancipation par l'éducation et le travail, n'a pas réalisé de progrès significatifs en matière d'accès des femmes à l'emploi. Durant cette période, les taux d'activités féminines sont restés parmi les plus bas du monde.

Tableau n°07 : Evolution du taux brut d'activité et de participation

Algérie 1966à1987

Années	1966	1977	1987
Taux brut d'activité %*	21,70	19,23	23,36
Femmes	1,83	2,04	3,86
Hommes	42,2	36,63	42,44
Taux net d'activité ou taux de participation%*	45,83	42,11	47,04
Femme	3,85	5,43	8,7
Homme	89,06	81,51	85,08

Source : RGPH (1966.1977.1987) ONS

* Taux brut d'activité : rapport de la population active sur la population totale.

** Taux de participation : rapport de la population active sur la population en âge de travailler.

Par contre le taux de scolarisation féminine augmente (Annex03) ainsi que l'accès des filles à l'éducation secondaire et supérieure ont augmenté à un rythme bien plus rapide, ce taux est passé de 36,90 %en 1960 à 59,60 % en 1977 pour atteindre en 1998un taux de 80,73%.¹

L'offre de travail des femmes : les facteurs pouvant expliquer la faiblesse de l'activité féminine sont de l'ordre de trois :

1-*Le facteur démographique* : (âge au mariage, nombre d'enfants par femme), permet d'expliquer la faiblesse de l'activité féminine dans la période 1960-1980

¹ - KAMEL KETAB, Ecole population et société en Algérie PP 74 108.

2-*Le niveau de scolarisation* : l'observation de l'évolution du taux de scolarisation (annexe3 tableau01) des 6-14 ans durant la période 1966-1988 suscite deux remarques :

L'écart important existant en début de période (1966-1988) entre les taux masculin et féminin (36,90 pour le sexe féminin et 56,80 pour le sexe masculin) la scolarisation s'est beaucoup améliorée en fin période (71,56 et 87,75 pour le sexe féminin et masculin respectivement)

En 1995 la hausse rapide de la scolarisation des filles que l'on retrouve ensuite dans l'augmentation de la part des filles dans les autres paliers du système éducatif (moyen, secondaire et supérieur) contraste avec la faible évolution de la participation des femmes à l'activité et à l'emploi .

Cependant, malgré la réduction de l'écart, les filles sont moins scolarisées que les garçons durant cette période, ce qui se traduit notamment par des taux d'analphabétisme bien plus élevés chez les femmes que chez les hommes.

3/*Le poids des traditions* : l'explication la plus courante de la faible participation des femmes à l'emploi rémunéré met en avant des facteurs socio culturels, en particulier le poids des traditions et de la religion, qui seraient hostiles à l'emploi des femmes¹

b) L'évolution du taux d'activité féminine (1989-2008) :

Le taux net d'activité ou taux de participation rend compte de l'insertion dans le monde du travail de la population en âge de travailler. Il dépend de facteurs sociaux et culturels mais également du niveau de chômage car un taux de chômage élevé dissuade les individus à rechercher activement un emploi.

Le taux brut d'activité est passé de 23,6% à 27,9% entre les deux recensements (1987 et 1998) pour atteindre en 2007 un taux de 40,9%.

La hausse la plus importante du taux d'activité revient à la main-d'œuvre féminine dont le comportement d'activité a été sensiblement modifié. Le taux d'activité féminine est ainsi passé de 1,8% en 1966 à 9,6% en 1998 et à

¹ - TALHITE F,(2009), « Algérie emploi féminin en transition »,communication au colloque international inégalité et développement dans les pays méditerranéens, GDRIDRE université de galatasaray, istanbul,turque21,23mai.

16,8% en 2008, soit un coefficient multiplicateur voisin de neuf durant la période et un gain de presque de 8 % pour la dernière décennie. La hausse du taux global de participation est due à l'augmentation de la part des femmes dans la population active totale.

L'évolution du taux de participation des femmes suggère les remarques suivantes : ce taux qui n'était que de 3,85% en 1966, après avoir augmenté régulièrement de 2,5 % environ tous les 10 ans, réalise un bond de plus de 8 % entre 1987(8,7%) et 1998(16,96%). Cependant, après avoir atteint ce pic, il revient en 2005 à un niveau plus conforme au taux précédent (12,4%).

Les femmes, se présentent de plus en plus sur le marché du travail. Ce phénomène s'explique par :

-La progression de la pauvreté : cette explication privilégiée par le CNES, qui établit une relation entre l'évolution du niveau de pauvreté, l'augmentation du taux de participation, l'élévation du taux de scolarisation.

-Le nombre moyen d'années d'études est passé de 1,5 à 5,4 ans entre 1970 et 1999 selon (tableau n°5) cette évolution est plus marquée pour les filles. Dans le cycle primaire, le taux de scolarisation des filles de 6 à 15 ans évolue plus rapidement que celui des garçons pour cette tranche d'âge : 91,87 filles sont scolarisées pour 100 garçons en 2002 contre 81 seulement en 1990 /1991 et 87,8 en 1999/2000. Dans la tranche des 16-19 ans (lycée), la discrimination devient favorable aux filles : 112 filles pour 100 garçons en 2001 /2002, contre 102 en 1999 /2000 et 76,55 en 1990/1991. Le taux d'abandon durant les deux premiers cycles de l'école fondamentale plus important chez les garçons explique cette tendance

Enfin, la participation des filles au baccalauréat a atteint 57,87% en 2004 pour les filles contre 42,13% pour les garçons. Les taux de réussite sont de 44,53% pour les filles et 36,36% pour les garçons.

Cette généralisation de l'éducation, notamment dans le palier du secondaire, a un double effet : d'une part en incitant les jeunes à poursuivre les études et ne pas se présenter sur le marché du travail, elle agit à la baisse sur le taux de participation des 15-25 ans, d'autre part le niveau d'éducation a une incidence positive sur le taux de participation de la population entre 15 et 30 ans. Dans les cas de la population féminine, la participation augmente fortement avec le niveau d'instruction. Le facteur démographique : après

avoir été pendant longtemps parmi les pays à fort taux de fécondité au monde, l'Algérie est entrée en 2000, dans la catégorie des pays à fécondité modérée, avec un taux brut de natalité qui est inférieur des 20 pour mille (19,2‰).

La transition démographique est caractérisée par un taux de fécondité et un taux de mortalité infantile qui décroissent simultanément, du fait notamment de l'amélioration des conditions sanitaires et de l'introduction de la contraception¹

Pour ce qui est de la population active féminine, certains facteurs démographiques jouent de manière spécifique, notamment l'avancement de l'âge au mariage et la baisse du nombre d'enfants par femmes qui ont un impact sur les comportements des femmes face à l'emploi. L'indice synthétique de fécondité a diminué, passant de 4 enfants par femme au début des années 1990 à 2,4 en 2002 (2,1 en milieu urbain et 2,7 en milieu rural)

Par ailleurs, l'âge moyen au mariage a augmenté passant de 27,7 à 33 ans pour les hommes entre 1987 et 2002 et de 23,7 à 29,6 ans pour les femmes au cours de la même période (respectivement 36 et 32 ans en 2006) et la dynamique du secteur informel drainant davantage de femmes sur le marché du travail et permettant au travail à domicile d'augmenter.²

¹ - selon l'enquête PAP/FAF,2002, l'usage de la contraception, ONS2004 .

² - HAMEL et HAFFAD,2001, "restructuration et emploi en Algérie" communication présenté en Algérie au Fifth on Algeria Restructuring the Algerien Economy trends, Patterns and implication" university of Bristol.

4-Le changement de la structure de l'emploi :

L'évolution de la population active en pleine période d'ajustement structurel est caractérisée par l'accroissement substantiel de l'effectif des personnes occupées avec une baisse de nombre des chômeurs mais surtout par la modification de la structure de l'emploi

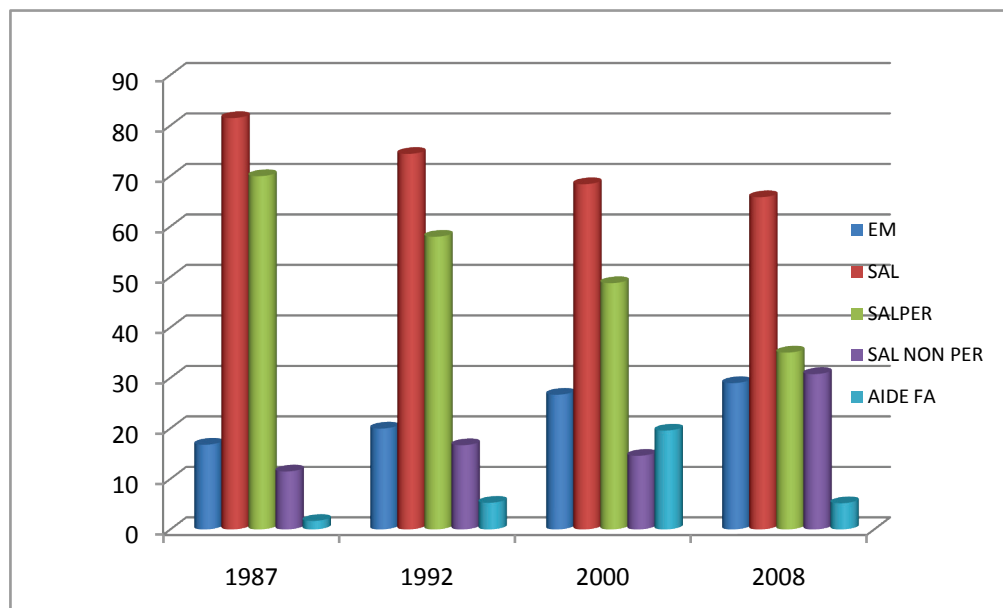
L'analyse de l'évolution de la structure de l'emploi montre que cette structure a connu de profondes mutations.

Tableau n°08 : Evolution de la structure de l'Emploi

	1987	1992	2000	2008
Employeurs Et indépendants	16,8	20	26,7	29
Salariés	81,5	74,7	68,4	65,83
Salariés permanents	70	58	48,8	35,05
Salariés non permanents Apprentis et autres	11,5	16,7	14,6	30,78
Aide familiaux	1,7	5,3	4,9	5,2
TOTAL	100	100	100	100

Source : Calculs effectués à partir des données de l'ONS et enquête emploi2008.

Graphique n° 07 : Structure de l'emploi (1987-2008)



Quatre tendances principales se dégagent de ces données :

Le développement de l'économie de marché, est constaté et c'est la première tendance, l'émergence et le développement important de nouveaux agents économiques, ce qui s'est traduit par la croissance du poids de la catégorie des employeurs et des indépendants. Cette catégorie qui représentait à peine 17% en 1987 représente actuellement presque 27% du total des occupés. Cette évolution s'explique en partie par le changement du statut des agriculteurs qui est passé de « Coopérateurs » et/ ou salariés à celui l'indépendants et employeurs, mais leur poids n'était pas très important puisqu'il ne représentait que 3,8 % de la population occupée en 1992 leur sortie du statut de salariés n'explique pas la chute du poids de cette dernière catégorie.¹

D'un autre côté, le nombre de PME/PMI créées dans tous les secteurs d'activité au cours de la dernière décennie est très important.

Sur les 160.000 PME enregistrées à la fin de l'année 2000, près du quart, toujours en activité, a été créée au cours des cinq dernières années. Durant lesquelles, le nombre de PME privées a connu une croissance de 53%. Ce sont les secteurs des BTP, transport et Communications, commerce et services qui ont le plus attiré les investissements privés, l'industrie agro-alimentaire a attiré, elle aussi, un mouvement non négligeable d'investissements²

La deuxième tendance observée au cours de la dernière décennie (2000-2010) concerne le changement de structure de l'emploi par type d'activité comme l'attestent les données suivantes

¹ -BOUYACOUB A, 2002, "formation l'emploi et l'employabilité" Alger le 27, 29 Avril, BIT.

² - Ministère de la PME/PMI 2001, rapport sur l'état des lieux.

Tableau n°09 : Evolutions de la structure de l'emploi :

Secteurs d'activité	1990	2000	2008
Agriculture	20,1	14,1	13,7
Industrie	15,5	13,3	12,5
BTP	14,4	10	17,2
Commerces	9,9	14,6	56,6
Service marchés	10,9	15,8	
Formation publique	21,12	22,6	
Autre service national, emploi des jeunes	7	9,4	
TOTAL	100	100	

Source : ONS et Enquête emploi 2008.

Quatre remarques importantes sont à relever :

-L'agriculture et le secteur du BTP sont les seuls secteurs qui ont perdu en termes de poids dans la structure globale de l'emploi car ils ont perdu respectivement 3,7 et 5,2% de leurs effectifs au cours de la période 1990 et 2000.

Cette perte est due à la dissolution de nombreuses entreprises publiques mais durant la période 2000-2008, le secteur du BTP a enregistré dans la structure de l'emploi un poids de 7 % par rapport à la décennie passé due à l'apparition des entreprises de travaux de construction étrangères (Turque, Italie , Chine) puisque cette décennie est marquée par des recettes extérieures massives (hausse des prix de pétrole) .l'Algérie est devenu un chantier de construction des grandes infrastructures (150 milliards de dollars entre 2000 et 2007 dans les construction d'écoles, de logements, d'hôpitaux , d'autoroutes, de rénovation des chemins de fer,etc)

Par contre et malgré les compressions importantes d'effectifs dans l'industrie publique et contrairement à une idée largement répandue, le

secteur industriel a enregistré 17,7% de ses effectifs. Cependant, son poids dans la structure de l'emploi a baissé de 3%.

-Deux grands secteurs ont connu une explosion de leurs effectifs : il s'agit du commerce et des services et du secteur des transports et communications, dont les effectifs ont plus que doublé. Leurs poids respectifs ont connu également une importante croissance.

Malgré le passage à l'économie de marché et une application stricte du programme d'ajustement structurel, les effectifs d'employés par l'administration ont connu une augmentation de 40% en 2000. Les administrations publiques qui occupent plus 1,5 millions de personnes sont le plus grand employeur du pays.

-La troisième tendance qui se dégage de ces données concerne le double processus de désalarisation déprimarisation de la population occupée montrent que le poids des salariés est passé de presque 75% en 1992 à 68,4% en 2000 à 65,83% en 2008.

La tendance à la baisse a déjà été enregistrée au cours de la période précédente, d'un autre côté, le poids des salariés permanents est passé de 70% en 1987 à 58% en 1992 à 48,8% en 2000 et seulement 35,05% en 2008. Les salariés permanents ont perdu près de 13 % dans la structure de la population occupée.

-Enfin, la quatrième tendance importante de la dernière décennie concerne le développement de l'informalisation de l'économie, le taux d'informalisation (qui est le rapport des emplois FPE (forme particuliers d'emploi à l'emploi total) est de 26% de sorte que plus du quart du stock d'emplois reste à générer par le secteur informel.

Le mouvement d'informalisation de l'emploi ne concerne pas seulement les salariés employés sans aucune déclaration, mais également des employeurs et des indépendants qui exercent leur activité sans déclaration officielle.¹

¹ -HAMOUDA NE ,ISLIM.A.,MUZETTE M.S,2003,marché du travail et emploi en Algérie ,élément pour une politique nationale de l'emploi ,profil de pays ,OIT ,Alger .

**Tableau n° 10 : Structure de l'emploi selon le secteur d'activité
(en milliers)**

	Agriculture	Industrie	BTP	Services	T.S A	T
1966 Emploi	913,13	129,22	92,05	433,75	655,014	1568,1
%	58,2	8,2	5,9	27,7	41,8	100
1977 Emploi	686,4	394,3	345	799,5	153,8	2225,2
%	30,9	17,7	15,5	35,9	69,2	100
1966 Accroissent 1977 Annuel	-20,61	20,094	23	33,25	80,27	59,72
Taux d'accroissement %	-2,5	10,67	12,76	5,7	8	3,2
1987 Emploi	725,7	622,15	689,14	1930,8	3242,16	7137,7
%	17,5	15	16,7	46,7	78,4	100
1977 Accroissent 1987 Annuel	3,83	22,785	34,4	113,1	170,4	191,2
Taux d'accroissement	0,5	4,6	7,2	9,2	7,7	6,3
2000 Emploi	1312,07	861,12	650	3405,57	4916,69	6228,36
%	21,06	13,82	10,44	54,67	78,94	100
1987 Accroissent 2000 Annuel	45,11	18,38	-3,01	113,44	128,81	160,85
Taux d'accroissement	6,22	2,95	-0,44	5,88	3,97	3,89
2005 Emploi	1403,81	1076,85	1232,8	4468,03	6777,68	8181,49
%	17,15	13,15	15,06	54,61	82,84	100
2000 Accroissent 2005 Annuel	18,34	42,97	116,4	212,49	372,3	390,54
Taux d'accroissement	1,36	4,57	13,65	5,58	6,50	5,60

Source : de 1966 à 1987, Rétrospective, ONS, édition 2002, P47-58.

Pour 2000 et 2005 : données statistiques n°431 et 434, ONS.

5 -Structure d'emploi selon le secteur d'activité

L'activité est presque synonyme de revenu ou de salaire. C'est donc un élément important qui permet l'accès aux moyens matériels de confort et le développement social et économique de l'individu et du ménage.

L'emploi est l'un des domaines dans lesquels l'Algérie enregistre depuis des années un déficit devenu chronique malgré tous les efforts qui lui sont accordés, l'accroissement démographique est le facteur explicatif vu le nombre de postes de travail créés, annuellement et les différentes formules d'aide à l'insertion professionnelle.

Ce qui veut dire que ce n'est pas le modèle économique en soi qui n'arrive pas à générer les emplois mais que le rythme de l'accroissement démographique l'emporte sur celui de l'offre de postes de travail¹

La création de poste d'emploi est le résultat d'une politique économique tournée vers la production et la croissance.

1/ la première période : va de 1966 à 1977 où l'état s'est lancé dans un processus d'industrialisation très poussé partant du principe que « l'industrie est à la base de tous processus d'édification et de souveraineté nationale capable de satisfaire les besoins sociaux à travers notamment la création d'emploi » (ONS, 1993, P28) Il en résulte une croissance appréciable de l'emploi industriel (10,67% par an)soit une performance annuelle de 24 milles nouveaux emplois par an . Ce fort taux d'accroissement a été observé pour les secteurs des bâtiments et les travaux publics et le secteur des services, avec des taux d'accroissement annuels moyens de 12,76% et 5,7% respectivement.

Les performances appréciables sont dues à la politique de l'investissement de l'époque (taux d'investissement 46,1%) ou plus de 50% du total des investissements ont toujours été alloués au secteur industriel, ce qui a permis de générer ce nombre important d'emplois

Cette politique s'est traduite par la baisse de l'emploi agricole qui passe de 50% en 1966 à [pré de]17,30% en 2005. Cette baisse a été particulièrement importante entre 1966 et 1977 ou le taux d'accroissement de l'emploi agricole

¹ - AISSA DELENDA le rôle de développement social et économique dans le changement démographique
Thèse de doctorat d'état université d'Oran janvier 2004.

est de -2,5%, Cette période a connu un exode rural des plus importants dans l'histoire récente de l'Algérie.

2/La deuxième phase : correspond au 2^{ème} plan quinquennal (1985-1989) où la crise pétrolière a joué pleinement son effet. Le taux d'accroissement de la création d'emploi passe de 4,3% à 1,9% par an. Par ailleurs pour la première fois l'existence d'un surnombre d'emplois est constatée et les premières compressions de main-d'œuvre sont effectives « CENEAP 1999 »¹

Cette période est marquée par le déclin puis l'effondrement de l'industrie et à un degré moindre du BTP. L'industrie qui était l'un des secteurs moteurs de la croissance durant les années 1970, perd son rôle de pourvoyeur d'emploi.

Le taux de l'accroissement de l'agriculture a connu une légère hausse entre (1977 et 1987) puisqu'il est passé à 0,5%. Cette tendance à la hausse du secteur agricole (3830 nouveaux emplois par an) est le résultat de deux faits majeurs qui ont marqué la période :

- L'effondrement des prix de pétrole en 1986.
- La promulgation des lois portant réformes économiques CENEAP 1999

L'essentiel de la période fait reconsidération du secteur agricole envisagé dans le but de freiner l'exode rural et d'encourager la création de petites et moyennes entreprises qui ne nécessitent pas un grand investissement.

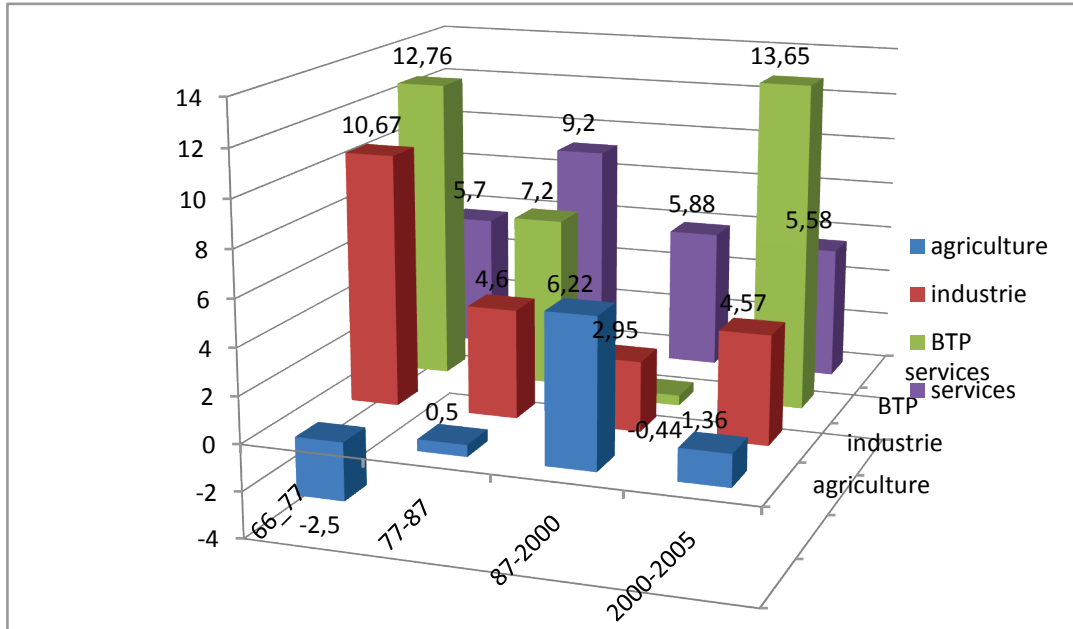
3 /La troisième période : cette période a enregistré à partir de 1993 des pertes significatives pour le secteur de l'industrie au rythme moyen annuel de 0,6% jusqu'en 2002. Par contre, l'agriculture renoue avec la création d'emploi au cours des années 1990 et surtout en 2000-2002 avec la création de 250.000 emplois agricoles grâce au programme de développement agricole.

Cette restructuration de l'économie algérienne s'accompagne également du développement de l'emploi dans les services.

La contribution de ce secteur au total des emplois créés hors agriculture s'est constamment située au dessus de 30% et en fait partie par la mise en place d'infrastructures administratives et sociales ainsi que par le développement de l'Education Nationale et de la santé publique.

¹ - La revue CENEAP analyse et perspective N° 14, 1999.

Graphique n°08 : Taux d'accroissement annuel moyen de la création de l'emploi Par secteur d'activité (1966-2005)



L'emploi hors agriculture a enregistré en 1990 une création de 1698 postes d'emploi, pourtant le taux d'investissement réalisé au cours de cette période était plus faible 28,70%, comparativement aux périodes précédentes, le taux d'investissement a été de 41,6% entre 1970 et 1979 ; ce taux a permis la création de 1158 postes d'emploi. Pour la seconde période 1980-1989 le taux était de 28,70% et le nombre de poste était de 1424. Ce constat est important pour relativiser la liaison automatique souvent faite entre le volume d'emploi et le volume des investissements¹.

Depuis 1999 la création d'emploi a été de 3,5 millions durant la période 1999-2008 dont 54,8% dans le secteur de l'agriculture, le commerce, les services et le BTPH. Le reste étant dans le secteur de l'administration, de l'industrie, de l'artisanat et dans d'autres secteurs. Durant la période 2005-2008, 2 millions d'emplois ont été déjà créés, ce qui représente 89,5% de l'objectif de création d'emploi. Dans la même lignée, le rapport récent du CNES fait état d'un rythme de création d'emploi de l'ordre de 6,6% en moyenne et par an, correspondant à la création de plus de 1,8 million d'emplois nouveaux ayant permis de réduire le chômage, qui était de 15,3%

¹ - BOUYAKOUBA, 2002, Formation et employabilité Alger le 27, 29 Avril, BIT.

en 2005 et 12,4% en 2006. D'un autre côté, la nature des emplois créés au cours de la dernière décennie s'est traduite par un impact encore plus important sur la structure générale de l'emploi¹

¹ - Banque mondial rapport 2008

6-La segmentation du marché du travail :

Comme dans la plupart des pays du sud de la Méditerranée, on peut distinguer deux segments structurant le marché du travail :

Un secteur rural englobant la quasi-totalité de l'emploi agricole. L'emploi dans le secteur rural représente une part non négligeable de la demande totale de travail ; alors qu'en 1977 ce secteur occupe 72,2% de la main-d'œuvre totale , dont près de la moitié provenant de l'agriculture , sa contribution décline pour ne plus se situer qu'à 42% en 2003 ; le flux migratoire massif attiré vers les agglomérations urbaines , du fait notamment de la qualité relative des infrastructures sociales urbaines et de la perspective de salaire plus élevé , va exacerber les tensions sur le marché du travail et aggraver le chômage dans le secteur formel .

Un secteur urbain, lui-même constitue d'un secteur urbain informel où l'emploi est caractérisé par une grande flexibilité mais aussi par une grande précarité des conditions de travail, et un secteur formel à la fois public et privé.

Tableau n°11 : Evolution de la part de l'emploi informel dans l'emploi totale

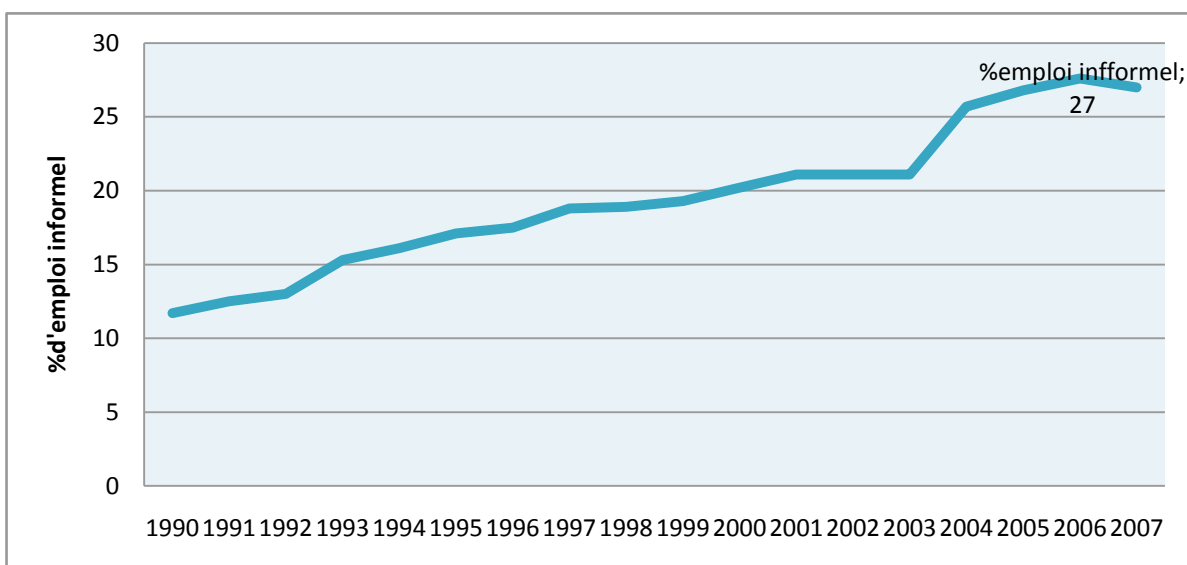
Année	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
(1)		11,7	12,5	13	15,3	16 ,1	17,1	17,5	18,8	18,9
(2)	25			29				31,3	33,3	33,4
Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
(1)	19,3	20,2	21,1	21,1	21,1	25,7	26,8	27,6	27	-
(2)	33,9	34,9	36,7	36,6	36,4	42,1	43,0	43,8	42,6	-

(1)Emploi informel / emploi totale

(2)Emploi informel / emploi totale hors administration et agriculture

Source : ONS

Graphique n°09 : Evolution de l'emploi informel dans l'emploi total



Le secteur informel a commencé à se développer dans le pays d'une manière observable depuis une vingtaine d'années, face à d'importants besoins sociaux non satisfaits (travail, logement revenus) et on réponse aux nombreuses rigidités caractérisant l'organisation de l'économie en général déclin du secteur public et en particulier les salaires, la fiscalité, la création d'entreprise, l'accès aux marchés extérieurs, le taux de change et le financement). L'emploi informel en Algérie, au-delà de tous ses aspects économiques et sociaux négatifs, a contribué à la création d'activités et à la réduction du chômage réel, compensant l'apport insuffisant du secteur déclaré dans ce domaine.

Évalué à 58000 emplois en 1990, le secteur informel a doublé ses effectifs en moins de dix ans.

Il était estimé en 1985 à 25% de l'emploi total hors agriculture, il est passé à 29% en 1992 puis 33% en 1997. Il représente en 2002, 36,6% du totale de l'emploi hors agriculture, (39% du total de l'emploi urbain), ce taux passe à 42,6% en 2007.

L'extension de l'emploi informel est visible à présent même dans le secteur structuré. Il y apparait à travers les nombreuses entreprises commerciales qui s'adonnent à des activités parallèles de production dans l'arrière-boutique ou de vente de produits fabriqués par les ménages d'une part, et les nombreux employés d'entreprise et l'administration qui exercent un second emploi dans l'informel, d'autre part. Cette inflation rampante de

l'économie obéit à de nombreux mécanismes parmi lesquels on peut citer la non déclaration des employés et la non facturation des opérations¹.

Ce mouvement d'informalisation de l'emploi ne concerne pas seulement les salaires employés sans aucune déclaration, mais également des employeurs et des indépendants qui exercent leur activité sans déclaration .

¹ -HAMOUDA NE ,ISLIM.A.,MUZETTE M.S,2003,marché du travail et emploi en Algérie ,élément pour une politique national de l'emploi ,profil de pays ,OIT ,Alger .

7-L'évolution du chômage :

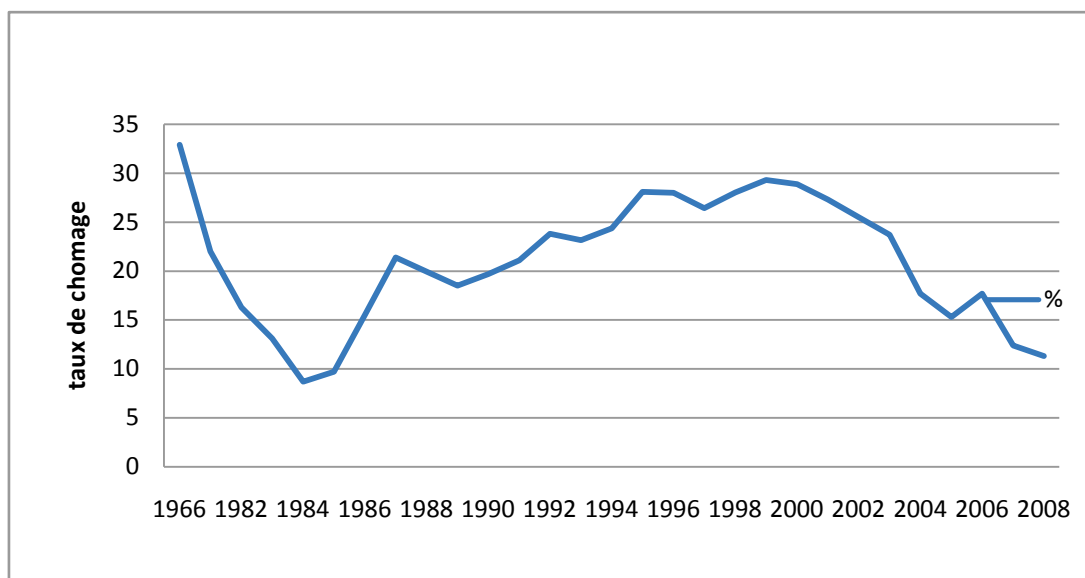
Le chômage est dès l'indépendance, un chômage structurel. Il se trouve aggravé par la récession des années 1980 (baisse des investissements, destruction de l'appareil productif) .Ce recul de l'emploi n'a pas été compensé par la création de nouveaux postes d'emploi, et les réformes économiques engagées dès 1988 n'ont fait qu'aggraver davantage la situation. Le taux de chômage passe de 16% en 1985 à 24,4% en 1994 pour atteindre 29,8% en 2000, l'année 2001 verra une tendance à la baisse, soit un taux enregistré de 27%.Selon les statistiques de l'ONS, la baisse devient forte en 2004, 2006,2008 et 2009 ou l'on enregistre des taux de 17,7 ; 12,4 ; 11,3 ; 10,02 respectivement.

Tableau n°12 : Evolution du taux de chômage de 1966 à 2009

1966	1977	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
32,9	22	16,3	13,1	8,7	9,7	15,55	21,4	19,95	18,5
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
19,7	21,1	23,8	23,15	24,36	28,1	27,99	26,41	28,02	29,29
2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
28,89	27,3	25,51	23,72	17,7	15,3	17,7	12,4	11,3	10,02

Source : Rétrospective statistique 1970-2002 et enquête emploi ONS.

Graphique n°10 : Evolution du taux de chômage



Depuis l'indépendance, le pays était confronté à un chômage structurel de grande envergure et a une extrême précarité de l'emploi. La population active était peu qualifiée et sans instruction, fortement concentrée dans les campagnes (70%) avec un début d'exode rural qui aggrave le chômage dans les villes. Ces caractéristiques du marché du travail ont influencé durablement les politiques de l'emploi et ont pesé lourdement sur une économie en développement¹.

L'évolution du chômage en Algérie peut être subdivisée en quatre phases :

1) La première phase : la démarche algérienne au lendemain de l'indépendance a été une stratégie axée sur l'emploi. En effet, le taux de chômage constaté lors des résultats du recensement de 1966 était de 32,9% pour les 15-64 ans ce taux extrêmement élevé, correspondait à une population en chômage de près de 843000 personnes pour une population totale de 12 millions environ « l'Algérie fait face à ce problème, grâce à une politique globale de développement dont la question de l'emploi est au centre.

Le but est de promouvoir l'emploi, d'éradiquer le chômage et de faire face à la demande futur de postes d'emploi ».L'industrialisation massive, à partir des années 1970, en particulier a fait que le chômage était une notion pratiquement méconnue et sans effets sociaux grave.

2) La deuxième phase : 1985-1987 : l'effondrement des prix du pétrole au milieu des années 1980 a affecté le volume et la structure des investissements limitant les possibilités de création de poste d'emploi. Cette phase critique a coïncidé avec l'arrivée des générations nombreuses sur le marché de l'emploi aggravant la situation.

3) La troisième phase : 1989-2000 : le faible taux de croissance de l'économie en raison la réduction des investissements publics de 1986 a influé négativement sur le marché du travail.

¹ - HAFAD T, 2009, l'ajustement structurelle ses effet sur les phénomènes démographique cas de l'Algérie, thèse de doctorat d'état.

En outre, les faibles performances de l'appareil national de production n'ont pas favorisé une dynamique de création d'emploi.

Malgré l'effort soutenu de création d'emplois le taux de chômage demeure préoccupant compte tenu du stock important de départ et de l'accroissement rapide de population active avec l'arrivée chaque année de 250.000 à 300.000 nouveaux demandeurs sur le marché de travail.

La population active qui augmente avec un rythme d'accroissement annuel moyen de 3,5% continue d'exercer une pression sur le marché de l'emploi.

La situation se trouve aggravée par la perte de près de 383 mille emplois suite à la restructuration des entreprises publiques et le licenciement des milliers de travailleurs.

Année	Nombre de travailleurs Licenciés	Nombre d'entreprises dissoutes
1996	56144	363
1997	212492	407
1998	1151137	239
TOTAL	383773	1009

Source : Revue économique et management, N°2, mars 2003 P/87

Le licenciement des milliers de travailleurs dû aux mesures prises dans le cadre du plan d'ajustement structurel(PAS) et dans une certaine mesure à la situation sécuritaire qui a prévalu durant la décennie 1990-2000 ont contribué au gonflement des rangs des chômeurs déjà existants¹

Le nombre de chômeurs est passé de 853000 en 1987 à 2359000 en 1997 soit près d'un triplement .Ainsi le taux de chômage a progressé régulièrement de 15,13% en 1986 à 28,3% en 1996. Passant par 28,2% en 1997 pour atteindre la barre des 30% en 1998.

¹ - DELEND A, 2004, le rôle de développement social et économique dans le changement démographique Thèse de doctorat d'état université d'Oran janvier.

4) La quatrième phase : durant celle -ci, on constate une tendance à la baisse du taux de chômage. Ce dernier est passé de 27% à 11,3% entre 2001 et 2008 selon les statistiques de l'Office National des Statistiques. L'objectif actuel est de le réduire à moins de 10% d'ici 2010 grâce à la mise en place de différents organisme spécialisés tels que l'Agence National d'Emploi(ANEM), l'Agence de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ) la Caisse Nationale Allocation Chômage (CNAC).

a/Critère et mesure du chômage :

Deux visions tentent d'expliquer le niveau actuel du taux de chômage

-La vision optimiste estime que le niveau du chômage est surévalué du fait que l'emploi informel est mal cerné , et insuffisamment comptabilisé dans la population occupée .De faux chômeurs viendraient gonfler les statistiques du chômage .Ce type d'emploi non structuré, même s'il n'offre pas de stabilité dans l'activité, constitue une source de revenus importants

La vision pessimiste estime la définition du chômage restrictive dans la mesure où elle exclut du chômage les emplois précaires, et une partie de la population féminine en âge de travailler. Cette dernière est classée essentiellement dans la population « inactive » alors que beaucoup de femme souhaiteraient travailler, mais ne cherchent pas activement un emploi en raison des contraintes sociales.

Alors quel est le niveau réel du chômage en Algérie ? le taux du chômage en Algérie révélé par l'enquête niveau de vie réalisée en 1986, était estimé à 33% (ANAT, 1988 : Banque Mondiale, 1999) . L'enquête MOD 1997 évalue le taux de chômage à 28% dans le recensement 1998, ce taux est estimé à 44% (CNES 1999) ; une année après, ce taux est estimé par l'enquête MOD 1999 à 35%.

Ces différents taux proviennent surtout de la qualité des données à l'origine des calculs, ainsi que des situations conjoncturelles ou des fluctuations d'échantillonnage, seuls ces éléments peut expliquer les différences entre le taux de l'enquête 1997 et le RGPH de 1998.

b/Caractéristique du chômage en 2007 :

Le nombre de chômeurs est estimé à 1 .375000 en octobre 2007. Les hommes à la recherche d'un emploi sont beaucoup plus nombreux que les femmes sur l'ensemble des chômeurs, 78% sont des hommes et 22% sont des femmes. La majorité des femmes qui se présentent sur le marché du travail résident dans le milieu urbain, celle résident en milieu rurale ne représentent que 25,7% du total des femmes à la recherche d'un emploi.

63,9% de l'ensemble des chômeurs résident en milieu urbain et 36,1% en zone rurale.

Le chômage touche plus particulièrement les premiers demandeurs d'emploi, 43,5% des chômeurs ont moins de 25 ans et 72% ont moins de 30 ans.

En 2007, le taux de chômage est estimé à 13,8% (14% en milieu urbain et 13,1% en zone rurale).

La participation des femmes au marché du travail a connu une progression significative avec 14% de la population totale féminine. Durant les années 1970 et 1980,leur taux de chômage est sensiblement inférieur au taux masculin. Cette tendance s'inverse au cours des années 2000 ou la persistance du chômage finit par affecter d'avantage les femmes que les hommes.

En 2007, le chômage féminin touche plus de 18,3% de la population active féminine, soit 5%de plus que le taux national¹.

¹ - Collection statistique enquête emploi auprès des mélanges,2007 N° 139.

Conclusion chapitre 02 :

La mesure du marché du travail en Algérie sous l'effet de la croissance démographique de la période intérieure a influencé le rythme avec lequel a progressé la population active ; celle-ci est passée de 2,56 millions à 9,9 millions entre (1966 et 2007) avec un temps plus long consacré à l'éducation et à la formation qui retarde l'entrée des jeunes sur le marché du travail (entre 15-24) qui peut influencer la structure de la population active .

La contribution féminine à l'évolution de la population active reste relativement marginale du fait d'un taux de participation des femmes exceptionnellement faible ; néanmoins, la dynamique du taux de participation féminin fait apparaître une tendance positive. Cette dynamique du marché du travail portée par l'augmentation de la population féminine appelle à un effet conséquent de création d'emploi.

La structure sectorielle de l'emploi s'est modifiée profondément à partir de 1990, le secteur public industriel s'effondre.

La structure de l'emploi par secteur juridique connaît la même rupture à la suite de la mise en œuvre des réformes économiques.

Concernant le taux de chômage, durant près de quinze ans, il a été constamment au-dessus de 20% avec un pic de 29,2% en 1999 ; ce taux a été par la suite réduit de moitié entre 2000 et 2005 puis à 11,3% en 2008.

Introduction

Nous nous proposons ici d'évaluer les mesures directes et indirectes prises par l'état en faveur du marché de l'emploi de la wilaya d'Oran.

L'état a-t-il réussi à endiguer le chômage et à faire des jeunes chômeurs de véritables entrepreneurs ?

Si dans le passé, chercher un emploi se limitait juste à rédiger une demande d'emploi et l'envoyer aux différentes administrations et attendre la réponse, aujourd'hui ce geste est révolu et le marché de l'emploi tend à instaurer de nouvelles traditions

Au vu de l'évolution que connaît depuis plusieurs années le marché du travail et des mutations qu'y déroulent, l'adoption aux nouvelles règles s'avère difficile pour les jeunes et les chômeurs.

La mise en place de plusieurs dispositifs de l'emploi dont l'Agence Nationale de l'Emploi des jeunes (ANSEJ), l'Agence Nationale de la Gestion de Micro Crédit (ANGEM), la Caisse Nationale de l'Assurance Chômage (CNAC) et le centre de facilitation des PME représentent des opportunités pour les jeunes qui veulent créer leur propre entreprise. Devenir chef d'entreprise est la chance et du côté de toute personne en chômage de percer dans le monde du travail.

Section 1 : Politique d'emploi et stratégie nationale

1-Présentation générale des dispositifs de soutien à la création d'emplois:

En fait, l'aspect le plus visible de la politique nationale d'emplois en Algérie a jusque là été la mise en œuvre de la politique active à travers des dispositifs d'emplois de la croissance par les pouvoirs publics ou encore de soutien à la création d'activités par les jeunes chômeurs.

Ces programmes ont été initiés dès 1988 à travers le programme d'emploi des jeunes qui a consisté à exonérer les entreprises de certaines taxes (Versement Forfaitaire et ITS) sur les salaires versés aux jeunes chômeurs recrutés. Jusqu'en 2008, ces dispositifs visaient à placer les jeunes chômeurs dans des emplois temporaires auprès des collectivités locales (Emplois Salariés d'Initiative Locale -ESIL) pour une période de 6 à 12 mois afin d'avoir une formation et une expérience de base et augmenter leur chance de trouver un emploi. Les bénéficiaires sont les demandeurs d'emploi de 19 à 40 ans sans qualification. Pour les jeunes qualifiés, pour lesquels le chômage est très élevé, un dispositif spécifique a été mis en place depuis 1999, le « contrat pré-emploi » (CPE), qui permet le recrutement par les employeurs des chômeurs qualifiés pour une période de un an renouvelable avec une subvention totale de la rémunération de la première année. Les bénéficiaires sont les primo-demandeurs d'emplois universitaires ou techniciens supérieurs.

L'indemnité d'Activités d'Intérêt Général (IAIG) est un autre programme qui a eu pour objet la participation à des activités d'intérêt général dans le cadre du filet social contre une indemnité mensuelle dont le bénéficiaire doit être un membre d'une famille sans revenu. Ce dispositif est géré par l'Agence de Développement Social (ADS).

Plus pénibles, les Travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO) –entretien des routes, hydraulique, agriculture – ont fait partie d'un programme ciblant les chômeurs sans qualification et dont la rémunération est fixée au salaire minimum. Ce dernier programme est également géré par l'Agence de Développement Social(ADS).

Les politiques actives portent également sur les dispositions relatives à la création d'entreprise. Parmi celles-ci, le programme relatif à la micro-entreprise mis en œuvre depuis 1997 par l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ) a pour but de soutenir la création d'entreprise par de jeunes promoteurs de 19 à 35 ans qualifiés. Le programme est financé sur le Fonds spécial de soutien à l'emploi des jeunes.

Un autre programme qui s'adresse aux chômeurs de plus de 35ans non éligibles à la micro-entreprise est le microcrédit qui permet à la personne éligible de bénéficier d'un prêt pour acquérir de petits équipements en vue d'un travail indépendant. La Caisse Nationale d'Assurance Chômage participe également aux programmes de création d'entreprises dans le cadre du dispositif CATI (Centre d'Aide au Travail Indépendant) pour faire bénéficier les travailleurs compressés de l'assistance et l'accompagnement dans la création d'entreprises.

L'ensemble de ces dispositifs prévoient des schémas d'incitations qui intègrent généralement un apport personnel réduit, des prêts sans intérêt ou des bonifications de taux d'intérêt. La création d'emploi pour l'ensemble des dispositifs au cours de la période 2000-2005 est résumée par le tableau suivant

Création d'emploi par les politiques actives

Année	Emplois d'attente (ESIL, IAIG, CPE, TUP-HIMO)	Création d'activité Micro entreprises Microcrédits	Total
2000	220013	29831	249844
2001	241787	27854	259641
2002	251355	43157	294512
2003	264463	14771	279234
2004	320580	19077	339657
2005	303342	35292	338634
2007 (9 premiers mois)			497000

2-La nouvelle politique nationale d'emplois :

L'ensemble des dispositifs entrant dans la politique active d'emploi ont été revus pour être fondus, depuis Juillet 2008, dans le 'Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes'. Celui-ci englobe le soutien à la création d'emplois salariés (Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle) et les dispositions relatives au soutien à la création d'entreprises.

Le mécanisme d'aide à l'insertion professionnelle s'adresse aux jeunes primo demandeurs d'emplois et stipule trois formes de contrat de travail aidé suivant la qualification initiale du jeune:

- Les Contrats d'insertion des diplômés (CID) devant concerner 110.000 jeunes diplômés,
- Les Contrats d'insertion professionnelle (CIP) qui doivent toucher 200.000 jeunes,
- Les Contrats de formation/insertion (CFI) qui devront prendre en charge 90.000 jeunes sans formation.

Dans chaque cas, le jeune perçoit des indemnités modulées suivant le type de contrat d'insertion allant de 4000 DA (pour le CFI), 8000 DA pour le CIP à 12000 DA pour le CID mensuellement.

Par ailleurs, l'entreprise bénéficie d'un abattement de la part patronale de la Sécurité sociale ainsi que des réductions d'impôts (IRG ou IBS) en cas de recrutement durable.

Concernant le maintien de la relation de travail qui constitue certainement l'aspect majeur des politiques actives, l'objectif du nouveau dispositif est de permettre un taux de recrutement durable de 30%. Il s'agit d'un taux qui se situe au niveau du triple de celui enregistré jusque là par les dispositifs existants. Dans cette perspective, des incitations aux entreprises et des facilitations de formation pour le jeune sont proposées pour encourager le maintien de la relation de travail par :

- l'institution d'un contrat de travail aidé (CTA) qui octroie une subvention de salaire à l'entreprise durant cinq ans dans le cas d'un CID-lorsque celle-ci s'engage à un recrutement durable ainsi que des réductions d'impôts (IRG ou IBS) et un abattement de la part patronale de la Sécurité sociale,

- l'aide au financement de la formation du jeune recruté sur la base du Contrat Emploi-Formation

- L'encouragement du jeune à la recherche de formation qualifiante par l'octroi d'une prime pendant 6 mois. Cette prime à la recherche de formation est novatrice car elle considère la recherche et la mise à niveau des qualifications comme une activité devant être rémunérée. Cependant, la mesure sera limitée à une liste de métiers en déficit fixée par des dispositions réglementaires. Il serait beaucoup plus utile de généraliser la disposition à tous les métiers (le jeune va lui-même certainement choisir le métier qui lui convient et qui serait en déficit).

Le nouveau dispositif propose également des aménagements qualitatifs aux programmes existants de création d'entreprise de l'ANSEJ et de la CNAC. Ceux-ci portent notamment sur une plus grande décentralisation des décisions d'octroi des aides, la formation des promoteurs dans le domaine du management ainsi que des procédures de financement bancaire simplifiées et décentralisées.

3-Répartition des fonctions d'intermédiation sur le marché du travail

Fonctions	Intermédiaires
<i>Placement</i>	ANEM, CNAC, agences privées
<i>Information sur le marché du travail</i>	ANEM, ONS, Observatoire
<i>Indemnisation du chômage</i>	CNAC
<i>Gestion des programmes actifs</i>	CNAC, ADS, ANSEJ, ANGEM

Dans cette multiplicité de structures qui révèle une fragmentation ou une segmentation de l'espace d'intermédiation, c'est le secteur public qui prédomine. L'intermédiation n'a que récemment été ouverte au secteur privé (loi n°04-19 du 25 décembre 2004, mise en œuvre en décembre 2005).

Mais cette ouverture n'est qu'apparente. En droit, l'ANEM a toujours le monopole du placement.

La nouvelle loi renforce surtout les attributions de l'ANEM érigée en EPGS (Etablissement Public à Gestion Spécifique) en matière de régulation du marché du travail et de contrôle de l'emploi, et n'accorde qu'un rôle secondaire et fortement encadré aux agences privées de placement.

Celles-ci devront, préalablement à leur entrée en activité, obtenir un agrément du Ministère chargé de l'emploi, après avis d'une commission interministérielle, puis passer convention avec l'ANEM et souscrire à un cahier des charges.

La gestion des programmes actifs permettant d'intervenir sur le marché du travail a été pour l'essentiels attribuée à la CNAC - qui, tout en indemnisant les chômeurs, assure également de fait leur placement et a élaboré pour cela des prestations spécifiques d'assistance à la recherche d'emploi - et surtout à l'ADS, organisme public spécialisé dans le domaine social, auquel ces programmes, initialement conçus comme mesures d'accompagnement du PAS, ont tout naturellement été confiés. L'ADS a en charge les programmes de Travaux Public, le programme CPE de formation-insertion et une partie des programmes d'aide à la création d'activités avec la gestion du Microcrédit (en 2004, celle-ci fut transférée l'ANGEM, spécialement créée pour cela). Le programme d'aide à la création d'entreprises fut attribué à un autre organisme, L'ANSEJ. Enfin, un nouveau dispositif ciblant les 35-50 ans a été attribué à la CNAC, qui dispose des ressources financières et de compétences.¹

¹ Rafik Boukha-Hassane Université d'Oran, Algeria et Fatiha Talahite CNRS, CEPN-Université Paris 13 Nord, France, Labour Markets Performance and Migration Flows in ALGERIA, European Union, 2010.

4- Les dépenses en faveur des politiques d'emploi en Algérie :

Pour appréhender quantitativement la place accordée aux politiques du marché du travail et ses priorités, il faut disposer d'une série d'indicateurs sur la mesure relative des dépenses. Le rapport entre le montant des dépenses et le produit intérieur brut, constitue un premier indicateur significatif de l'effort consacré à l'emploi.

L'Algérie dépense pour les seuls programmes d'insertion 14 milliards de DA, ce qui représente 0,3% du PIB auxquels s'ajoutent 4,5 milliards de DA destinés aux programmes de soutien en faveur des jeunes promoteurs, soit environ 0,1% du PIB ce qui fait un total de 0,4 % en faveur des programmes actifs.

Toutefois ces chiffres correspondent aux dépenses des programmes et n'intègrent pas le coût de fonctionnement des structures qui les mettent en œuvre, ni ceux d'autres institutions comme l'ANEM, qui participent aux politiques actives.

Si on y ajoute encore le montant estimé des dépenses des formations il n'apparaît pas déraisonnable de situer autour de 0,5 % du PIB le montant total des dépenses actives. Les dépenses passives entre le versement des allocations chômage pour un montant de l'ordre de 2,5 millions de DA et celles de l'allocation forfaitaire de solidarité pour un montant 1 milliard de DA (3,5 milliard de DA au total) soit un peu moins de 0,1% du PIB. Le montant total des dépenses en faveur des politiques du marché du travail peut être alors estimé à environ 0,6% du PIB (5%+1%).

Section 2 : Offre et la demande d'emploi

Le bon fonctionnement du marché du travail ne se mesure pas seulement par le taux de chômage mais aussi par sa capacité à assurer l'appariement des offres et des demandes d'emploi (rappelons qu'une offre de travail est une demande d'emploi) et réciproquement. Les économistes raisonnent généralement sur les offres et demandes de travail pour apprécier cette capacité, on observe la relation entre le taux de chômage qui mesure les demandes d'emploi non satisfaites et le nombre de postes d'emploi vacants qui mesure les offres non satisfaites exprimés tous deux en pourcentage de la population active.

1-Structure de la demande au niveau national :

Tableau n°13 : Répartition de la demande par tranches d'âge et sexe 2008 :

Tranches d'âges	16-24	25-29	30-39	40-49	50et+	total	%
Masculin	177235	186320	198937	96252	39971	698715	78,76
féminin	84190	63755	29484	8787	2166	188382	21,24
total	261425	250075	228421	105039	42137	887097	100
%	29,47	28,19	25,75	11,84	4,75	100	

SOURCE :(ANEM Oran).

Selon le tableau n°13 la demande exprimée par la tranche d'âge 16-24ans représente moins de 30% de la demande globale.

Celle exprimée par les moins de 30ans représente 57,66% de la demande globale et 78,76 %de la demande est exprimé par l'élément masculin.

Pour le sexe masculin, la demande s'exprime avec quasiment la même intensité dans les tranches d'âges 16-24,25-29, et30-39ans (bien qu'elle indique une légère régression) puis chute de moitié environ pour les tranches d'âges suivantes. Les moins de 30ans représentent 51,99%de la demande masculine.

Pour le sexe féminin, la demande chute de moitié environ d'une tranche d'âge à l'autre sachant que les moins de 30ans représentent 78,54%de la demande féminine.

Le niveau d'instruction permet de constater que 58,37%de la demande est exprimée par des demandeurs d'emploi ayant un niveau inférieur ou égal au brevet d'étude fondamental(BEF), les demandeurs ayant un niveau universitaire représentent presque le quart de la demande soit 22,98% .

Concernant la raison d'inscription, 73,6% de la demande est exprimée par des demandeurs d'emploi et 17,76% des demandeurs d'emploi présentent comme motif des fins de contrat et pour les demandeurs sans qualification et qualifiés (niveau 1et3) représente plus des deux tiers (68,58%) alors que pour les demandeurs de niveau 6 (cadre et cadre supérieur) représentent 14,74% du total de la demande.

Niveau	S-I	N-F	N-S	N-U	Total
Nombre	71629	446211	165393	203861	887097
Motifs d'inscription	Personnes n'ayant jamais travaillé et cherche un emploi.	Licenciement	démission	Fin de contrat	Travaillant hors inscriptions
Nombre	652893	16559	32425	157582	27638
Niveau professionnel	Sans qualification	Personnel d'aide	Personnel qualifié	Personnel haute qualifié	TS cadre et cadre supérieur
Total	302443	59890	305994	24375	194396

Source : (ANEM Oran)

Les demandeurs éligibles aux dispositifs de CPE représentent 15,49% de la demande parmi eux les diplômés des filières sciences humaines sociales et technologies représentent ensemble de 59,59% de la demande des dispositifs des CPE.

2-Structure de l'offre :

Niveau	Nombre
Sans qualification	69120
Personnel d'aide	4730
Personnel qualifié	65124
Personnel hautement qualifié	6679
Technicien supérieur	8044
Cadre et cadre supérieur	12553
Total	168950

Source : (ANEM Oran)

Selon les données statistiques de l'ANEM de la wilaya d'Oran, L'offre d'emploi provient en majorité du secteur public 41,85% le reste de l'offre provient du secteur privé national (37,79%) et des sociétés et entreprises ou société mixte (20,36%). En ce qui concerne la nature de l'offre 83,95% des offres sont proposées pour des emplois à durée temporaires, ce qui indique une importante flexibilité du marché d'emploi. Ces offres s'adressent en majorité à un personnel sans qualification (40,91%) à un personnel qualifié (38,55%) tandis que les cadres supérieurs ne bénéficient que (7,34%) des offres.

Tableau n° 14 : Structure de l'offre par group d'âge et sexe :

Tranche d'âges	16-24	25-29	30-39	40-49	50et+	Total	%
Masculin	22130	29878	35482	19152	7948	114590	91,20
Féminin	2679	3849	2966	1260	297	11051	8,80
Total	24809	33727	38448	20412	8245	125641	100

91,2% de ces placements sont de sexe masculin les hommes âgés de moins de 30 ans bénéficiant de 45,38%des placements.

Concernant l'élément féminin, les plus grands nombres des placements concernent les tranches d'âges 25-29ans (34,8%) et 30-39ans (26,84%) par contre les jeunes 16-24ans ne bénéficient que de (24,24%).

La répartition des placements par secteur juridique enregistre un recul du secteur public .Ce derniers enregistre 45,17% des placements, tandis que la majorité (54,83%)est enregistrée au niveau du secteur privé (à raison de 36,62%pour le privé national et 18,22%pour le privé étranger) .il est à remarquer que 4placements sur5 se font pour des emplois à durée temporaire.

Indicateur	Demande	Offre	placement
	887097	168950	125641
Taux de satisfaction	offre /demande	Placement/demande	Placement/offre
	19,04%	14,16%	74,36%

Source : (ANEM Oran)

L'ANEM justifié l'écart entre l'offre enregistrée et le placement réalisé à trois niveaux :

1/ Ou niveau de l'ANEM par le non-retour d'information.

2/Au niveau de l'employeur : fin où arrêt de projet ou bien annulation de l'offre ou bien le non sérieux de l'employeur)

3/Au niveau des demandeurs : condition jugées exagérée ou bien désintéressement des demandeurs d'emploi.

3- Caractéristiques générales du marché de l'emploi dans la wilaya d'Oran :

Deuxième ville du pays, Oran a vu sa population s'accroître d'une manière considérable par l'effet conjugué des flux migratoires et l'accroissement naturel.

La population résidente totale des ménages ordinaires et collectifs de la wilaya d'Oran a atteint 1453152 habitants à la date du 16 avril 2008. Le taux d'accroissement annuel intercensitaire moyen (1998-2008) est estimé à 1,9%.

80,2% de la population réside dans les agglomérations chefs-lieux, 17,8% en agglomération secondaire et 2% en zone éparsée.

La Position géographique d'Oran lui permet de jouer un rôle important dans les relations internationales en matière d'investissement de tourisme et de commerce.

Oran se présente aussi comme un centre industriel aux activités diversifiées, avec des secteurs métallurgiques et textiles, Oran est une ville à fonction plurielle il faut d'abord souligner le poids du port commercial et ce même port permet d'assurer des activités de pêches.

Quant à l'industrialisation, elle s'accélère de nos jours notamment avec la création de nombreuses entreprises.

Oran est une ville régionale, et un pôle administratif qui est remarquable par ses fonctions universitaires et bancaires, son hôpital et ces médecins, par la présence d'un commerce de détail très actif et par les bureaux de grandes sociétés à capitaux d'état.

Le taux de chômage de la wilaya d'Oran a été ramené à 10,09% en 2008 contre 11,50% en 2007. La population occupée oranaise est estimée à 469181 personnes pour une population active de 521865 personnes soit 52684 chômeurs.

La loi 4/19 qui oblige les entreprises à passer par l'ANEM pour le recrutement du personnel.

L'agence saisit l'inspection du travail lorsque l'entreprise présente un candidat à l'agence pour demander son recrutement, alors que si le nom de candidat figure sur la liste des postulants, il sera orienté vers cette entreprise et l'agence, en contrepartie, demande à l'entreprise d'ouvrir un autre poste.

Selon les chiffres communiqués par l'ANEM 70673 demandes d'emploi ont été déposées en 2008 et 33472 offres d'emploi ont été exprimées, ce qui représente un taux de presque 50% de demandes satisfaites, la plus forte demande est enregistrée par le sexe masculin avec 55083 postulants contre 15590 pour le sexe féminin. Les personnes âgées entre 16 et 24 ans ont déposé 18473 demandes en 2008.

Le nombre d'offre d'emploi émis par le secteur privé s'élève à 3620, celui provenant de sociétés étrangères à 8300 postes alors que le secteur national n'a offert que 3700 postes en 2008.

Pour les postes permanents, les chiffres se limitent à 774 contre 10121 postes temporaires soit 10895 placements. Au total, ces chiffres indiquent que 15% des demandes d'emploi sont satisfaites.

a/Taux de satisfaction du marché de l'emploi durant la période 2002-2008 :

L'indicateur « taux de placement » est le plus pertinent pour apprécier la capacité de l'ANEM à s'imposer une régulation du marché du travail, Cet indicateur est défini comme le rapport entre le nombre de placements réalisés au regard du nombre de demandes d'emploi exprimées.

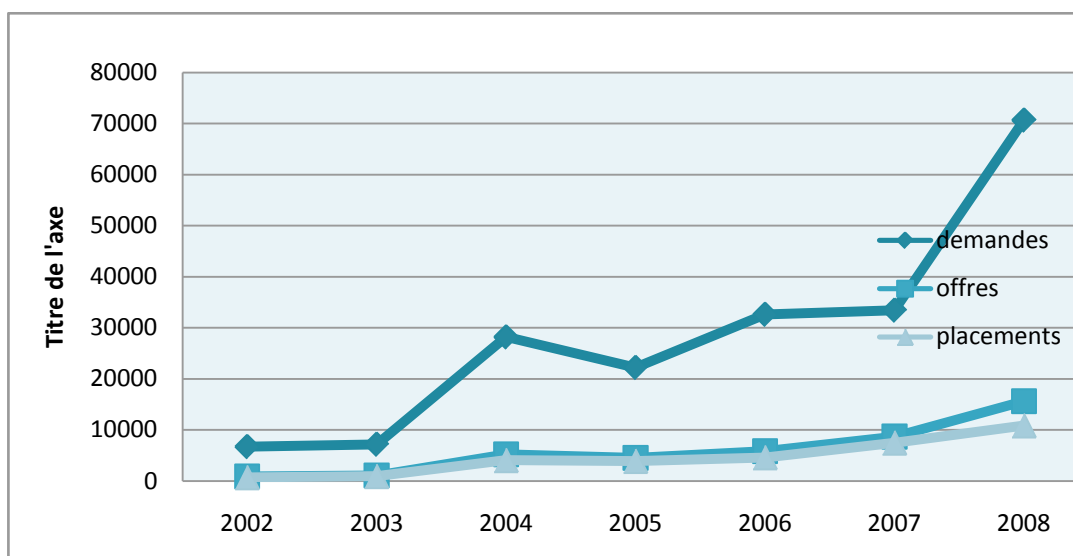
Le tableau suivant donne une idée sur le taux de satisfaction des différents paramètres du marché de l'emploi durant la période 2002-2008 : (demande, offre et placement) ,Le taux d'offre a été de 22,10% et le taux de placement a été de 15,4% en 2008 la faiblesse de ces deux indicateurs pouvant être expliquée par les difficultés que reconnaissent les personnes à la recherche d'emploi pour trouver un poste .Très complexe encore la situation de se retrouver ,du jour ou lendemain au chômage frapper à tous les portes pour être casé .Trois indicateur résumant la situation :

- A- La demande d'emploi
- B- Offre de travail totale adressée à l'agence
- C- Le nombre de placements faits par l'agence

Tableau n°15 : Evolution du nombre de demandes d'emploi d'offres d'emploi et des placements 2002-2008

Année	demandes	offres	placements	le taux satisfaction%
2002	6776	925	752	81,29
2003	7233	1126	980	87,3
2004	28238	5260	4104	78,02
2005	22263	4568	3944	86,39
2006	32659	5872	4655	79,24
2007	33472	8708	7529	85,42
2008	70673	15620	10895	69,75

Graphique n°11 : Evolution du nombre de demandes d'offres et des placements d'emploi entre 2002-2008



Le graphique ci-dessous donne une idée sur l'évolution de ces trois variables sur la période 2002-2008 .Il montre que la demande d'emploi dépasse largement les offres d'emploi. Cette situation s'est accentuée fortement à partir de l'année 2004 où pratiquement les offres d'emploi ne représentent que 18% du total des demandes d'emploi.

En effet, en suivant cet indicateur sur la même période, on remarque une baisse de la valeur de ce taux. L'ANEM a connu un regain d'activité important en 2007, avec l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la loi 4/19 promulguée le 24 avril 2007 hormis le secteur des institutions et administration publiques, les organismes employeurs quelle que soit leur forme juridique ou le secteur d'activité

auquel ils appartiennent, sont tenus de notifier leurs offres de recrutement selon le cas aux agences d'emploi, à la commune ou à l'organisme privé agréé.

Ces derniers doivent prendre les mesures nécessaires pour satisfaire les offres présentées dans un délai de 21 jours qui suivent leurs enregistrements ; dans le cas contraire, les employeurs, après avoir informé l'ANEM, procéderont au recrutement direct. Le contrôle de l'application des dispositions de la loi N°04/19 notamment celles relatives aux notifications des offres et aux informations à transmettre aux agences habilitées, est dévolue aux inspecteurs de travail. Ainsi, tous les chômeurs doivent se faire enregistrer pour pouvoir bénéficier des dispositifs spécifiques d'aide à l'emploi.

C'est ainsi qu'en 2008, plus de 70673 chômeurs se sont inscrits auprès des agences de l'emploi. Avec un taux d'accroissement de 117% par rapport à 2006, l'ANEM a reçu près de 15620 offres d'emploi (+69,75%) et effectué 10895 placements durant l'année 2008.

La quasi-totalité (92,89%) des placements sont des emplois temporaires 23% public, 52% privé national 24% étranger.

b/ Les placements par programmes :

L'ensemble des programmes initiés dans le cadre de la politique nationale de l'emploi : (CPE, TUP-HIMO, ESIL, ANSEJ-ANGEM).

1/ Le Contrat de Pré-Emploi (CPE) :

En 2007, la wilaya d'Oran a bénéficié d'un quota de 1911 postes au profit des universitaires et techniciens supérieurs. Le contrat de pré-emploi (CPE) donne plus d'avantage pour des universitaires 64%, la majorité des placements que ce soit pour les universitaires (titulaires d'un diplôme universitaire bac+4) ou les techniciens supérieurs sont des femmes 77%. Cela explique les efforts qui visent à l'insertion des femmes dans le développement économique et social.

La majorité des placements d'universitaires se fait dans les groupes de spécialités économique, statistique, sciences sociales, et les sciences humaines, langues et sciences exactes avec une proportion de 80%. Pour les techniciens supérieurs, les spécialités se différencient : technologie, économie et sciences médicales

2/Travaux d'Utilité Publique à Haute Intensité de Main d'œuvre TUP-HIMO :

En 2007, les travaux d'utilité publique à haut intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO) ont connus des investissements dans différents chantiers (travaux publics, ressources en eau, forts) .Les chantiers ont permis la création de 2036 postes d'emplois temporaires.

3/Emploi Salarie d'Initiative Local(ESIL) :

L'emploi salarié d'initiative local(ESIL) a fait des progrès par rapport à l'année 2005ou il est noté une participation croissante de la femme avec un taux passant de 70%en 2006 à76% en2007 pour l'ensemble de la wilaya.

4/Micro Entreprise (ANSEJ) et Micro Crédit(ANGEM) :

En 2007 l'ANSEJ a financé 1493 PME qui ont permis la création 5610 emplois 32%de PME dont les services, 50% dans les transports ,7%dans l'artisanat et le reste dans l'agriculture. La part des crédits engagés par l'état est évalué à 327110092,4DA avec un taux d'accroissement de plus de 34%par rapport à 2004.Quant à l'agence nationale de gestion des micro crédits, elle accorde des crédits allant de 50 ,000à 400,000DAremboursables dans des délais allant de 12à60mois. Entre 2005 et 2009,1387projets ont été financés pour l'achat de matériel pour la production artisanale, la couture, la pâtisserie .Les femmes ont reçus 50%des crédits accordés.

4-Evaluation général des dispositifs d'emploi :

Programme	positif	Négatif
CPE	L'exécution de CPE a permis la mesure de l'ampleur du chômage des diplômés universitaires et assimilés à travers les chiffres des inscrits auprès de l'ANEM Acquisition d'une expérience professionnelle de nature à améliorer l'employabilité des bénéficiaires La couverture sociale des bénéficiaires, assurance maladie, accident de travail	Le programme de CPE est un sursis qu'n'offre pas beaucoup de possibilité réelle d'insertion durable.
TUP-HIMO	Emploi temporaire sont encadrés de manière à garantir leur conformité avec les règles régissant les relations de travail notamment la déclaration des travailleurs auprès des organismes de sécurité sociaux Réalisation à cout relativement modéré de travaux à impact économique et social avérés dans des zones qui souffrent d'un grand retard de développement	Un emploi temporaire
ESIL	La forte participation du sexe féminin La formation n'est pas considérée comme un facteur d'insertion professionnelle des jeunes peut qualifiés	
ANSEJ	Emploi stable	Des problèmes sont rencontrés avec les banques, les impôts
ANGEM	Emploi stable	Blocage du prêt non rémunéré au niveau certains banques Retard de la livraison des équipements La non application des réductions des droits de douanes par certains fournisseurs
ADS Mains d'œuvre	Les personnel algérien l'expérience bénéficie chinoise Une opération de coordination entre les services de l'emploi et la direction de la formation professionnelle afin d'insérer un très grand nombre	cette forme d'emploi ne constitue pas une relation de travail, plutôt comme une solution d'attente et de solidarité

Conclusion chapitre03 :

De nouveaux textes sont mis sur le marché dans le cadre de la politique de l'emploi des modifications ont été introduites dans chaque dispositif en vue de combler les lacunes et pour être en adéquation avec la situation du marché du travail.

L'offre et la demande d'emploi diffèrent selon les groupes d'âges, le sexe, le niveau d'instruction et les qualifications professionnelles.

Nous pouvons affirmer que l'offre de l'emploi suit une tendance positive mais toujours avec des emplois temporaires et peu qualifiés.

Le taux de satisfaction de la wilaya d'Oran est presque le même que celui de l'Algérie entière.

Introduction

La mesure du marché du travail en Algérie passe par la mise en place d'un système d'enquête auprès des ménages, le champ de l'enquête est l'ensemble des ménages vivant dans un pays tant en milieu urbain qu'en milieu rural ; les ménages collectifs et les nomades sont exclus des champs de l'enquête.

L'unité d'échantillonnage dans cette enquête est le ménage, l'unité d'observation est l'individu, le champ de l'enquête est divisé entre plusieurs strates. La base de sondage qui est utilisée est constituée de la listes des ménages du recensement général de la population et de l'habitat .Cette enquête se fait généralement à la même période pour raison de comparabilité des résultats dans le temps.

L'enquête emploi est la source statistique qui permet de mesurer le chômage au sens du BIT .Elle fournit aussi des données sur les professions, l'activité des femmes ou des jeunes la durée du travail, les emplois précaires. Elle permet de mieux cerner la situation des chômeurs et les changements de situation vis-à-vis du travail.

Section 1 : Méthodologie de l'enquête

1-Considération méthodologique :

Les analyses présentées ici sont basées sur le fichier brut de l'enquête emploi auprès des ménages réalisée par l'Office National des Statistiques, Cette enquête par sondage a pour objectif de mesurer, par rapport à une période de référence donnée, le niveau de l'emploi et du chômage et leurs principales caractéristiques. Elle permet de disposer de données quantitatives et qualitatives sur la population active occupée et à la recherche d'emploi.

L'enquête emploi 2007a été réalisée auprès d'un échantillon de 14866 ménages repartis à travers le territoire national durant novembre et décembre 2007, avec comme période de référence, la dernière semaine d'octobre.

a/Présentation de la base de données :

Les données statistiques utilisées dans le chapitre trois sont issues d'un fichier brut de l'enquête emploi auprès des ménages concernant la wilaya d'Oran dont le but est de prendre en compte l'ensemble des éléments qui sont susceptibles de cerner le chômage par des corrélations et des croisements aptes à reproduire une image aussi fidèle et aussi complète que possible du phénomène. Elle permettra également de disposer d'informations ciblées sur l'activité et l'emploi au sein de la wilaya d'Oran. L'enquête a touché 534 ménages ordinaires.

b/Objectif de l'enquête :

La connaissance du volume, de la structure et des caractéristiques de l'emploi et du chômage est le principal objectif de cette enquête. Les données de l'enquête permettront de disposer des principaux résultats du marché de l'emploi.

c/Champ de l'observation :

L'unité d'échantillonnage de cette enquête est le ménage dont le nombre visité est de 534. L'unité d'observation est l'individu. Le nombre de personnes enquêtées concernées par les questions relatives à l'activité, en l'occurrence celles qui sont âgées de 15ans et plus est de 2251 personnes.

L'échantillon est réparti sur 05 districts à travers les 04 communes (Oran, Gdyl, Ain Turks, Boufatis)

d/Présentation du questionnaire :

Le support ou le questionnaire de l'enquête emploi auprès des ménages 2007 se compose de cinq volets.

Un premier volet : ménage où sont introduites les variables relatives aux principales conditions d'habitation et à l'équipement du ménage.

Un second volet : les caractéristiques individuelles des membres de ménages qui comportent les spécificités démographiques et celles relatives à l'éducation, la formation professionnelle et la situation individuelle de chacun des membres du ménage échantillon âgé de 15ans et plus. Le volet caractéristiques individuelles des membres des ménages concerne la situation individuelle des membres âgés de 15ans et plus selon les catégories suivantes : occupé, chômeur, service national femme au foyer, étudiant, écolier, retraité, et pensionnée et autre inactifs

A partir de la situation individuelle, les individus sont répartis chacun en ce qui le concerne dans :

Volet 03 : relatif aux non occupés âgés de 15 à 64ans hormis les occupés, toutes les autres personnes sont questionnées sur un certain nombre d'activités quotidiennes qu'elles auraient pu effectuer durant la période de référence.

Volet 04 : qui concerne les occupés, soit l'ensemble des personnes dont la situation individuelle déclarée dans le volet 2 est occupée et l'ensemble des personnes ayant déclaré avoir exercé une activité marchande dans le volet 03.

A ces derniers viennent s'ajouter les personnes qui effectuent leur service national.

Le volet 05 : qui concerne les non occupés qui n'ont exercé aucune activité marchande dans le volet 3 et à partir duquel sont observés les chômeurs.

2-Plan de sondage :

L'échantillon de l'enquête emploi est tiré à partir de l'échantillon maître emploi confectionné à partir des données du RGPH1998. Les mouvements pendulaires inter communaux de la population occupée ont servi de base de détermination des bassins d'emploi.

a/l'élaboration de l'échantillon maître emploi :

L'échantillon maître emploi constituerait une réserve d'échantillons pour mener les enquêtes emploi durant toute la période intercensitaire, L'avantage de cette technique est de reconduire le même plan de sondage pour l'ensemble des enquêtes emploi et de disposer d'une liste de district échantillon qui est relativement réduite, et facilement manipulable.

L'échantillon maître est constitué d'une taille de 4158 districts (1 /10 de la totalité des districts). Il s'agit d'un sondage aléatoire stratifié à deux degrés les communes constituent les unités primaires et les districts les unités secondaires.

Une double stratification de la base de sondage, est effectuée selon les communes à travers les ratios d'attractivités par rapport à l'emploi, et à travers la construction des bassins d'emploi.

b/La stratification des communes :

La technique de stratification retenue, consiste à classer la totalité des communes selon des critères étroitement corrélés aux variables d'étude.

Ces critères reposent essentiellement sur l'attractivité des communes par rapport à l'emploi. Il s'agit d'un indicateur complexe que l'on a nommé ratio d'attractivité et qui est construit à travers quatre variables.

Les quatre indicateurs retenus ont été élaborés de la manière suivante :

- 1-les entrées dans la commune par rapport à la moyenne nationale des entrées.
- 2-Le ratio d'attractivité (entrée –sortie)
- 3-les occupés dans la commune par rapport à la moyenne nationale.

4-le rapport entre les occupés et résidents dans la même commune et les occupés de la commune par rapport à la moyenne nationale.

Un taux de sondage variable au premier et second degré est utilisé de façon à obtenir un échantillon auto pondéré (1/10eme) .Cette technique facilite l'exploitation des données et évite le recours à des taux d'extrapolation différents.

Les taux de sondage retenus pour le tirage des unités primaires et secondaires sont donnés dans le tableau suivant :

Taux de sondage par degré de tirage et strate

Ratio	Unité primaire (commune)	Unité secondaire (districts)	Taux de sondage	Total district
0	1/10	exhaustif	1/10	1 232
1	1/5	1/10	1/10	900
2	1/2	1/5	1/10	727
3et4	exhaustif	1/10	1/10	1299
Total	/		1/10	4158

c/ L'élaborations des bassins d'emploi :

La notion bassin d'emploi est utilisée pour désigner la concentration des emplois dans l'espace. Cette dimension de l'analyse permet de mieux comprendre le fonctionnement et les spécificités du marché du travail en Algérie.

Sur la base des observations des communes à partir des résultats du RGPH1998, le principe consiste à calculer pour chaque commune x le nombre d'occupés résidents et ceux qui travaillent dans la commune y ; les communes x et y étant contiguës.

Le calcul d'un lien mesurant l'attraction de x vers y se fait par le biais du rapport : occupé résident eux travaillant en y occupé de la commune x.

Pour assurer une meilleure représentativité, l'échantillon maitre fait ressortir la totalité des districts composant les 6bassins : Alger, Annaba, Oran, Constantine, Ouargla, et Bechar.

RATIO	0	1	2	3et4	Total
Alger	-	21	173	30	224
Annaba	-	-	23	32	55
Bechar	-	4	1	18	23
Constantine	13	7	11	62	93
Oran	13	6	32	80	131
Ourgla	-	-	-	15	15
Total	26	38	240	237	542

d/ Constitution de l'échantillon emploi :

L'échantillon de l'enquête emploi est constitué de 120 districts. il s'agit d'un tirage proportionnel, dont la répartition est la suivante ¹ :

Ratio		Classes			Total
		administration	agricole	Industrie	
0	1	17	6	10	34
1	2	11	9	6	28
2	6	6	3	5	20
3&4	7	16	6	9	38
Total	16	50	24	30	120

¹ Collections statistiques°139, Enquête emploi auprès des ménages 2007, ONS, 2008.

Section 2 : Présentation de la population active de la wilaya d'Oran

1- Présentation de quelques données statistiques sur la population de la wilaya d'Oran :

En 2008, la wilaya d'Oran comptait 1453152 habitants. Parmi cette population, 1066317 personnes sont âgées de 15 ans et plus, soit 73,37%.

Selon le sexe, cette population se répartit en 530771 hommes (49,77%) et 535606 femmes (50,22%).

Tableau n°16 : Répartition de la population de 15 et + selon la situation individuelle

Situation individuel	Total	Masculin	Féminin
pop 15 et plus	1066317	530711	535606
actifs	495082	397627	97456
femme au foyer	336370		33637
étudiant	117884	54061	63824
retraités	71685	57007	14677
pensionnés	16009	3349	12659
autre inactif	25647	16945	8702
ND	3641	1723	1918

Source : données statistique, 2008, n°527/31 (5ème recensement général de population et de l'habitat)

2-Confrontation des données :

Le taux d'activité des hommes dans la wilaya d'Oran en 2008 est presque le même que le taux d'activité du sexe masculin du pays. Soit 74,9% contre 73,1% pour l'Algérie entière.

Par contre le taux d'activité du sexe féminin est assez différent, il est légèrement supérieur au taux national avec 18,2% pour la wilaya et 14,3% pour le national. L'illustration graphique montre mieux cette différence dans les taux d'activité des deux populations.

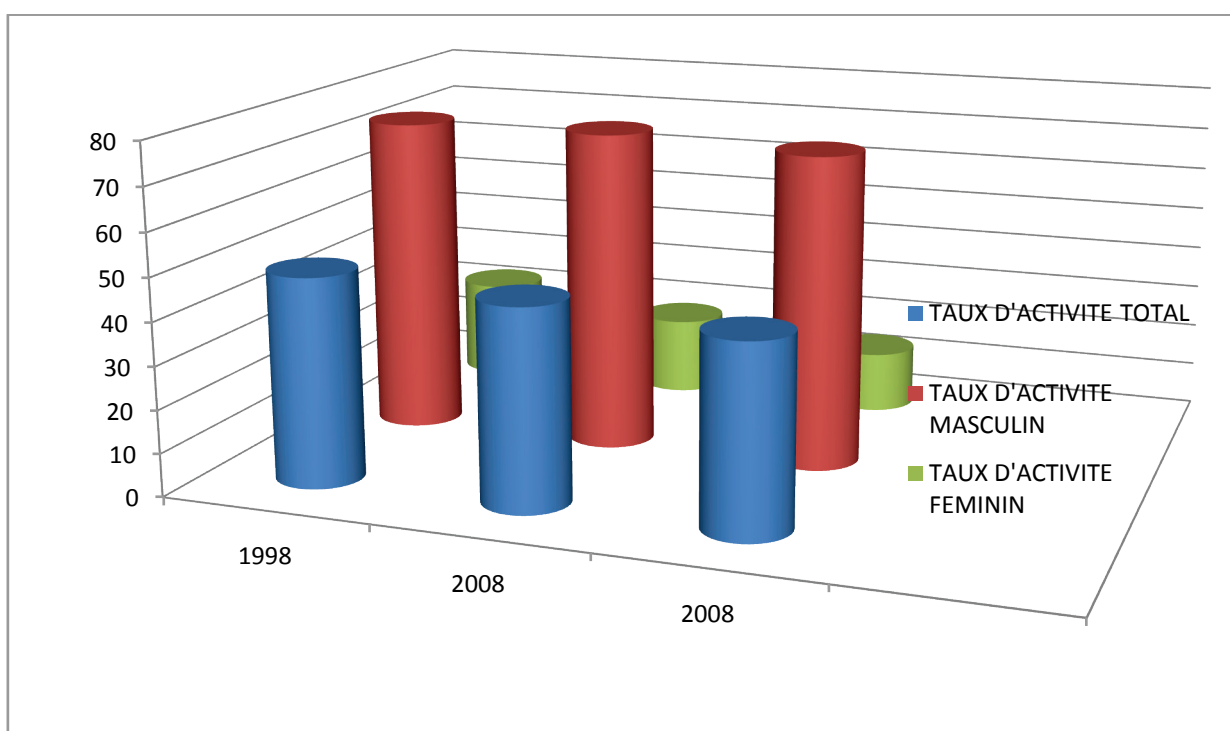
Le taux relativement élevé d'activité féminin dans la wilaya d'Oran par rapport à la moyenne nationale s'explique par le caractère urbain de cette wilaya qui constitue un facteur favorisant de l'activité.

Tableaux n° 17: Taux d'activité par sexe au niveau national et local

TAUX D'ACTIVITE	Wilaya		NATIONAL
	1998	2008	2008
TAUX D'ACTIVITE TOTAL	48,7	46,6	43,9
TAUX D'ACTIVITE MASCULIN	74,3	74,9	73,1
TAUX D'ACTIVITE FEMININ	23,2	18,2	14,3

Source : données statistique, 2008, n°527/31(5ème recensement général de population et de l'habitat)

Graphique n°12 : Répartition des taux d'activité national et local par sexe Entre (1998-2008)



Section 3 : Présentation et analyse de la population enquêtée

1-Analyse descriptive :

a/Caractéristique de la population enquêtée :

Avant de procéder au croisement des variables et à la confection des indicateurs, il convient de déceler dans les premières tabulations (tris à plats) les résultats des fréquences simples ou croisées des différentes modalités et qui permettent de juger la qualité des données et la structure de la population enquêtée.

Population par sexe : la distribution par sexe de la population enquêtée est à peu près identique selon le sexe, 50,9% pour le sexe masculin et 49,1% pour le sexe féminin.

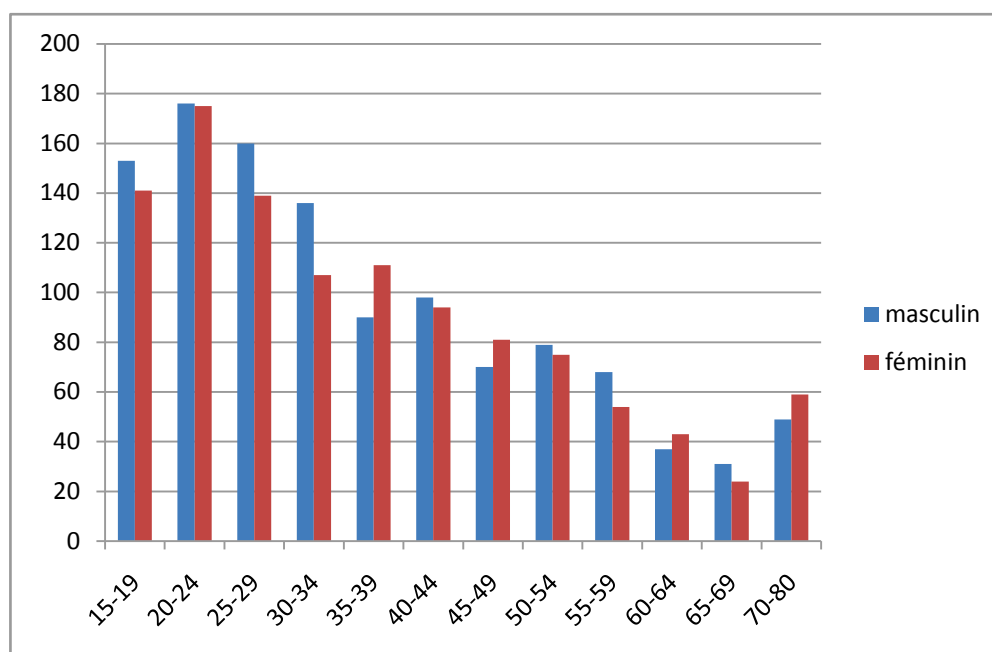
Population par âge : il s'agit de l'âge au moment de l'enquête exprimé en années révolues, l'âge moyen est de 36ans.

Les résultats montrent une population jeune Le mode se situant entre 20 et 24ans (pour les enquêtés d'âge actifs plus de 15ans). Les moins de 15ans représentent 24,48% et les 15-59ans 67,32% ces proportions confirment la jeunesse de la population et par conséquent une forte pression sur l'emploi.

Tableaux n° 18: Répartition de la population enquêtée par âge et sexe

classe d'âge	Sexe		Total
	masculin	Féminin	
15-19	153	141	294
20-24	176	175	351
25-29	160	139	299
30-34	136	107	243
35-39	90	111	201
40-44	98	94	192
45-49	70	81	151
50-54	79	75	154
55-59	68	54	122
60-64	37	43	80
65-69	31	24	55
70-80	49	59	108
Total	1147	1103	2250

Graphique n°13 : Répartition de la population enquêtée selon le sexe et âge regroupé

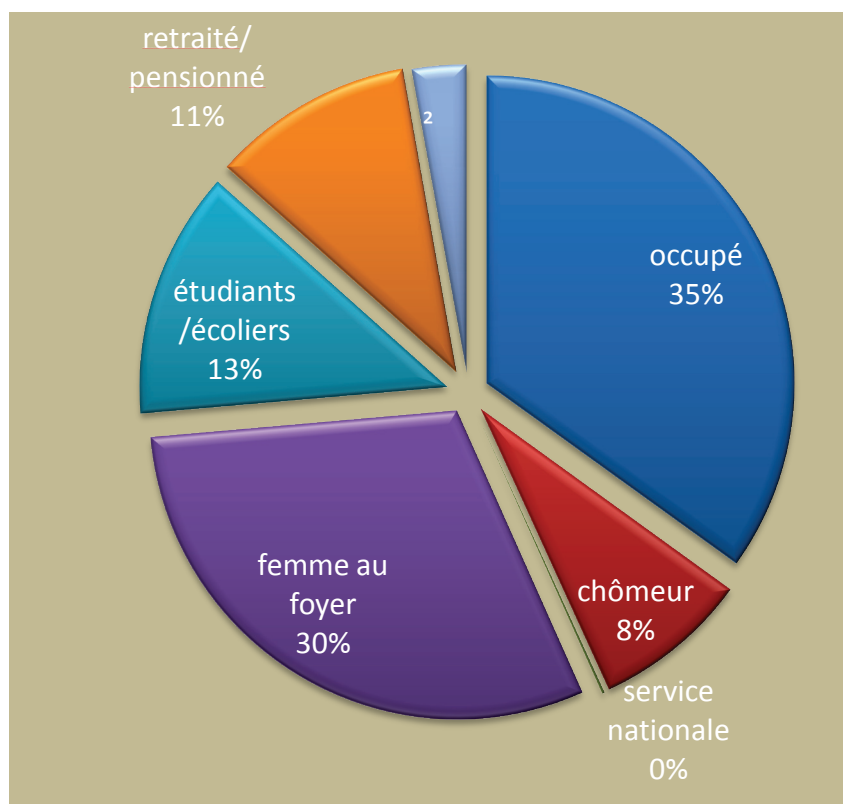


b/ Répartition des enquêtées selon leur situation individuelle :

La répartition de la population enquêtée selon le sexe et la situation individuelle montre que les enquêtés du sexe masculin qui sont occupés sont de 83,7%, les femmes occupées représentent seulement 16,2% le chômage touche beaucoup plus les hommes que les femmes.

pop active	Sexe		Total
	masculin	féminin	
occupé	659	128	787
chômeur	159	26	185
service nationale	3		3
femme au foyer	0	683	683
étudiants /écoliers	136	156	292
retraité/pensionné	136	103	239
autre inactif	49	14	63
Total	1147	1105	2252

Graphique n°14 : Structure de la population enquêtée selon la situation individuelle



c/ Le chômage chez la population enquêtée :

1-Répartition des chômeurs selon l'âge :

La lecture du tableau n°19 montre que la population à la recherche d'un emploi est une population très jeune avec un effectif de 128 personnes âgées de moins de 30ans .Cette tranche représente 70% de l'ensemble des chômeurs. Par ailleurs le sexe masculin est plus touché par le chômage il représente 86%des demandeurs d'emploi alors que la proportion des femmes ne dépasse pas 14%.

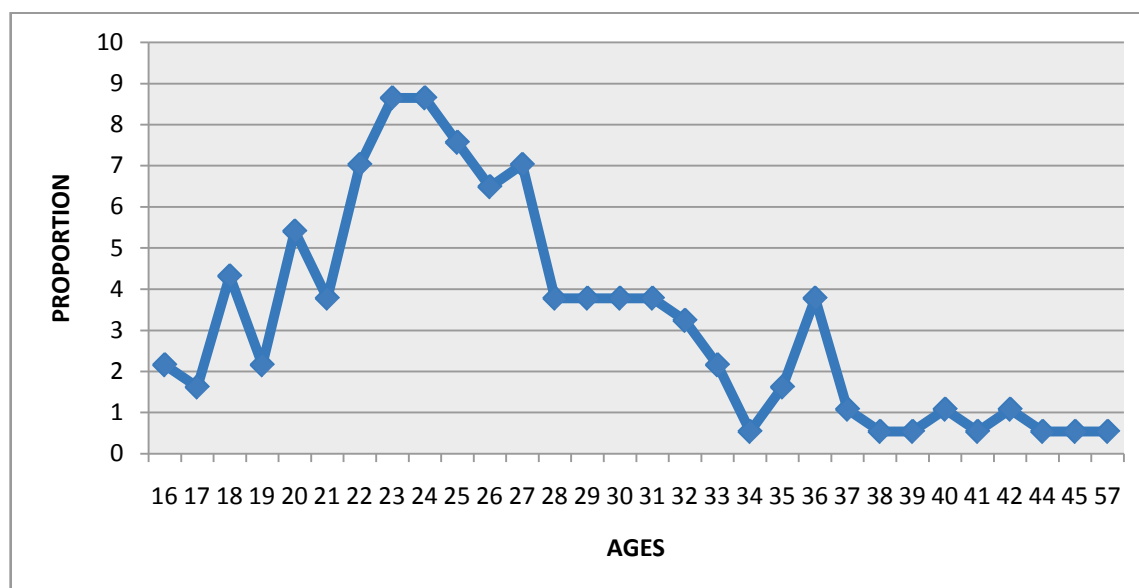
L'examen de la situation de manière plus approfondie c'est-à-dire par année d'âge, permet de mieux apprécier le moment où le chômage affecte les personnes en âge d'activité.

Sur le plan statistique, Les jeunes chômeurs sont âgés en moyenne de 26,77ans.

Tableau n° 19 : Proportion des chômeurs
par âge

Age en années	effectif	proportion	Age en années	effectif	proportion
16	4	2,16	32	7	3,78
17	3	1,62	33	6	3,24
18	8	4,32	34	4	2,16
19	4	2,16	35	1	0,54
20	10	5,41	36	3	1,62
21	7	3,78	37	7	3,78
22	13	7,03	38	2	1,08
23	16	8,65	39	1	0,54
24	16	8,65	40	1	0,54
25	14	7,57	41	2	1,08
26	12	6,49	42	1	0,54
27	13	7,03	44	2	1,08
28	7	3,78	45	1	0,54
29	7	3,78	57	1	0,54
30	7	3,78	59	1	0,54
31	4	2,16	Total	185	100

Graphique n°15 : Proportion des chômeurs selon l'âge



Ce sont les groupes d'âge 20-29ans qui enregistrent les plus fortes proportions de chômage. La valeur modale se situe à 23 et 24ans .Cet Age représente surtout les jeunes en fin de cycle scolaire ou d'apprentissage ainsi que les jeunes ayant accompli le service national.

Le tableau montre que les disparités face au risque de chômage sont plus grandes pour les groupes d'âge 20-24,25-29 et 30-34 pour lesquels la proportion est supérieure à 15%.

le chômage par classe d'âge

Classe d'âge	effectif	Proportion
15-19	19	10,27
20-24	62	33,51
25-29	53	28,65
30-34	28	15,14
35-39	14	7,57
40-44	6	3,24
45-49	1	0,54
55-59	2	1,08
Total	185	100

2-Le chômage et le niveau d'instruction :

Un autre facteur déterminant la probabilité d'entrer en chômage est le niveau d'instruction, l'observation des proportions de chômage par niveau d'instruction montre que celui touche surtout les catégories à niveau d'instruction moyen, qui peut être corrélé à la déperdition scolaire surtout pour le sexe masculin qui touche généralement les jeunes âgés de 15-19ans.

Le niveau du secondaire est un facteur prémunissant du chômage avec 17%. Les personnes ayant ce niveau constituent le gros des contingents de chômeurs après ceux du niveau moyen. L'échec au baccalauréat est la cause principale de cette situation.

3-Le chômage par sexe et le niveau d'instruction :

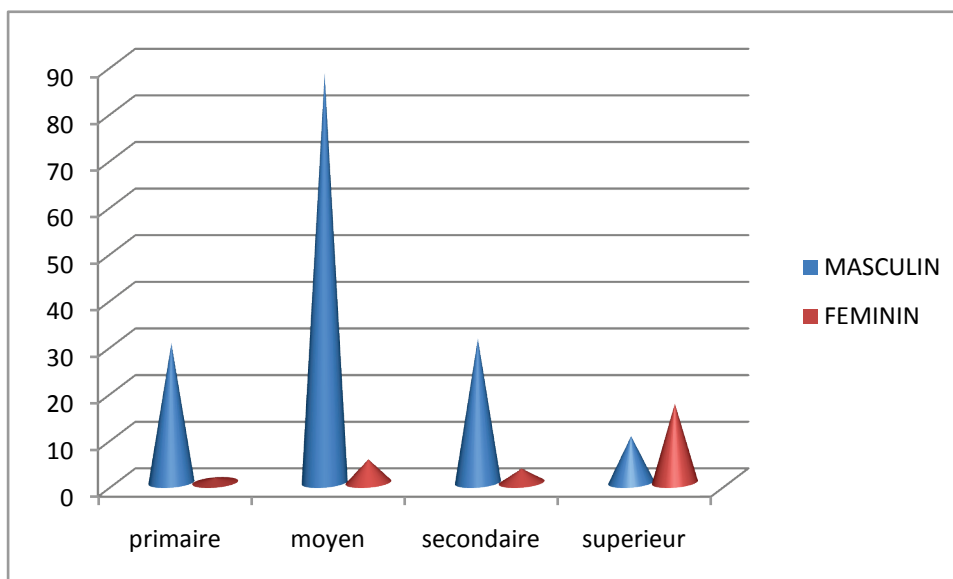
Les femmes de niveau secondaire sont d'une faible proportion par rapport aux autres niveaux conséquence d'une grande insertion des jeunes filles.

L'analyse selon le sexe confirme ce qui a été déjà avancé concernant la proportion selon le genre de manière générale. En revanche, l'introduction de la caractéristique « instruction » révèle que pour le niveau supérieur, le chômage touche plus les femmes que les hommes contrairement à ce qui est observé chez les personnes des autres niveaux d'instruction, 63% des femmes à la recherche d'un emploi ont un niveau supérieur alors que pour le même niveau, la proportion des hommes n'est que de 37,03%.

Tableau n° 20: Le chômage par sexe et niveau d'instruction

niveau d'instruction	Sexe		Total
	masculin	Féminin	
Primaire	30	1	31
Moyen	88	5	93
Secondaire	31	3	34
Supérieur	10	17	27
Total	159	26	185

Graphique n° 16: Le chômage par sexe et niveau d'instruction



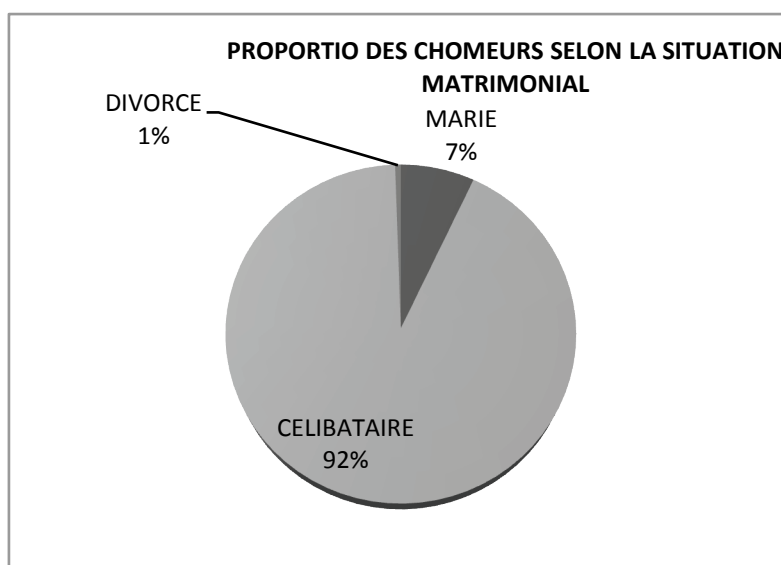
4-L'état matrimonial des chômeurs

La proportion des célibataires représente 92% et montre, que le chômage affecte en grande partie les jeunes. En général ces derniers sont concentrés dans les catégories d'âge des moins de 30ans.

Pour les mariés et les divorcés, la proportion est moins importante et égale à respectivement 7%et1%. Contrairement aux célibataires, les mariés sont dans l'obligation d'accepter n'importe qu'elle travail.

Le chômage a des conséquences multiples : Les jeunes évitent de se marier avant de trouver un emploi (retard du mariage) aussi il peut provoquer une certaine instabilité dans le couple (divorce, séparation)

Graphique n° 17 : Proportions des chômeurs selon l'état matrimonial



d/L'occupation chez la population enquêtée :

Répartition de la population occupée selon l'âge regroupé : Après avoir abordé le phénomène du chômage il est utile d'examiner, leur situation vis-à-vis du travail ou de l'occupation.

La population occupée est de 787 personnes, la population selon l'occupation est composée de 659 hommes et 128 femmes soit respectivement 83,73% et 16,26% de la population occupée et 34,94% de la population totale âgée de 15 ans et plus et 81,05% de la population active totale.

1 -Répartition de la population occupée par sexe et âges regroupés :

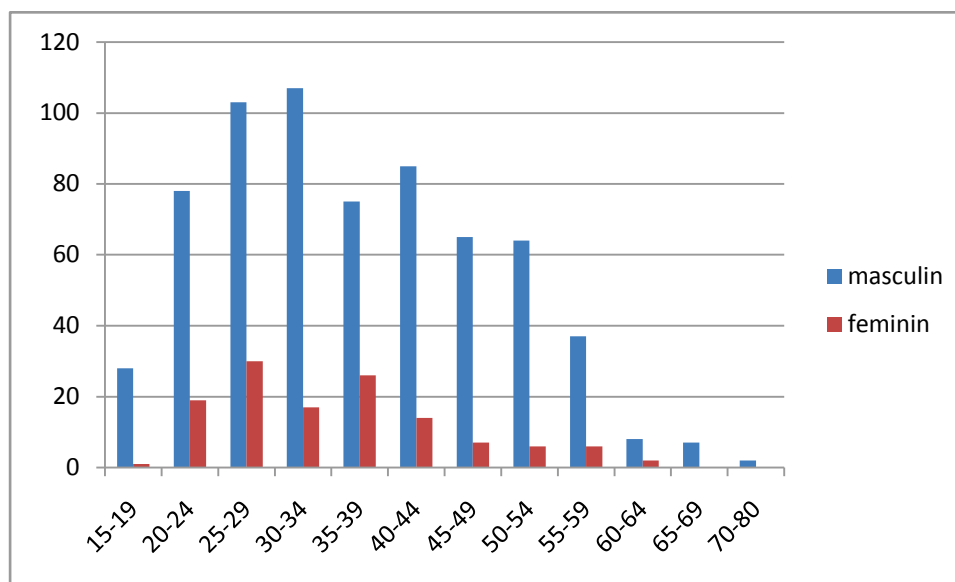
La première remarque concerne la proportion des jeunes occupés de toute la tranche d'âge 15-19 ans qui consiste en une proportion très faible de l'ordre de 3,68% l'éclatement de cette proportion selon le genre révèle une disparité assez importante entre les sexes ; chez les jeunes hommes cette proportion est de 3,55% n'est que de 0,12% chez les femmes.

L'occupation par âge et sexe est corrélée au chômage. Les âges de plein chômage sont ceux de moindre occupation et vice versa, 20-24 ans pour le chômage et 25-44 ans pour l'occupation, la population occupée est à 48% âgée moins de 35 ans, les 3/4 de cette population soit 74%, ont moins de 45 ans, ce sont les âges dits de pleine occupation les groupes 25-29 ans et 30-34 ans concentrent les plus fortes proportions avec respectivement 16,89% et 15,75%.

Tableaux n°21 : Répartition de la population occupée par sexe et âge regroupé

classe d'âge	Sexe		Total	%
	Masculin	Féminin		
15-19	28	1	29	3.81
20-24	78	19	97	12.32
25-29	103	30	134	16.89
30-34	107	17	124	15.75
35-39	75	26	101	12.83
40-44	85	14	99	12.57
45-49	65	7	72	9.14
50-54	64	6	70	8.89
55-59	37	6	43	5.46
60-64	8	2	10	1.27
65-69	7		7	0.88
70-80	2		2	0.25
Total	659	128	787	100

Graphique n°18 : Répartition de la population occupée par sexe et âge regroupé



Contrairement aux hommes, les femmes se retirent précocement de l'activité rémunératrice. Elle représente seulement 11% à 40-44ans et sont tout à fait minoritaires à 50-54ans avec 4,68% contre respectivement 13% et 9,71% pour les hommes.

Le retrait des femmes de la vie active est progressif. Deux raisons principales expliquent ce phénomène : le mariage et l'éducation des enfants.

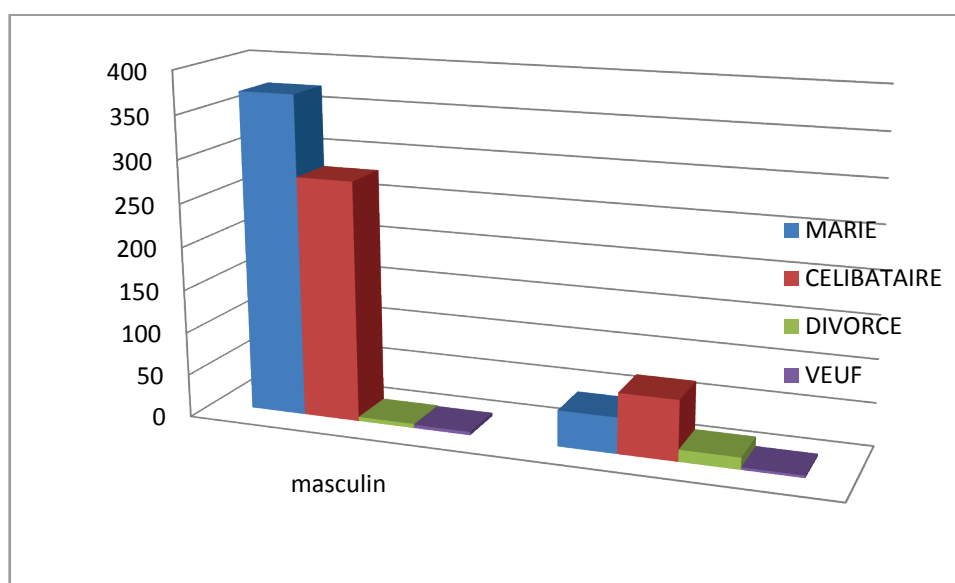
2-Répartition des occupés selon l'âge et la situation matrimoniale :

La forte proportion des occupés de sexe masculin est observée chez les mariés surtout dans les tranches d'âge 40-44ans 45-49ans et 50-54. Elle représente 56,44% et la part des célibataires représente 42,18% aux âges plus jeunes entre (20 et 34ans).

La plus forte proportion des occupés parmi les divorcés sont des femmes (73,68%), il s'agit probablement de femmes contraintes d'exercer une activité marchande pour subvenir à leurs besoins et aux besoins de leur progéniture pour celles qui ont des enfants.

Les proportions des occupés parmi les mariés et les célibataires sont respectivement 32% et 54,68%.

Graphique n°19 : Répartition des occupés selon la situation matrimoniale



Le plus grand nombre de femmes mariées occupées est enregistré aux niveaux des tranches d'âge 30-34ans et35-39ans. La situation est totalement différente pour les célibataires : elles se concentrent dans les groupes d'âges 20-24ans et25-29ans.

3-Structure des occupés selon le niveau d'instruction :

La population occupée sans instruction représente 6,22%de la population occupée totale. Le moyen est le niveau d'instruction qui enregistre la plus forte proportion d'occupés soit 34,30%.

Tableau n°22 : Structure des occupés selon le niveau d'instruction

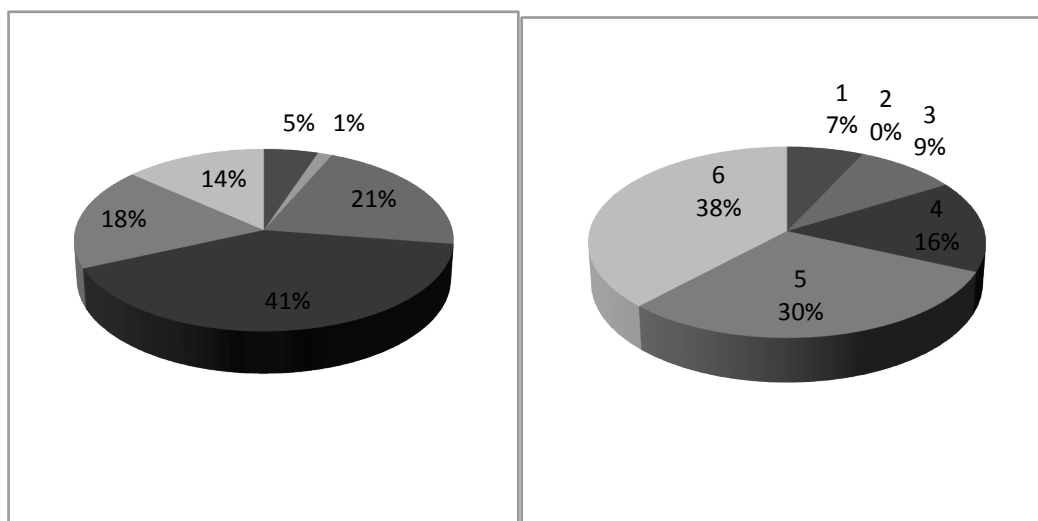
Niveau d'instruction	Masculin	Féminin	total
Sans instruction	34	9	43
Alphabétisé	9		9
Primaire	138	12	150
Moyen	270	20	290
Secondaire	120	39	159
Supérieur	89	49	138
Total	660	129	789

Les occupés de niveau secondaire et plus, représentent 35,70%de l'ensemble de la population occupée.

L'occupation féminine est étroitement corrélée avec l'instruction : la proportion des femmes occupées augmente avec le niveau d'instruction, plus la femme est instruite plus ses chances d'être occupée augmentent, 36,71%des femmes occupées sont de niveau universitaire, alors que la proportion des occupées parmi les femmes sans instruction n'est que de 7,03%.

Pour les femmes, l'accès au marché de travail est conditionné en grande partie par l'instruction, s'agit-il d'une exigence du marché ou est-ce que les femmes préfèrent ne pas s'aventurer pour chercher du travail si elles ne sont pas instruites ?

Graphique n°20 : Structure des occupés par sexe selon le niveau d'instruction



4-la formation professionnelle des occupés :

Le système d'éducation et de formation regroupe les trois paliers, l'Education Nationale, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle. Cette dernière représente 15,02% pour les occupés du sexe masculin et 22,65% pour le sexe féminin.

Tableau n° 23: La formation professionnelle des occupés

FORMATION	masculin	féminin	Total
oui cycle achevé	99	29	128
oui non achevé ou en cours	6		6
non	551	98	649
ND	4	2	6
Total	660	129	789

5-Structure des salariés selon le mode d'accès au travail par sexe :

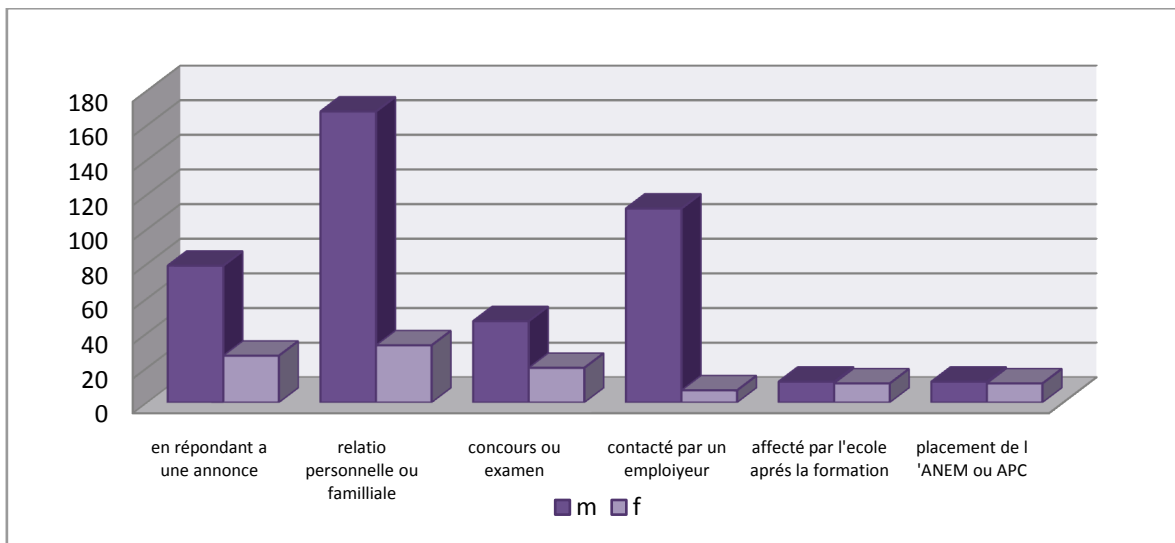
La lecture des données concernant l'accès à l'emploi montre que les relations personnelles ou familiales sont les moyens les plus utilisés par les occupés pour trouver du travail .En effet 37,15%des occupés ont eu recours à leurs relations personnelles ou familiales pour trouver l'emploi qu'ils exercent le contact direct par un employeur et la réponse à une annonce sont les autre principales procédures de placement .Elle concernent respectivement 22%et19,6%des occupés.

Tableau n°24 : Structure des salariés selon le mode d'accès au travail.

comment avez-vous trouvé cet emploi ?	sexe		Total
	masculin	féminin	
en répondant à une annonce	79	27	106
relation personnelle ou familiale	168	33	201
concours ou examen	47	20	67
contacté par un employeur	112	7	119
affecté par l'école après la formation	12	11	23
placement de l'ANEM ou APC	12	11	23
autre	2		2
ND	228	20	248
TOTAL	660	129	789

Les agences de placement n'ont contribué qu'au placement de 4,25% des occupé de ce fait il ya eu la loi n°4/19en 2007 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi qui oblige les employeurs à déclarer leurs offres d'emploi auprès des agences avant tout recrutement ainsi tous les chômeurs de se faire enregistrer pour pouvoir bénéficier des dispositifs spécifiques d'aide à l'emploi.

Graphique n°21 : Structure des salaires selon le mode d'accès à l'emploi



2-Analyse approfondie :

Les tests d'hypothèse servent à prendre des décisions .La démarche statistique consiste à analyser les données afin de décider si l'hypothèse de recherche formulée dans la problématique est vraie ou fausse. Pour cela, il faut transformer l'hypothèse où l'objectif de recherche en hypothèses statistiques H_0 et H_1 .

H_0 =est l'hypothèse statistique nulle qui stipule qu'il n'ya pas de différence entre les deux groupes donc $A=B$.

H_1 =est l'hypothèse statistique alternative, qui stipule qu'il ya une différence entre les deux groupes : A est différent de B ou A est plus grand ou plus petit que B ($A > B$ ou $A < B$) les tests statistique choisis pour analyser les données de l'enquête emploi sont le khi 2, test t, teste binomial, analyse de variance.

Deux choix s'imposent:

Choix1:accepter l'hypothèse nulle (si $p > 0,05$) ce qui signifie que l'hypothèse de recherche est fausse.

Choix2 : rejeter l'hypothèse nulle est donc accepter l'hypothèse alternative (si $p < 0,05$) ce qui signifie que l'hypothèse de recherche est vraie.

a/Description statistique de l'âge des chômeurs :

L'exploration d'un nombre d'indicateurs donne une idée de la distribution de la variable. Elle permet de traiter plusieurs variables d'un seul coup et ventiler les données en fonction de sous groupes définis par une variable qualitative (obtenir les résultats souhaités séparément pour les hommes et les femmes)

On veut savoir quel est l'âge moyen des chômeurs selon le sexe ainsi que d'autres paramètres de tendance centrale et de dispersion, tels que le mode, la médiane et l'écart type.

La variable dépendante → âge quantitative

Factor → sexe → qualitative

Voici les résultats de traitement de l'âge des chômeurs :

Sexe	Age	Statistique	Erreur standard	
masculin	Moyenne	26,83	0,58	
	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne	Borne inférieure	25,69	
		Borne supérieure	27,97	
	Moyenne tronquée à 5%	26,29		
	Médiane	25,00		
	Variance	52,59		
	Ecart-type	7,25		
	Minimum	16,00		
	Maximum	59,00		
	Intervalle	43,00		
	Intervalle interquartile	8,25		
	Asymétrie	1,41	0,19	
	Aplatissement	3,32	0,38	
féminin	Moyenne	26,54	1,04	
	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne	Borne inférieure	24,39	
		Borne supérieure	28,69	
	Moyenne tronquée à 5%	26,44		
	Médiane	25,00		
	Variance	28,26		
	Ecart-type	5,32		
	Minimum	18,00		
	Maximum	37,00		
	Intervalle	19,00		
	Intervalle interquartile	7,00		
	Asymétrie	0,62	0,46	
	Aplatissement	-0,17	0,89	

La moyenne pour cet échantillon des chômeurs est de 26,82 ans pour le sexe masculin et 26,53ans pour le sexe féminin.

Cela signifie qu'en moyenne les chômeurs ont un âge moyen de 26ans.

L'intervalle de confiance pour les deux sexes est de 25,68ans à 27,96ans pour le sexe masculin et de 24,39 à 28,68ans pour le sexe féminin.

Cela signifie que l'âge moyen des chômeurs du sexe masculin et féminin se situe dans ces limites approximatives.

b/Analyse de la variance à partir de la variable durée de chômage selon le niveau d'instruction :

ANOVA : l'ANOVA a un facteur (analyse de variance à un facteur) est utilisée dans le cas des tests de comparaison de moyennes sur plusieurs (plus de deux) échantillons indépendants ou groupes, ce que ne permet pas l'analyse de comparaison de moyennes classique .L' analyse de la variance est effectuée pour comparer les moyennes de ces groupes afin d'inférer une relation entre X et Y .

Dans l'analyse des résultats de la variance, il ya 3données importantes : le degré de liberté (df), le résultat du(f) test et la valeur de p (sig le seuil de signification)

Le but de ce test est de comparer la variance des différents niveaux d'instruction (primaire, moyen, secondaire, supérieur) afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle le niveau d'instruction influence sur la durée du chômage.

La variable dépendante →la durée de chômage

La variable indépendante ou facteur →formation

Descriptives

depuis quand êtes-vous à la recherche d'un emploi (évaluer la durée en mois ?)

Niveau	effectifs	Moyenne	Ecart-type	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne		Minimum	Maximum
					Borne inférieure	Borne supérieure		
PRIMAIRE	13	21,85	18,86	5,23	10,45	33,24	3	60
MOYEN	57	27,82	23,47	3,11	21,60	34,05	1	99
SECONDIRE	20	32,60	23,89	5,34	21,42	43,78	2	72
SUPERIEUE	24	26,63	27,28	5,57	15,11	38,14	1	98
Total	114	27,73	23,80	2,23	23,31	32,15	1	99

ANOVA

depuis quand êtes-vous à la recherche d'un emploi (évaluer la durée en mois)

	Somme des carrés	dll	Moyenne des carrés	F	Signification
Inter-groupes	954,207	3,000	318,069	0,555	0,646
Intra-groupes	63080,363	110,000	573,458		
Total	64034,570	113,000			

H0=Il n'y a pas de différence entre les groupes.

H1=il existe une différence entre les groupes.

Résultat de l'enquête :Degré de liberté ici 113

Le résultat de $f = 0,555$

La valeur de P (sig=0,646)

Puisque la valeur de sig ou p est supérieure à 0,005 il faut accepter l'hypothèse nulle et conclure qu'il n'y a pas de différence significative entre les groupes puisque $\text{sig} = 0,646 > 0,05$ on ne peut pas rejeter le H0 ? les groupes ne diffèrent pas de façons significative (H1 est rejetée).

La durée moyenne du chômage ne diffère pas selon le niveau d'instruction.

c/ TEST T : Les tests paramétriques fournissent des informations qui permettent d'énoncer des conclusions sur les moyennes des populations d'origine .On utilise couramment le test t, qui s'appuie sur la statistique t de student, la statistique t suppose que la variable adoptée suit une distribution normale, que la moyenne soit connue ou considérée comme connue et que la variance de la population soit estimée à partir de l'échantillon .La distribution T est similaire à la distribution normale car elles sont toutes les deux symétriques et en forme de cloche.

Le teste t est un teste qui compare deux moyennes. Il est utilisé si la recherche comporte deux groupes indépendants et que la variable dépendante est quantitative ou si dans la recherche les participants ont été l'objet de deux mesures dans le but de comparer les moyennes de ces deux groupes afin d'inférer une relation entre X et Y.

Interprétation des résultats :

→si sig ou la valeur de P est supérieure à 0,05 accepter H0 et il faut conclure qu'il n'ya pas de différence.

→si sig ou P est inférieure a 0,05 rejeter H0 et il faut conclure qu'il ya une différence significative.

Application :

Variable dépendante →Age au premier emploi

sexe	N	Moyenne	Ecart-type	standard moyenne
masculin	658	19,51	4,82	0,19
féminin	129	23,93	6,26	0,55

A quel âge avez-vous commencé a travailler la première fois ? (en années révolus)	test de leven sur l'égalité des variances		test t pour égalité des moyennes						
	F	Sig	t	ddl	sig (bilatéral)	Différence moyenne	Différence écart type	intervalle de confiance95%	
								inférieure	supérieure
H de variance égale	4,791	0,029	9,027	785	0	-4,42	0,49	-5,38	-3,46
H de variance inégale			7,593	159,15	0	-4,42	0,58	-5,57	-3,27

H₀ =il n'ya pas de différence entre les moyennes des deux groupes.

H₁ =Il existe une différence entre les moyennes des deux groupes.

-Le résultat du test T -7,593

-ddl degré de liberté, ici 159,149

-La valeur de P (sig bilatéral) sur le tableau est égale à 0,000lorsque les variances sont inégales.

Ici le test au seuil de signification de 5% conduit au rejet de l'hypothèse d'égalité des variances puisque $P < 0,005$. La différence entre les deux moyennes est statistiquement significative. Les hommes commencent à travailler en moyenne à l'âge de 19,51 ans alors que l'âge moyen des femmes est de 23,94 ans. La différence entre les deux âges moyens est donc significative (test T -7,593 ddl=159, 149, $P=0,000$) et on peut affirmer que le sexe influence l'âge au premier emploi. L'hypothèse nulle est à rejeter.

Le niveau d'instruction et la CSP

d/Coefficient de contingence :

Le coefficient de contingence C permet d'évaluer l'intensité d'association sur un tableau de taille quelconque ; cet index est également lié au khi-deux, comme le montre la formule suivante : $C = \frac{\sqrt{X^2}}{X^2 + n}$

Le coefficient de contingence varie entre 0 et 1. La valeur 0 correspond à une absence d'association et la valeur maximale 1 n'est en revanche jamais atteinte.

Le test de contingence décrit la relation entre deux variables qualitatives nominales (X et Y) pour :

- Établir l'existence d'une association entre X et Y au sein de l'échantillon.
- Pour mesurer le degré d'association de cooccurrence entre X et Y au sein de l'échantillon.
- Inférer une relation entre X et Y au sein de la population.

L'analyse du résultat d'un coefficient de contingence dépend de deux données importantes :

a-Le résultat du test de contingence ou valeur de C ici 0,606

b-La valeur de P du test C soit signification approché sig dans ce cas est de 0,000

Résultats du test:

	Valeur	Signification approchée
Coefficient de contingence	0,606	,000

Ho : la relation entre la CSP et le niveau d'instruction est du hasard, il n'y a pas de relation

H1 : la relation entre la CSP et le niveau d'instruction ne peut être attribuée au hasard, il existe un lien entre les deux variables.

Le premier résultat 0,606 mesure le degré de cooccurrence entre la variable dépendante nominale CSP et la variable indépendante nominale niveau d'instruction.

Le résultat 0 équivaut à une absence de lien alors qu'un lien parfait entre X et Y = 1 et par convention la relation entre X et Y est

- Parfaite si $C = 1$.
- Très forte si $C > 0,8$.
- Forte si C se situe entre 0,5 et 0,8.
- D'intensité moyenne si C se situe entre 0,2 et 0,5.
- Faible si C se situe entre 0, et 0,2.
- Nulle si $C = 0$.

Le second résultat 0,000 est obtenu au moyen d'un test d'hypothèse, qui permet de décider si ce lien significatif, autrement dit si l'association observée entre la CSP et le niveau d'instruction existe au sein de la population étudiée. Dans le cas où sig ou Pest inférieur à 0,0 cela signifie que H0 est rejetée et à conclure que la corrélation entre la CSP et le niveau d'instruction existe au sein de la population, et bien forte puisque $C = 0,606$

e/ Teste de khi-deux :

Le khi –deux de Pearson est un test statistique qui est utilisé pour

- Tester l'indépendance entre deux ou plusieurs caractères donnés : on réalise alors un test d'indépendance ou d'homogénéité
- Vérifier si un échantillon observé s'ajuste bien à un modèle théorique ; on réalise alors un test d'ajustement (conformité)

Cependant, quelle que soit l'hypothèse testée, le déroulement du calcul du khi –deux est identique.

Ce test s'applique à des données classées selon un tableau de contingence ;il est utilisé pour comparer les fréquences des deux groupes afin d'inférer une relation entre X et Y .Il est, sous l' H0, une variable aléatoire qui suit une loi de probabilité dite du khi deux.

Application :

La variable indépendante→CSP

La variable dépendante → état matrimonial

Résultats du test khi 2 :

Tableau croisé catégorie socio professionnel *situation matrimonial

catégories socio professionnel	situation matrimonial				total
	marié	célibataire	divorce/séparé	veuf	
cadre supérieur	26	8	1		35
cadre	25	16		1	42
employé	115	104	8	3	230
commerçant	51	41	2		94
ouvrier	196	179	8	3	386
Total	413	348	19	7	787

test de khi deux

	valeur	ddl	signification asymptotique
Khi deux de Pearson	13,578	12	0,328
rapport de vraisemblance	15,647	12	0,208
association linéaire par linéaire	1,5	1	0,221
nombre d'observation valide	787		

H0 : il n'y a pas de différence entre les fréquences ou les proportions des deux groupes.

H1 : il existe une différence entre les fréquences des deux groupes, une différence qui n'est pas au hasard.

a-8celules (40%)ont un effectif théorique inférieure à 5,l'effectif théorique minimum est de 0,31

L'analyse de résultat du khi deux :

Dans un test de khi deux, il ya trois données importantes :

-Le résultat du teste 13,578

-ddl ou degré de liberté ici 12

-Le sig ou la valeur de P(signification asymptotique bilatérale dans ce cas est de 0,328 .

La valeur du teste et le ddl permettent de calculer la valeur de P, la valeur de p est l'erreur en déclarant qu'il existe une différence significative entre les fréquences des différentes catégories socioprofessionnelles ou sein des différentes états matrimoniaux

Puisque la valeur de P ou sig est supérieure à 0,05 ; l'hypothèse nulle est acceptée Il s'agit de conclure qu'il n'ya pas de différence significative entre les différentes situations matrimoniales c'est-à-dire que les fréquences des différentes catégories socioprofessionnelles sont équivalentes dans les divers situations matrimoniales.

Le degré de liberté est donné dans la colonne ddl .Il est calculé par la formule $(n-1)(m-1)$ ou n et m sont les nombre de catégories des deux variables .Plus le degré de liberté est grand plus la valeur du khi deux des échantillons s'éloigne de la valeur théorique .

Conclusion du chapitre04 :

A la suite de ce chapitre, nous pouvons à travers cette étude, au niveau des communes enquêtées de la wilaya d'Oran, nous interroger dans un premier temps à dresser le portrait des chômeurs et des occupés qui en appelle à l'étude du phénomène à partir de certaines variables : démographique et sociale cela conduit à conclure que le chômage affecte différemment les groupes d'âge de la population active en touchant principalement les jeunes , l'âge moyen des chômeurs est de 26ans ,le sexe masculin est plus touché par le chômage ,ainsi le chômage touche beaucoup plus les femmes instruites que les hommes.

L'étude de l'occupation chez la population enquêtée conduit à conclure que la volonté d'entrée à un âge précoce est un handicap (les âges plein occupation sont les 25-29 et 30-34ans).

Le contexte socio-économique et démographique constitue une part importante dans l'explication de l'occupation selon le sexe et l'état matrimonial

Dans un deuxième temps, nous pouvons dire que nous avons en partie confirmé nos hypothèses et qu'effectivement le sexe influence l'âge au premier emploi et il ya une forte corrélation entre la CSP et le niveau d'instruction, on a confirmé que l'occupation féminine est étroitement corrélée avec l'instruction. Plus la femme est instruite, plus ses chances d'être occupée augmentent.

Conclusion générale

Encouragée par la stabilité politique que connaît le pays, s'est engagée dans un programme de réforme économique et sociale qui vise à soutenir la transition du pays d'une économie centralisée et planifiée Vers une économie de marché à travers la mise en œuvre d'un nouveau plan de soutien à la relance économique. Il s'agit d'une nouvelle stratégie principalement axée sur la promotion à l'investissement privé national et étranger, la promotion de l'emploi et le développement durable.

L'Algérie a considérablement réduit son taux de chômage depuis une dizaine d'années .C'est là une évidence caractérisée des nombreux chantiers, du BTPH notamment, que l'on rencontre partout à travers le pays (autoroute Est-Ouest, grands travaux ferroviaires, programmes spéciaux régionaux) mais aussi par la mise en place de dispositifs adéquats (ANSEJ, Micro Entreprise....) qui à leur tour ont permis de drainer bon nombre de sans emploi ;le processus de l'activité économique, également, comme une mutation .

Alors que le secteur public était le seul pourvoyeur d'emploi jusqu'à la fin des années 1990, aujourd'hui, c'est le privé qui occupe quasiment la première place en la matière après l'administration.

L'Algérie n'a jamais été en bonne position, en termes macroéconomique Tandis que dix ans auparavant le tableau découvrait une réalité microéconomique bien sombre .L'économie intérieure était en pleine stagnation aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, avec pour résultat un taux de chômage avoisinant officiellement les 30%et sous l'influence des plans préconisés par le FMI, la Banque Mondiale et l'Union Européenne (UE), un grand nombre d'ouvriers étaient licenciés à la suite de la restructuration des industries ,en vue de leur privatisation.

Si le taux de chômage connaît un recul important au cours des derniers années, passant de près de 27,3% en 2001à 17,7%en 2004, 15,3%en2005 et 11,3% en 2008, il reste toutefois la principale cause de précarité et un défi majeur.

La lutte contre le chômage constitue un objectif stratégique du gouvernement, Ainsi, ce dernier a tout d'abord renforcé son appui au développement des qualifications et à la formation professionnelle.

Le second élément de la stratégie Algérienne de lutte contre le chômage consiste à créer un environnement favorable à la croissance créatrice d'emplois décents avec des mesures qui ont été prises pour encourager la création d'entreprise, à travers les avantages offerts par le code des investissements, la facilitation de l'accès aux crédits, ainsi que des mécanismes de garantie et de bonification de taux d'intérêts.

Le troisième palier de l'action de l'Algérie pour la promotion de l'emploi concerne dix(10) dispositifs ciblés d'encouragement à l'insertion professionnelle et à la création d'emploi.

La création d'emploi d'attente, par le biais de trois mécanismes, à savoir les emplois salariés d'initiatives locales(ESIL), les activités d'intérêt général(IAIG) et les travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO).

Des contrats de pré-emploi destinés aux diplômés universitaires et aux techniciens supérieurs.

La mise en application du micro crédits et le soutien à l'emploi des jeunes par la création de micro entreprise(ANSEJ), ce dispositifs a entraîné près de 1,4milliard de dollars d'investissement dans tous les secteurs de l'économie dont plus 235millions de dollars personnels des intéressés dans des projets rentables avec un fort taux de remboursement des crédits.

Les différents programmes de promotion de l'emploi ont pour objectif jusqu'à 2009 la création de 2millions d'emploi et de 100,000nouvelles entreprises.

Enfin, on note à la faveur de l'insertion dans l'économie de marché une flexibilité plus importante du travail qui se caractérise par un recul de l'emploi permanent, alors qu'en 2005 cette proportion est réduite à 38%.

Cette recherche a montré une grande faiblesse de l'information qualitative et quantitative au niveau régional et local, ce manque nous pousse à émettre deux recommandations :

-Faire des enquêtes emploi au niveau des grandes villes comme celles de la wilaya d'Oran en 1993réalisée par l'ONS et permettre l'accès des chercheurs aux fichiers bruts de ces enquêtes pour des analyses pertinentes.

-Pour les données administratives, les agences locales d'emploi devrait tenir un fichier pour les demandeurs d'emploi, qui contient au moins : l'âge, le sexe, la formation, l'état matrimonial. Pour l'employeur il convient de préciser l'activité de la société.

Annexe 1

Abréviations utilisées

ANEM	: Agence Nationale de l'Emploi et de la Main d'œuvre
ANSEJ	: Agence National de Soutien à l'Emploi des jeunes.
ANGEM	: Agence National de Gestion du Microcrédit
BIT	: Bureaux international du Travail
CNES	: Conseil National Economique et Social
CNAC	: Caisse National Assurance Chômage
CNP	: Conseil National de Planification
CPE	: Contrat Pré Emploi
CID	: Contrat d'Insertion des Diplômés
CIP	: Contrat d'Insertion Professionnel
CFI	: Contrat Formation /Insertion
DAIP	: Dispositif d'Aide Insertion Professionnel
ESIL	: Emploi Salariée D'initiative Local
FMI	: Fonds Monétaire Internationale
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PAS	: Programme d'Ajustement Structurel
PIB	: Produit Intérieure Brut
IDH	: Indice de Développement Humain
ONS	: Office National des Statistiques

Annexe02
Listes des tableaux et graphiques

N°	Titre dans le texte	Page
01	Principaux indicateur de l'économie national	14
02	Evolution de la croissance démographique	18
03	Evolution des rations de dépendance	24
04	Evolution des taux de participation	25
05	Evolution du nombre moyen d'années suivants les paliers	26
06	Quelque indicateurs clés du marché du travail	29
07	Evolution du taux brut d'activité et de participation Algérie 1966à1987	32
08	Evolution de la structure d'emploi	36
09	Evolution de la structure d'emploi selon le secteur d'activité	38
10	Structure de l'emploi selon le secteur d'activité	40
11	Evolution de la part de l'emploi informel dans l'emploi total	45
12	Evolution du taux de chômage de 1966à2009	48
13	Répartition de la demande par tranche d'âge et sexe en 2008	61
14	Structure de l'offre par group d'âge et sexe	63
15	Evolution du nombre de demandes d'offre d'emploi et placements 2002-2007	65
16	Répartition de la population de 15et + selon la situation individuelle	77
17	Taux d'activité par sexe au niveau national et local	78
18	Répartition de la population enquêtée par âge et sexe	80
19	Proportions des chômeurs par âge	82
20	Chômage par sexe et niveau d'instruction	85
21	Répartition de la population enquêtée par âge et sexe	87
22	Répartition de la population occupée par sexe et âge regroupée	88
23	La formation professionnel des occupées	89
24	Structure des salaires selon le mode d'accès au travail	91

Annexe02
Liste des graphiques

N°	Titre dans le texte	Page
01	Evolution du taux d'accroissement naturel	18
02	Evolution de la population active	22
03	Nombre d'enfants par femmes	23
04	Evolution du ration de dépendance	24
05	Taux d'occupation et du chômage par sexe (1966-2007)	30
06	Evolution de la population active par sexe en Algérie (1966-2007) en milliers	31
07	Structure de l'emploi (1987-2008)	36
08	Taux d'accroissement annuel moyen de la création de l'emploi par secteurs d'activités	43
09	Evolution de l'emploi informel dans l'emploi total	46
10	Evolution du taux de chômage	48
11	Evolution du nombre des demandes d'offres et des placements d'emploi entre 2002-2008	66
12	Répartition des taux d'activité national et local par sexe entre (1998-2008)	78
13	Répartition de la population enquêtée selon le sexe et l'âge regroupé	80
14	Structure de la population enquêtée selon la situation individuelle	81
15	Proportion des chômeurs selon l'âge	83
16	Le chômage par sexe et niveau d'instruction	85
17	Proportion des chômeurs selon l'état matrimonial	86
18	Répartition de la population occupée par sexe et âge regroupé	88
19	Répartition des occupés selon la situation matrimonial	89
20	Structure des occupés par sexe selon le niveau d'instruction	90
21	Structure des salaires selon le mode d'accès à l'emploi	93

Annexe03 : Tableaux statistique

Tableau n°01: Evolution du taux de scolarisation (6-14ans) pour les deux

Année	1966	1977	1987	1998
Filles	36,90	59,60	71 ,56	80,73
Garçons	56,80	80 ,80	87 ,75	85,28
Ensemble	47,20	70,40	79,86	83,05

Tableau n°02 : Répartition de l'emploi dans le cadre d'ESIL

COMMUNES	2006			2007		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Oran	530	1165	1695	405	1903	2308
ES SENIA	44	116	160	45	95	140
SIDI CHAMI	40	120	160	40	90	130
EL KERMA	29	81	110	25	75	100
BIR EL DJIR	52	108	160	50	105	155
HASSI BOUNIF	29	81	110	35	65	100
HASSI BEN OKBA	28	77	105	30	70	100
BOUTLELIS	47	103	150	30	114	144
AIN EL KERMA	32	88	120	45	70	115
MISSERGHINE	36	84	120	30	95	125
OUED TLELAT	44	106	150	30	105	135
TAFRAOUI	26	84	110	25	70	95
EL BRAYA	24	86	110	25	70	95
BOUFATIS	26	84	110	30	70	100
GDYEL	35	95	130	45	78	123
HASSI MEFSOUKH	32	78	110	30	70	100
BENFREHA	27	83	110	20	80	100
ARZEW	38	92	130	40	110	150
SIDI BEN YEBKA	27	83	110	25	75	100
BETHIOUA	35	95	130	35	105	140
M. EL HADJADJ	32	88	120	20	80	100
AIN EL BEYA	37	73	110	20	85	105
AIN EL TURCK	50	100	150	35	95	130
MERS EL KEBIR	31	79	110	30	70	100
BOUSFER	29	81	110	35	65	100
EL ANCOR	38	72	110	40	70	110
TOTAL WILAYA	1398	3402	4800	1220	3980	5200

Source : Direction de l'emploi

Tableau n°03 : Micro entreprise financées entrée en exploitation

Secteurs d'Activités		Nombre de M.E	Nombre d'Emplois Créés	Montant Global d'investissement
SERVICES	CAFE / RESTAURANT/Pizzeria	90	409	86708,744
	INFORMATIQUE	96	260	82863,505
	PUBLICITE / COMMUNICATION	9	35	12310,9
	MULTI SERVICES	56	115	10617,577
	LABO PHOTO	3	10	5320,75
	Branchement Gaz / Electricité	2	13	1063,16
	LAVAGE ET DEGRAISSAGE	20	60	28086,801
	COIFFURE	24	77	9958,75
	BUREAUX D'ETUDES	20	63	14534,152
	TORREFACTION / CONDITIONNEMENT	5	16	4279,8
	IMPRIMERIE	8	36	24342,65
	TOURNAGE	8	25	11137,9
	PLOMBERIE	4	8	247,46
	PHARMACIE	14	35	10627,612
	SALLES DE SPORT / JEUX	25	58	25526,74
	DOUCHES PUBLIQUES	9	24	6876,53
	BOUCHERIE	7	22	7697,37
	CRECHE	5	14	3951,762
	ENTRPTS FRIGORIFIQUES	14	41	30539,68
LABORATOIRES D'ANALYSES MEDICALES	2	6	3791,54	
ATELIERS D'OPTOMETRIE	6	17	11058,6	
AUTRES	49	143	42678,253	
TOTAL Services		476	1487	434220,236
ARTISANAT	BIJOUTERIE	13	37	19775390,95
	BOULANGERIE / PATISSERIE	28	103	60164016,2
	COUTURE / CONFECTION / TRICOTAGE	27	201	23649395,93
	MENUISERIE	26	85	19924779,44
	SOUDURE / FERRONNERIE	10	31	10843832,47
	CORDONNERIE / MAROQUINNERIE	3	11	17112,21
	SERRURERIE	0	0	0
	SCULPTURE	1	3	246,83
Autres	0	0	0	
TOTAL Artisanat		108	471	134374774
AGRICULTURE	PRESTATION DE SERVICES AGRICOLES	2	6	2239608,42
	ELEVAGE	6	20	7168,131
	EXPLOITATIONS AGRICOLES	0	0	0
	Autres	0	0	0
TOTAL Agriculture		8	26	2246776,551
TRANSPORT	TRANSPORT VOYAGEURS	673	2695	130765,344
	TRANSPORT FRIGORIFIQUE	60	180	24063,71
	TRANSPORT MARCHANDISES	19	52	32254,68
TOTAL Transport		752	2927	187083,734
PECHE		18	90	106515403,3
HYDRAULIQUE		1	4	1762407
PROFESSION LIBERALE		37	146	3343096,287
INDUSTRIE		56	260	78180798,71
BTPH		32	182	58843,817
MAINTENANCE		5	17	6688,74
TOTAL Général		1493	5610	327110092,4

Source : A.N.S.E.J

Tableau n°04 : Création de micro-entreprise par année

DESIGNATION	DOSSIERS DEPOSES		ATTESTATION D'ELIGIBILITE		PROJETS ACCORDES BANQUE		
	Nombre	Nombre Emploi	Nombre	Nombre Emploi	Nombre	Nombre Emploi	Montant (DA)
ANNEE 2001	853	1707	812	2807	279	746	420 389 117,00
ANNEE 2002	925	2955	960	2924	320	877	512 999 504,75
ANNEE 2003	870	2412	812	2411	211	666	278 912 203,56
ANNEE 2004	3172	9221	2575	7402	263	748	793 119 681,26
ANNEE 2005	1537	4679	1628	4454	638	2014	1 623 966 447,14
ANNEE 2006	1392	4418	1154	3400	516	1592	1 531 817 780,50
ANNEE 2007	1466	5610	1824	2446	672	2504	4 618 435 899 ,31
TOTAL	10215	31002	9765	25844	2899	9147	5 161 204 734,21

Source : A.N.S.E.J

Tableau n°05 :Bilan annuel du dispositif des contrats de pré emploi CPE par spécialité 2007

SPECIALITE	UNIVERSITAIRES		TECHNICIENS SUPERIEURS	
	Total placements	Dont Femmes	Total placements	Dont Femmes
Sciences exactes	127	106	53	35
Technologie	67	41	78	55
BTPH et génie civil	18	10	39	30
Informatique	31	19	136	97
Sciences de la terre	02	02	03	03
Architecture	04	02	17	17
Sciences médicales	124	97	137	118
Economie, statistique, planification	299	227	168	122
Sciences sociales et humaines	346	265	59	47
Langues	203	186	00	00
TOTAL	1 221	955	690	524

Source : Direction de l'emploi

Tableau n°06 : Travaux d'utilité publique à haute intensité de main d'œuvre

SECTEURS	Nombre projets	Montant des projets DA	Montant consommation DA	Taux de réalisation	Nombre emploi créés
Travaux Publics	35	42 449 373,26	41 449 373,26	100%	593
Ressources en eaux	32	40 005 652,50	30 445 974,91	80%	566
Forets	30	35 426 820,77	28 274 138,0	80%	505
MICL	24	30 695 317,95	29 452 141,71	100%	372
Total	121	148577164,5	129 621 627,94	90%	2036

Source : Direction de l'emploi

Tableau n°07 : Caisse nationales des retraites (répartition par régime du stock de dossier) 2007

AVANTAGES	NOMBRE
Retraite Normale : âge 60 Ans (15 Ans de cotisation minimum)	33085
Retraite Proportionnelle : 50 Ans d'âge et 20 Ans de cotisation	14840
Retraite sans conditions d'âge : 32 Ans de cotisation	7445
Retraite anticipée	49
Pensions de Retraite- de réversion	45365
Allocation de Retraite directe	4075
Allocation de retraite de réversion	2075
TOTAL	106934

Source : Caisse Nationale de Retrait

UNIVERSITE D'ORAN
FACULTE DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE DEMOGRAPHIE

Mémoire présenté en vue de l'obtention du magistère en démographie
Option : production et analyse des données

Analyse statistique d'emploi et chômage cas
De la wilaya d'Oran
(Enquête emploi auprès des ménages 2007)

Directeur de recherche :
M DELENDA Aissa

Présenter par :
Mlle BEKHTAOUI Assia

Références bibliographiques :

- AOURA H l'houcine, 1996, l'économie Algérienne à l'épreuve de la 1996, démographie Paris, édition CEPED PP 144, 147, 150, 159.
- Bouyacoub A, acte de la conférence euro maghrébine sur la formation, l'emploi, l'employabilité, Alger27, 24avrilBIT.
- BARBERIE j-p(2006), l'intermédiation sur le marché du travail dans les pays du Maghreb, étude comparative entre Alger, le Maroc et la Tunisie, édition OIT, Genève.
- BOUKHLIA Hassane R., Talahite F., 2008, Marché du travail, régulation et croissance économique Algérie revue tiers monde, PUF, n°194, PP 413, 437.
- BOUYAKOUB, A, 2008, Croissance économique, écosphère centre de documentation CDES, Oran.
- Banque mondial rapport 2008.
- BERNARD B, 2006, Le tiers monde, croissance développement inégalités, ellipses, édition marketing.
- CNES, 2009, Rapport national sur le développement humain 2007 et 2008.
- CENEAP analyse et perspective ,revue N° 14, 1999.
- CNES (20eme session plénière, projet de rapport évaluation des dispositifs d'emploi, édition CNES, pp104.
- CENEP, 1999, Analyse et prospective, Revue n°14, élément de réflexion pour une politique de population.
- DELEND A, 2004, le rôle de développement social et économique dans le changement démographique Thèse de doctorat d'état université d'Oran janvier.
- DELEND A, le chômage des jeunes Oranais, Oran au pluriel, S /D LALAOUI, édition, 2006, SBA.
- FOUQUET A et VINOKUR A, 1996, Démographie socio-économique, 2^{ème} édition ,Dalloz ,Parie.

- FERNANDO O, Analyse de données avec SPSS pour Windows, les éditions SMG.
- GUY Maurau, 2002 démographie économique, Bréal, Paris, PP 120, 132, 133.
- GERARD D, et WILIAM M, 1997, politique économique, ellipses, Paris, pp2 .
- HAMOUDA NE ,ISLIM.A.,MUZETTE M.S,2003,marché du travail et emploi en Algérie ,élément pour une politique national de l'emploi ,profil de pays ,OIT ,Alger .
- HAFAD T, 2009, l'ajustement structurelle ses effet sur les phénomènes démographique cas de l'Algérie, thèse de doctorat d'état.
- HAMAL et HAFAD,2001,restructuration et emploi en Algérie, communication au colloque international inégalité et développement dans les pays méditerranées,GDRIDRE,universitégalatasaray,istanbul,turque,21,23mai.
- KAMEL KETAB, Ecole population et société en Algérie PP 74 ,108.
- ROLAND P, 1979, dictionnaire de démographie ,3^{ème} édition, université de France.
- Revue CNEAP, 1999, élément de réflexion pour une politique de population ,n°14, p110 .
- MOKKEDEM A ,1998. Les réformes économiques au Maghreb, Annales de l'institut maghrébin d'économie douanière et fiscale.
- MAZEROLLE FABRICE, 2005, démographie économique, 97, 98, 99.édition Vuibert
- MICHEL A, DIDIER B et FRANCOIS H, 2006, Démographie économique, ISBN, Paris
- Murray , Statistique cours et problèmes, séries schaum.
- Ministère de la PME/PMI 2001, rapport sur l'état des lieux.
- NARECH M, étude marketing avec SPSS,5^{ème} édition, institut de technologie Géorgie Atlanta état unis)
- PIERRE Z et SOPHIE G, 2008, dictionnaire de l'économie, Larousse.

-SILEM A et ALBERTINE J, 1999, Lexique d'économie, Dalloz.

-STEPHANE G, 2009, Les enquêtes par questionnaires avec sphinx, université Paris 1 panthéon-Sorbonne.

-YVES B et JEAN C, 1989, Dictionnaire économique et financier, édition du seuil.

- YVES B et JEAN C, 1989, Dictionnaire économique et financier, édition du seuil.

Données statistiques :

-ONS, divers années du RGPH, 1966, 1977, 1988, 1998, 2008.

-ONS, 1993, enquête chômage, Oran.

-ONS, Rétrospective statistique 1970-2002, édition, 2005

-Office National des Statistiques (2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007), « Résultats de l'enquête emploi et chômage », www.ons.dz/publi.

-Les données de la direction de planification et aménagement du territoire de la wilaya d'Oran, les monographies de 2000 à 2005.

- les données statistiques de l'agence nationale de l'emploi ANEM sur le marché du travail de la wilaya d'Oran.

Les sites d'internet :

-WWW. gpn.org.

-mmscread @.wissal.dz.

-talhitefatiha @-univ-paris13.fr.

-www.cdes.org.

-www .insee.fr.

*المراجع باللغة العربية

- مدخل في الاقتصاد العام،دكتور شوام بوشامة،الجزء الثاني ، دار النشر والتوزيع،452،433.
- الشغل والسكان في الجزائر،دراسة استذكارية تنبؤية لسوق الشغل في الجزائر ما بين 1966و2040،
قايد محمد ،مذكرة ماجيستر.
- تحليل البيانات الإحصائية باستخدام البرنامج الاحصائي spss،الدكتور محمود مهدي البياتي ،دار
الحامد للنشر والتوزيع 2004 .

Entre 1986 et 1999, le taux du chômage en Algérie a doublé touchant plus de 29% de la population active, c'est depuis 2004 une baisse sensible a été enregistré.

Cette baisse elle semble refléter par l'extension du secteur informel mais aussi par un programme de réforme économique et social et une stratégie axée sur la promotion à l'investissement privé national et étranger la promotion de l'emploi et le développement durable.

Cette étude permet de situer la question de l'emploi en Algérie et la wilaya d'Oran en relation avec les transformations ayant affecté le système économique et social et leurs effets récents sur le marché du travail et le profil des occupées et les jeunes chômeurs selon certains variables, pour cela nous avons basé sur un fichier d'enquête emploi auprès des ménages en 2007 effectué par l'office nationale des statistiques ainsi que des statistiques administratives de l'agence nationale de l'emploi (ANEM) de la wilaya d'Oran .

Il s'agit alors d'évaluer le marché du travail et d'emploi durant la dernière décennie en Algérie sur la base des transformations sectorielle de l'activité économique la démographie et l'effort d'intermédiation sur le marché du travail pour la réduction à moyen terme du chômage et la qualité d'emploi.

Ce travail est organisé en quatre chapitres :

Le premier chapitre décrit le cadre globale de l'économie Algérienne et la dynamique démographique et les implications à court et moyen terme sur la demande sociale.

Le second chapitre est consacré aux grandes tendances du marché du travail en Algérie.

Le troisième chapitre, présente les institutions du marché du travail et les mécanismes à travers les quels celle-ci peuvent affecter l'évolution du marché du travail.

Le dernier chapitre est composé de trois sections : la première section est réservée pour la méthodologie de l'enquête la deuxième section consiste a une présentation général de la population active de la wilaya d'Oran et la dernière section porte sur l'analyse descriptive et approfondie de la population enquêtée.

Mots clés :

Marché du travail-institution –politique d'emploi-démographie-enquête emploi

Croissance

Analyse statistique d'emploi et chômage cas

De la wilaya d'Oran

(Enquête emploi auprès des ménages 2007)

Résumé d'un mémoire en vue de l'obtention du diplôme de magister

Spécialité : démographie

Option : production et analyse quantitative des données

Présenter par : Mlle *BEKHTAOUI Assia*

Parmi les grands problèmes de l'heure, la question de l'emploi et du chômage revient le plus souvent au premier plan en raison de l'ampleur du phénomène

Actuellement la plupart des régions du monde en développement traversent une période de transition qui touche plusieurs domaines à la fois.

Cette transition concerne la vie économique la situation épidémiologique et la démographie.

Le marché de l'emploi qui représente la mise en relation entre l'offre et la demande de travail ou entre la demande et l'offre d'emploi est déterminé en Algérie comme ailleurs, par deux éléments majeur qui sont la démographie c'est-à-dire essentiellement le taux de croissance et la structure de la population et le rythme d'évolution et la structure de l'activité économique .

Cette étude permet de situer la question de l'emploi en Algérie et la wilaya d'Oran en relation avec les transformations ayant affecté le système économique et social et leurs effets récents sur le marché du travail et le profil des occupées et les jeunes chômeurs selon certains variables, pour cela nous avons basé sur un fichier d'enquête emploi auprès des ménages en 2007 effectuer par l'office nationale des statistiques ainsi que des statistiques administratives de l'agence nationale de l'emploi (ANEM) de la wilaya d'Oran .

Il s'agit alors d'évaluer le marché du travail et d'emploi durant la dernière décennie en Algérie sur la base des transformations sectorielle de l'activité économique la démographie et l'effort d'intermédiation sur le marché du travail pour la réduction à moyen terme du chômage et la qualité d'emploi.

Ce travail est organisé en quatre chapitres :

Le premier chapitre décrit le cadre globale de l'économie Algérienne et la dynamique démographique et les implications à court et moyen terme sur la demande sociale.

Le second chapitre est consacré aux grandes tendances du marché du travail en Algérie.

Le troisième chapitre, présente les institutions du marché du travail et les mécanismes à travers les quels celle-ci peuvent affecter l'évolution du marché du travail.

Le dernier chapitre est composé de trois sections : la première section est réservée pour la méthodologie de l'enquête la deuxième section consiste a une présentation général de la population active de la wilaya d'Oran et la dernière section porte sur l'analyse descriptive et approfondie de la population enquêté.

Les résultats des quartes chapitres peuvent être résumé par la conclusion général de ce travail :

Encouragée par la stabilité politique que connaît le pays, s'est engagée dans un programme de réforme économique et sociale qui vise à soutenir la transition du pays d'une économie centralisée et planifiée Vers une économie de marché à travers la mise en œuvre d'un nouveau plan de soutien à la relance économique. Il s'agit d'une nouvelle stratégie principalement axée sur la promotion à l'investissement privé national et étranger, la promotion de l'emploi et le développement durable.

L'Algérie a considérablement réduit son taux de chômage depuis une dizaine d'années .C'est là une évidence caractérisée des nombreux chantiers, du BTPH notamment, que l'on rencontre partout à travers le pays (autoroute Est-Ouest, grands travaux ferroviaires, programmes spéciaux régionaux) mais aussi par la mise en place de dispositifs adéquats (ANSEJ, Micro Entreprise....) qui à leur tour ont permis de drainer bon nombre de sans emploi ;le processus de l'activité économique, également, comme une mutation .

Alors que le secteur public était le seul pourvoyeur d'emploi jusqu'à la fin des années 1990, aujourd'hui, c'est le privé qui occupe quasiment la première place en la matière après l'administration.

L'Algérie n'a jamais été en bonne position, en termes macroéconomique Tandis que dix ans auparavant le tableau découvrait une réalité microéconomique bien sombre .L'économie intérieure était en pleine stagnation aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, avec pour résultat un taux de chômage avoisinant officiellement les 30%et sous l'influence des plans préconisés par le FMI, la Banque Mondiale et l'Union Européenne (UE), un grand nombre d'ouvriers étaient licenciés à la suite de la restructuration des industries ,en vue de leur privatisation.

Si le taux de chômage connaît un recul important au cours des derniers années, passant de près de 27,3% en 2001à 17,7%en 2004, 15,3%en2005 et 11,3% en 2008, il reste toutefois la principale cause de précarité et un défi majeur.

La lute contre le chômage constitue un objectif stratégique du gouvernement, Ainsi, ce dernier a tout d'abord renforcé son appui au développement des qualifications et à la formation professionnelle.

Le second élément de la stratégie Algérienne de lutte contre le chômage consiste à créer un environnement favorable à la croissance créatrice d'emplois décents avec des mesures qui ont été prises pour encourager la création d'entreprise, à travers les avantages offerts par le code des investissements, la facilitation de l'accès aux crédits, ainsi que des mécanismes de garantie et de bonification de taux d'intérêts.

Le troisième palier de l'action de l'Algérie pour la promotion de l'emploi concerne dix(10) dispositifs ciblés d'encouragement à l'insertion professionnelle et à la création d'emploi.

La création d'emploi d'attente, par le biais de trois mécanismes, à savoir les emplois salariés d'initiatives locales(ESIL), les activités d'intérêt général(IAIG) et les travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO).

Des contrats de pré-emploi destinés aux diplômés universitaires et aux techniciens supérieurs.

La mise en application du micro crédits et le soutien à l'emploi des jeunes par la création de micro entreprise(ANSEJ), ce dispositifs a entraîné près de 1,4milliard de dollars d'investissement dans tous les secteurs de l'économie dont plus 235millions de dollars personnels des intéressés dans des projets rentables avec un fort taux de remboursement des crédits.

Les différents programmes de promotion de l'emploi ont pour objectif jusqu'à 2009 la création de 2millions d'emploi et de 100,000nouvelles entreprises.

Enfin, on note à la faveur de l'insertion dans l'économie de marché une flexibilité plus importante du travail qui se caractérise par un recul de l'emploi permanent, alors qu'en 2005 cette proportion est réduite à 38%.

Cette recherche a montré une grande faiblesse de l'information qualitative et quantitative au niveau régional et local, ce manque nous pousse à émettre deux recommandations :

-Faire des enquêtes emploi au niveau des grandes villes comme celles de la wilaya d'Oran en 1993réalisée par l'ONS et permettre l'accès des chercheurs aux fichiers bruts de ces enquêtes pour des analyses pertinentes.

-Pour les données administratives, les agences locales d'emploi devrait tenir un fichier pour les demandeurs d'emploi, qui contient au moins : l'âge, le sexe, la formation, l'état matrimonial. Pour l'employeur il convient de préciser l'activité de la société.

تحليل إحصائي للشغل و

(ولاية وهران كمثال)

(مسح حول التشغيل على مستوى الأسر 2007)

ملخص مذكرة لنيل شهادة ماجستير في الديمغرافيا

(إنتاج وتحليل المعطيات)

من إعداد: بختاوي أسيا

إن بين المشاكل الرئيسية في العالم النامي خلال الفترة الانتقالية مسالة العمالة و البطالة أي سوق العمل الذي يمثل الربط بين العرض و الطلب على العمالة أو بين الطلب أو العرض. و يتم تحديد العمالة في الجزائر كما في أماكن أخرى بالاعتماد على عاملين رئيسيين و هما التركيبة السكانية و النمو الاقتصادي حيث تأثر التركيبة السكانية من حيث النمو الطبيعي أو من حيث تحركاتها .

يتم قياس سوق العمل في الجزائر عن طريق مسح حول التشغيل على مستوى الأسر سواء في المناطق الحضرية أو الريفية حيث يتم استبعاد الأسر الجماعية و البدو الرحل ، كما يعتبر هذا المسح الأداة الوحيدة التي تقيس معدل البطالة وفقا لمنظمة العمل الدولية كما يوفر معلومات عن نسبة النشاط ، ساعات العمل ، العمالة حسب الجنس ...

إن سوق العمل له تأثير سواء كان في مناطق حضرية أو ريفية المدن الكبرى أو الصغرى أو متوسطة و في هذا السياق تم إجراء مسح حول التشغيل على مستوى الأسر في مدينة وهران سنة 1993 من طرف الديوان الوطني للإحصائيات و كان الهدف من هذا البحث هو تحليل ظاهرة البطالة و توفير معلومات حول الطبقة الشغيلة و العاملة الخاصة بمدينة وهران .

بالإضافة للأبحاث التي أجريت على مستوى الجامعة من طرف معهد الديمغرافيا حيث عالجت هذه البحوث الحالة الفردية للمستجوبين و لقد تم سحب 2098 أسرة أي 15580 فرد مكونين للأسر من بينهم 8593 يتجاوز سنهم 15 سنة و 2471 بطل.

و لقد أسفرت نتائج البحثين عن معدل بطالة قدرت بـ 28,72 % على مستوى 10 بلديات و 25% على مستوى ولاية وهران حسب الديوان الوطني للإحصائيات في 1993 و لقد قدرته نفس الهيئة سنة 1978 بـ 18.78%.

و تركز إشكالية البحث عن التساؤل الأساسي الآتي :

إلى ماذا يعود تحسن سوق الشغل و كيف تؤثر عليه أهم التغيرات الاقتصادية و الاجتماعية ؟ و ما هي أهم السياسات لخلق مناصب الشغل؟ و محددات العرض و الطلب في مدينة وهران؟

من خلال هذا العمل سنحاول الإجابة على هذه الأسئلة بتحليل سوق العمل وطنيا و محليا أهم التطورات التي شهدتها الجزائر في هذا المجال و أهم السياسات التي انتهجتها الحكومات المتتالية لتوفير مناصب عمل تتلاءم مع التزايد المستمر لطلبات العمل و كذا تأثير التغيرات الاقتصادية و الاجتماعية في السنوات الأخيرة لتحسين وضعية العمالة في الجزائر و ولاية وهران.

و لإجراء هذا البحث تم انتهاج منهجين المنهج الأول: طريقة جمع البيانات المنهج الثاني: التحليل الإحصائي لمعطيات مسح حول التشغيل على مستوى الأسر سنة 2007 الذي أجراه المكتب الوطني للإحصائيات يتم إجراء العلاج باستخدام البرنامج الإحصائي SPSS

و يمكن تلخيص نتائج الفصول الأربع كالتالي

إن توفير الإرادة السياسية بوضوح مع إطار اقتصادي كلي مستقر و مناسب و تسجيل عودة النمو خارج قطاع المحروقات و احتياطات صرف هامة إضافة إلى تضخم متحكم فيه و برامج هامة للاستثمار العمومي و الخاص و عودة السلم و الاستقرار كل هذه الأمور عبارة عن محفزات لقيام الاقتصاد و القضاء على آفات طالت الجزائر لسنوات خاصة أزمة البطالة ، لذا عمدت الدولة على وضع برنامج متعدد الأطوار بهدف التقليل من الظاهرة و انعكاساتها السلبية بوضع برامج عديدة لمعرفة مؤشرات سوق الشغل و معطياته بصفة مدققة و مستمرة من أجل اتخاذ القرارات الأنجع في هذا الميدان و بغية التركيز على أولويات في السياسات الرامية إلى ترقية التشغيل و إنشاء هياكل متخصصة لتنفيذها مع التركيز على حملة واسعة للحسيس و التوجيه من أجل إنجاز هذا البرنامج.

و بالموازاة مع البرامج التي وضعت للتطبيق في مجال التشغيل فان الفترة 1999 إلى 2004 عرفت انتعاشا اقتصاديا معتبرا حيث تم تجنيد إمكانيات مالية كبيرة سواء عن طريق الاستثمار المباشر للدولة أو بمساهمة الاستثمار الخاص الوطني و الأجنبي و هذه الجهود استمرت أيضا في إطار البرنامج الخماسي 2005-2009 الخاص بالبرنامج

الإضافي لدعم النمو الاقتصادي لتخصيص إمكانيات مالية أ.

الجهود نتائج ايجابية في مجال التشغيل كما كانت البدايه لإعادة التوازن بين العرض و الطلب في سوق الشغل و يظهر ذلك جليا من خلال نسبة البطالة التي تراجعت كثيرا كما أن الأهداف التي سطرت خلال البرنامج الخماسي الثاني سعت إلى خلق مليونين منصب شغل سطرت لها برامج تشغيلية كبرى ترجمت لإنشاء وزارة خاصة بالتشغيل و التضامن الوطني مهيكلة أساسا على المستوى المركزي في مديريتين عامتين واحدة للتشغيل و الأخرى للتضامن الوطني إضافة إلى وكالات متخصصة وضعتها تحت الوصاية الوزارة المباشرة و هي الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب و والوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر تتولى الوكالة الوطنية للتشغيل بالجزائر جمع المعطيات الخاصة بسوق الشغل و وضع البرامج و الآليات الكفيلة بتنشيط هذه السوق و بهدف هذا استحداث مناصب الشغل الدائمة و متوسطة المدى بوضع خطة عمل قطاعية و دفع الاستثمار الخاص و إحداث المشاريع الكبرى و دعم قدرة الاقتصاد على إحداث مواطن شغل في مختلف القطاعات و تعزيز القطاعات الكبرى و دعم قدرة الاقتصاد على إحداث مواطن شغل في مختلف القطاعات و تعزيز قطاعات ذات الكثافة الشغيلة لضمان إدماج أوفر عدد ممكن من العاطلين عن العمل في الحياة المهنية فضلا على خلق التوازن الجهوي في مجال إحداث الشغل .

من خلال هذه الدراسة يمكننا استخلاص بعض النتائج الخاصة بالبطالين و المستغلين بمدينة وهران عن طريق متغيرات ديمغرافية و اجتماعية حيث تقودنا هذه الأخيرة لاستنتاج أن العمر المتوسط للبطالين هو 26 سنة معظمهم من الرجال كما إن البطالة تمس أكثر النساء ذوي المستوى العالي من التعليم . إن الحالة الاجتماعية و الاقتصادية و الديمغرافية تمثل عاملا مهما في تفسير الطبقة الشغيلة حسب الجنس و الحالة الزوجية كما إن فرصتنا تأكدت بما إن الجنس يؤثر على سن بداية أول عمل كما أن المستوى الاجتماعي و الاقتصادي جد مرتبط بالمستوى الدراسي و عمل المرأة مرتبط إلى حد ما بمستواها التعليمي .

تحليل إحصائي للشغل

(ولاية وهران كمثال)

(مسح حول التشغيل على مستوى الأسر 2007)

ملخص مذكرة لنيل شهادة ماجستير في الديمغرافيا

(إنتاج وتحليل المعطيات)

من إعداد: بختاوي أسيا

من بين المشاكل الرئيسية في العالم النامي خلال الفترة الانتقالية مسالة العمالة و البطالة أي سوق العمل الذي يمثل الربط بين العرض و الطلب على العمالة أو بين الطلب أو العرض. و يتم تحديد العمالة في الجزائر كما في أماكن أخرى بالاعتماد على عاملين رئيسيين و هما التركيبة السكانية و النمو الاقتصادي حيث تأثر التركيبة السكانية من حيث النمو الطبيعي أو من حيث تحركاتها .

يتم قياس سوق العمل في الجزائر عن طريق مسح حول التشغيل على مستوى الأسر سواء في المناطق الحضرية أو الريفية حيث يتم استبعاد الأسر الجماعية و البدو الرحل ، كما يعتبر هذا المسح الأداة الوحيدة التي تقيس معدل البطالة وفقا لمنظمة العمل الدولية كما يوفر معلومات عن نسبة النشاط ، ساعات العمل ، العمالة حسب الجنس ...

إن سوق العمل له تأثير سواء كان في مناطق حضرية أو ريفية المدن الكبرى أو الصغرى أو متوسطة و في هذا السياق تم إجراء مسح حول التشغيل على مستوى الأسر في مدينة وهران سنة 1993 من طرف الديوان الوطني للإحصائيات و كان الهدف من هذا البحث هو تحليل ظاهرة البطالة و توفير معلومات حول الطبقة الشغيلة و العاملة الخاصة بمدينة وهران .

بالإضافة للأبحاث التي أجريت على مستوى الجامع

حيث عالجت هذه البحوث الحالة الفردية للمستجوبين و لقد تم سحب 2098 اسرة
أي 15580 فرد مكونين للأسر من بينهم 8593 يتجاوز سنهم 15 سنة و 2471
بطل.

و لقد أسفرت نتائج البحثين عن معدل بطالة قدرت بـ 28,72 % على مستوى
10 بلديات و 25% على مستوى ولاية وهران حسب الديوان الوطني
للإحصائيات في 1993 و لقد قدرته نفس الهيئة سنة 1978 بـ 18.78%.

حجم القوى العاملة يعطي تقريب أولي من القوى العاملة المتاحة و تعتبر نوعيتها
أكثر أهمية من عددها.

إن نوعية اليد العاملة هي العنصر الجوهري فهي تمثل أفضل استثمار على
المدى البعيد تمثل المتغيرات الديمغرافية و نوعية اليد العاملة من بين المعايير
التي سنقوم على أساسها تقديم البطالين و الناشطين في مدينة وهران .

عرفت الجزائر صعوبات جمة لخلق نوع من الاستقرار و التوازن فيما يخص
سوق الشغل شفية العرض و الطلب على العمال و ذلك بغرض احتواء مشكلة
العمل و عدم التكافؤ بين عدد مناصب العمل المتوفرة و الطلب المتزايد من قبل
المواطنين في سن النشاط و ذلك نتيجة الانفجار الديمغرافي الذي عرفته الجزائر
طيلة الفترة الممتدة ما بين 1960-1970 فضلا عن تحركات السكان و النزوح
الريفي الذي عرف خلال نفس الفترة.

أظهرت نتائج التعداد العام للسكان و السكن حسب الديوان الوطني
للإحصائيات 64,41% من سكان الجزائر هم من الفئة العمرية (15-59 سنة)
في 2008 ما قابل 57,2% سنة 1998 أي ما يوافق 16,74 مليون ليبلغ عددهم
10 سنوات من بعد 21.815 مليون بمعدل تزايد يقدر بـ 2,8% سنويا.

يرتبط خلق فرص العمل في أي مجتمع

النظام الاقتصادي فكلما ارتفع مستوى النمو الاقتصادي إلا ورافقه تراجع في نسبة البطالة و العكس صحيح و من بين أهم مؤشرات لقياس نمو الاقتصاد الجزائري يعتبر مؤشر الناتج الداخلي الخام ساكن/ PIB حيث مر هذا الأخير من 1633,2 دولار أمريكي في 1998 إلى 5206 دولار أمريكي في 2008 بمعدل زيادة متوسط يقدر بـ 12% كما أن الناتج الداخلي الخام بتكافؤ القدرة الشرائية عرف نموا بـ 14% خلال نفس الفترة مع نسبة تضخم معتدل.

تعد ولاية وهران مركزا إقليميا هاما حيث بلغ عدد السكان الإجمالي للأسر العادية و الجماعية 1.453 مليون بتاريخ 16 أفريل 2008 من بينهم 1,06 يفوق سنهم 15 سنة، و قدر متوسط معدل النمو السنوي ما بين الإحصائيين (1998-2008) بـ 1,9% وفق نتائج الدراسة الاستقصائية التي أجراها معهد الديمغرافيا أعربت عن نموذج الشباب العاطلين تتراوح أعمارهم 22,4 سنة من جنس الذكر أغلبهم من وضع عائلي أعزب.

و على أساس هذه المؤشرات يمكننا أن ندرج الاشكالية الجوهرية و نطرح التساؤل الأساسي التالي.

- إلى ماذا يعود تحسن سوق الشغل و كيف تؤثر عليه أهم التغييرات الاقتصادية و الاجتماعية؟

- ما هي أهم السياسات لخلق مناصب الشغل؟

- ما هي أهم محددات العرض و الطلب في مدينة وهران؟

- ما هي أهم مميزات سوق الشغل بوهران؟

من خلال هذا العمل سنحاول الإجابة على هذه الأسئلة بتحليل سوق العمل وطنيا و محليا أهم التطورات التي شهدتها الجزائر في هذا المجال و

أهم السياسات التي انتهجتها الحكومات المتتالية مع التزايد المستمر لطلبات العمل و كذا تأثير التغيرات الاقتصادية و الاجتماعية في السنوات الأخيرة لتحسين وضعية العمالة في الجزائر و ولاية وهران.

مخطط العمل: ننتهج منهجين للقيام بهذه الدراسة:

*المنهج الأول: طريقة جمع البيانات

*المنهج الثاني: التحليل الإحصائي لمعطيات مسح حول التشغيل على مستوى الأسر سنة 2007 الذي أجراه المكتب الوطني للإحصائيات

معالجة و تحليل بيانات المسح: يتم إجراء العلاج باستخدام البرنامج الإحصائي SPSS و هو برنامج إحصائي جاهز لتحليل البيانات بالطرق الإحصائية المناسبة و الذي يعتبر من أكثر البرامج استخداما. إن المعطيات الواردة في الدراسة الاستقصائية في 2007 ذات نوعية مقبولة .

الوضع الاقتصادي و الاجتماعي غداة الاستقلال :

إن الاعتراف علنية و لأول بالصعوبات الاقتصادية و الاجتماعية التي تعاني منها الجزائر و بأخطاء الماضي الشيء الذي يحتم إدخال تغييرات وإصلاحات عميقة تسمح بالقضاء على المشاكل المطروحة أظهر انخفاض عائداتنا من العملة الصعبة و عيب أسلوب التنمية المتبع بإقامة الهياكل و بناء المصانع لا يكفي لوحده إذا لم تكن هناك فعالية اقتصادية تؤكد على الاستخدام الحسن لعناصر الإنتاج و المحافظة عليها لابد من اتخاذ إجراءات و أدوات تسمح بالانتقال إلى أسلوب التنمية المكثف الذي يعني الاستخدام الأمثل للموارد المتاحة و ذلك يتطلب لا مركزية في الأعمال و السلطات من أجل تحرير المبادرات و

تسريع النشاط كما صاحب هذه الإصلاحات تد

المساس بالكثير من المؤسسات الاقتصادية و الاجتماعية العمومية الشيء الذي جعل الاقتصاد الوطني يعاني من اختلالات كثيرة تشمل معدل التضخم مرتفع 32% واستمرار ارتفاع الديون الخارجية و تدهور التبادل الخارجي و عدم توازن ميزات المدفوعات و ضعف التكامل الصناعي و تزايد عدد السكان الذي يؤدي إلى زيادة حجم الطلب الشيء الذي أدى إلى عدم التوازن بين العرض و الطلب و تزايد حجم البطالة و عجز في مجال السكن و في المرافق الاجتماعية الأخرى.

عمقت هذه الوضعية الأزمة الاقتصادية و الاجتماعية مما حتم على السلطات الاستمرار في الاتصال بالمؤسسات النقدية الدولية (صندوق النقد الدولي و البنك الدولي) و ذلك بإبرام اتفاقية ستندباي 1994 و برنامج التعديل الهيكلي سنة 1995.

الوضع الاقتصادي و الاجتماعي بعد 1985 إلى وقتنا الحاضر:

دخل الاقتصاد في مرحلة جديدة حيث كان يهدف إلى القضاء على التوازن الاقتصادي ، تنمية الإنتاج الصناعي ، الفلاحي و مجال الخدمات فعزيمية الدولة الجزائرية على انتهاج سبل اقتصاد السوق تتطلب قطيعة جذرية مع أسس الاقتصاد الممركز و المسير إداريا للسعي تدريجيا إلى إعادة الاعتبار لقوانين السوق و تشجيع مبادرات الاقتصاديين بهدف تحقيق فعالية عوامل الإنتاج و يشمل هذا البرنامج إصلاح جميع القطاعات و امتد إلى جميع المتغيرات الاقتصادية منها:

إصلاح المؤسسات العمومية، السياسة النقدية ، إصلاح القطاع المالي ، الأسعار و سوق العمل ، و لقد تميزت بثلاث مراحل رئيسية لتنفيذ الإصلاحات الاقتصادية

- المرحلة الأولى 1985-1994 : وضعت التنفيذ الإصلاحات المؤسسية لاقتصاد السوق.
- المرحلة الثانية 1994-1997: التي شهدت وضع خطة تكيف هيكلية
- المرحلة الثالثة 1997 حتى الآن عملية التكيف الهيكلية سيؤثر على مجمل الاقتصاد الوطني في جميع أبعاده : القطاع الخاص، الزراعة، و المؤسسات العامة و النظام النقدي المالي و سوق الشغل.

الآثار الاقتصادية:

أهم مؤشرات الاقتصاد الوطني:

2008	2007	2006	2005	1999	1998	السنوات
6,1	6,3	5,6	4,7	2,3	5,3	نمو الناتج الداخلي الخام خارج قطاع المحروقات بـ %
5206	3968	3478,5	3125	1621	1633,2	الناتج الداخلي الخام لكل فرد بالدولار الأمريكي
4,2	4,89	5,06	16,4	28,31	30,3	الديون الخارجية بملايير الدولارات
4,4	3,5	2,5	1,5	2,6	5	نسبة التضخم
11,3	11,8	12,3	15,3	28,5	28,02	نسبة البطالة بـ %
	267	505	448	97	196	خلق مناصب الشغل بالآلاف
140,46	110,18	77,78	56,18	4,4	6,84	احتياطيات الصرف بملايير الدولارات الأمريكية
35,02	30,6	28,95	21,18	0,02	0,09	الرصيد الخارجي الجاري بملايير الدولارات الأمريكية
4300	3216	2931	1842			صندوق ضبط الإيرادات بمليار الدينار الجزائري

- تحسين ملحوظ في الأموال المتوفرة لدى صندوق ضبط الإيرادات
- تأثير ايجابي للتدفق المرجعي ، قانون المالية التكميلي لسنة 2008.
- صندوق ضبط الإيرادات، تنظيم للتمويل العمومي على المدين المتوسط و الطويل من اجل تحسين مستوى الاستيعاب الاقتصادي.
- انخفاض كبير في الديون الخارجية خلال الفترة الممتدة بين 2003 و 2008.
- تحسن نسبة الديون العمومية بالنسبة للنتاج الداخلي الخام
- ارتفاع الواردات بنسبة نمو تقدر بـ 41,71 %
- ارتفاع الصادرات خارج القطاع خلال سنة 2008 قدر بـ 42% مقارنة سنة 2007 لكنها لا تزال تخضع لريول البترول.
- دفع الديون التي كانت تبلغ سنة 1998 أكثر من 30 مليون دولار لتصبح 4 مليون دولار.
- نجاعة الاستثمار
- بداية ظهور الآثار التصحيحية لسياسة الإنعاش المطبقة ابتداء من 2001 و المدعمة بالمخططين .

الآثار الاجتماعية:

- تراجع نسبة البطالة إذا انتقلت من 30% في سنة 1990 إلى 11,3% سنة 2008.
- تطور مؤشر التنمية بـ 13% ما بين 1998-2008.
- ارتفاع العمر المتوقع لدى الولادة بـ 8,32 % (1998-2008)
- تطور مؤشر مستوى التعليم بـ 16,77%
- تطور مؤشر الناتج الداخلي الخام بتكافؤ القدرة الشرائية بنسبة 14%
- مؤشر الجنس النوعي للتنمية البشرية ارتفع بـ 7,83 % بين 1998-2008

- مؤشر المساواة في التوزيع بالنسبة للدخل 21%

مكن الارتفاع المستمر في أسعار النفط استثمار الجزائر على نطاق واسع إلا ان الاقتصاد الجزائري يبقى هشاً و غير متنوع مع معدل البطالة حتى لو انخفض في السنوات الأخيرة من 30% إلى 11,3% في 2008 لا يزال مرتفعاً خاصة لدى شريحة الشباب إن النمو الاقتصادي بالكاد يغطي النمو السكاني .
الحركية الديمغرافية و الآثار المترتبة على الطلب الاجتماعي على المدين المتوسط و القصير.

الوضع الحالية لتغير منحنى المؤشرات الديمغرافية:

أبررت النتائج الأولية (سبر الآراء العشر 1/10) الإحصاء الخاص بالسكان و السكن المنجز في افريل 2008 . إن العدد الإجمالي للسكان المقيمين قد بلغ 34.760 مليون أي بمعدل ارتفاع سنوي بـ 1,72% خلال الفترة الممتدة بين 1998-2008 ، و هذه النسبة في تراجع مقارنة بتلك المسجلة بين الإحصائين 1987-1998 بزيادة سنوية تقدر بـ 2,15% و كانت 3,21% بين 1966-1977 و 3,06% ما بين 1977 و 1987.

و لقد كان ارتفاع معدل الولادات للسنوات 1970 حتى 1985 واحدة من العقبات الرئيسية بزيادة الطلب على العمالة .

بعد 1985 و نتيجة سياسة مباحدة الولادات و ارتفاع المستوى التعليمي و الأزمات المزمنة للإسكان أدى إلى انخفاض معدل النمو السكاني و ادخل البلاد في عملية تحول ديمغرافي.

إن هذا الاتجاه نحو الانخفاض في النمو السكاني سيعطي في نهاية المطاف أقل ضغط على سوق العمل و هذا العامل قد يؤدي إلى تحقيق التوازن في سوق العمل.

تطور سوق الشغل:

إن الأزمة الاقتصادية التي عاشتها الجزائر من النصف الثاني للثمانينات إلى غاية 1990 نتيجة تراجع كبير في حجم الاستثمارات و انخفاض أسعار النفط

قد أدت إلى بروز إختلالات كبيرة في سوق الشد
المتاحة بدرجة كبيرة لتبلغ سنة 1995 عتبة مليوني شخص عاطل.

الطبقة النشيطة:

تعتبر الطبقة النشيطة الطبقة الفعالة و الأهم لأي مجتمع فهي القادرة على خلق الثروة و بالتالي فهي العامل الأساسي للتنمية و الرقي إن الطبقة النشيطة للبلاد ارتفعت بنحو 7 ملايين شخص ناشط ما بين 1966-2007 و هذا التطور الملحوظ للطبقة النشيطة في الجزائر راجع إلى عوامل اجتماعية و ديمغرافية.

أ/ العوامل الديمغرافية: التحول الديمغرافي الذي ظهر منذ السبعينات إلى غاية منتصف الثمانينات
ب/ العوامل الاجتماعية:

- ارتفاع معدلات البطالة يدفع الأفراد إلى السعي إلى النشاط
- ارتفاع مشاركة المرأة في سوق العمل مع ارتفاع المستوى التعليمي.

تطور الطبقة النشيطة:

- لقد عرفت نسبة النشاط تزايدا مستمرا حيث مرت هذه الأخيرة من 21.2% سنة 1966 لتسجيل مستوى قياسي سنة 2007، 40.9% حسب الديوان الوطني للإحصائيات.
- تغير معدل المشاركة في القوى العاملة النسائية بشكل ملحوظ حيث ارتفع من 1,8% سنة 1966 الى 9,6% في 1998 ليصل 16,8% في 2008.
- إن ارتفاع نسبة المشاركة الإجمالية يرجع إلى زيادة حصة المرأة في القوى العاملة و دمجها في الاقتصاد نتيجة ارتفاع معدلات التعليم خاصة ما بين 1998 و 2008 حيث قدرت على التوالي بـ 81% و 91% و من بين العوامل التي أدت بالمرأة إلى ولوج سوق الشغل خلال العقد الأخيرين:

- تدهور الإيرادات الحقيقية و تنامي مستوى الفقر

- التعليم الذي لعب دورا مهما فهو يرفع من احتمال النشاط الاقتصادي للنساء و محفز يدفع للبحث عن العمل.

- انخفاض معدل الخصوبة و تقدم سن الزواج و انخفاض معدلات الوفيات الرضع.

خصائص الطبقة الشغيلة في الجزائر و تغير هيكلها في العمالة:

لقد كشفت تحقيقات اليد العاملة عن ارتفاع عدد السكان الناشطين و انخفاض عدد البطالين و تغير جذري في هيكل العمالة.

حيث أن ثلثي العمال في الجزائر هم أجراء 30,78% يعقود مؤقتة و 35,05% دائمين (مقابل 70% سنة 1987 و 29% من المستخدمين و أصحاب المهن الحرة و 5% للمساعدات العائليين).

لقد تراجع دور القطاع الحكومي في مجال التشغيل خلال السنوات 20 الأخيرة و أفسح المجال للقطاع الخاص الناشئ و أصبح هو المشغل الأول في الجزائر مما أدى إلى ظهور القطاع الغير رسمي و بالتالي عدد كبير من العمال الغير المؤمنين .

تطور اقتصاد السوق أدى إلى زيادة وزن فئة أرباب العمل و المستقلين و هذا نظرا لتطور عدد الشركات المتوسطة و الصغيرة التي تم إنشائها في جميع القطاعات خلال العقد الماضي .

تعتبر الزراعة و البناء من القطاعات التي فقدت وزنها خلال العقد الماضي و بدأت تعرف بعض التحسن بعد ارتفاع أسعار النفط و شروعها في تنفيذ البنية التحتية الرئيسية (150 مليار بين 2000-2007)

مراحل تطور الطبقة النشيطة عبر مختلف القطاعات الصناعية:

النشاط المرادف لكلمة الدخل أو الراتب و بذلك يس

الراحة المادية و التنمية الاجتماعية و الاقتصادية للفرد و الأسرة. و يعتبر خلق
مناصب عمل هو نتيجة سياسة موجهة نحو الإنتاج و النمو و لقد مرت هذه
السياسة بأربع مراحل:

المرحلة الأولى : 1966-1977 : حيث شرعت الدولة في عملية تصنيع على
أساس أن الصناعة هي أساس بناء السيادة الوطنية و يمكن أن تلبي الاحتياجات
الاجتماعية و لقد سجل القطاع الصناعي معدل زيادة قدر بـ 10% و لقد أدى
هذا إلى انخفاض معدل القطاع الزراعي بـ 2,5% مع تسجيل نزوح ريفي كان
أهم حدث في تاريخ الحديث الجزائري .

المرحلة الثانية الحصة الخماسية 1985-1989 : و هنا لعبت أزمة النفط تأثيرها
الكامل انهيار و تراجع قطاع الصناعة و ارتفع معدل نمو الزراعة نتيجة القوانين
و الإصلاحات الاقتصادية التي أعادت النظر في القطاع الزراعي من اجل الحد
من الهجرة من الريف و تشجيع إنشاء الشركات الصغيرة و المتوسطة التي لا
تتطلب استثمارات كبيرة.

المرحلة الثالثة : خسائر واسعة في القطاع الصناعي تطور القطاع الزراعي من
خلال برنامج التنمية الزراعية و إعادة هيكلة الاقتصاد الجزائري من خلال
تطور العمل في مجال الخدمات .

المرحلة الرابعة: خلق مناصب عمل في جميع القطاعات مما أدى إلى انخفاض
معدلات البطالة لتصل إلى 11%.

- تطور البطالة :

لقد تميز سوق الشغل بالجزائر منذ النصف الثاني للثمانينات إلى غاية 1999
بارتفاع كبير في نسبة البطالة وصلت في بعض الأحيان إلى أكثر من 30%

فالأزمة الاقتصادية الحادة التي عاشتها خلال هذه

كبير في حجم الاستثمارات و انخفاض أسعار النفط التي أدت إلى بروز
اختلالات كبيرة في سوق الشغل و تقلصت فرص العمل المتاحة بدرجة كبيرة في
نفس الوقت الذي سجل فيه تزايد أكبر لطالبي العمل إضافة لما ترتب عن
الإصلاحات الاقتصادية التي باشرتها الجزائر و شروعاتها في تطبيق مخطط
إعادة الهيكلة و لقد بلغت البطالة نسبة مرتفعة مما جعلها تشكل تهديدا على
المجتمع فمن 16% في 1985 إلى 24.4% في 1994 لتصل إلى 29,8% في
2000 بعد 2001 كانت البداية لإعادة التوازن بين العرض و الطلب في سوق
الشغل و ظهر ذلك جليا من خلال تراجع نسب البطالة من 27% في 2001 إلى
17,7% في 2000 و 10,02% في 2009 حسب معايير المكتب الدولي للعمل
و لقد مرت البطالة بأربع مراحل:

- المرحلة الأولى: عرفت هذه المرحلة تراجعا محسوسا في نسبة البطالة.

-المرحلة الثانية: توافقت هذه الأزمة مع الأزمة البترولية التي عرفها العالم و توافد

أجيال كثيرة نحو سوق العمل مما أدى إلى تفاقم الوضع

- المرحلة الثالثة: تراجع وتيرة النمو الاقتصادي و نقص الاستثمارات و عدم
تكافؤ عدد مناصب الشغل المتوفرة من خلال الاستثمارات مع تزايد الطلب
على الشغل من طرف السكان.

- إن ارتفاع معدلات البطالة خلق نوع من الركود في كل الميادين (اقتصادية
, ثقافية ، اجتماعية) و كذا المديونية التي أثقلت كاهل الدولة دون أن ننسى
الآثار السلبية الناجمة عن الإصلاحات الاقتصادية التي أدت إلى إعلان
الكثير من المؤسسات الوطنية و المحلية حالة إفلاس تام مما أدى إلى
تسريح أكثر من 383 ألف عامل كنتيجة لإغلاق أكثر من ألف مؤسسة
أبوابها ما بين 1996 و 1998.

- المرحلة الرابعة: نلاحظ خلال هذه الفترة تراجع

من 27,3% سنة 2001 ليقدرها الديوان الوطني للإحصائيات من آخر عملية تحقيق ميداني حول الشغل و البطالة على مستوى العائلات حوالي 10,3% للثلاثي الأخير من سنة 2009 ، هذا الفال الحسن بتراجع نسبة البطالة ما هو إلا مؤشر جيد على نوع من الحركية الاقتصادية و نتائج بعض البرامج المنتهجة من قبل الحكومة لتشغيل الشباب في ايطار ما يسمى ببرنامج التشغيل المأجور بمبادرة محلية، برنامج عقود ما قبل التشغيل برنامج أشغال المنفعة العامة ، برنامج المساعدة على إنشاء المؤسسات الصغرى ، برنامج القرض المصغر.

خصائص البطالة في 2007:

- بلغ عدد البطالين 1.375 مليون شخص في شهر أكتوبر من 2007، حسب الديوان الوطني للإحصائيات و تشير الدراسة إلى أن 78% من مجمل البطالين هم من الجنس الذكري و 22% من الجنى الأنثوي معظمهم يتمركز في المناطق الريفية .

- و لقد دق الديوان الوطني للإحصاء ناقوس الخطر بشأن الحالة الخطيرة التي آلت إليها فئة الشباب أقل من 35 سنة ، و لقد قدر معدل البطالة لهذه الفئة الحساسة من المجتمع بـ 72%.

- كما انه بوجود فارق كبير بين معدلات البطالة المتفشية في أوساط النساء بالمقارنة مع الجنس الآخر إذ بلغت عند النساء معدل 18.3% .

قطاع التشغيل بالجزائر و هيكله:

إن اهتمام الدولة بقضايا التشغيل و تكثيف الجهود لمواجهة ظاهرة البطالة استلزم توفير الشروط اللازمة لضمان تحقيق الأهداف المرجوة و ذلك بوضع هياكل قوية و متخصصة قادرة على تحمل مهام حجم المهام الموكلة إليها.

و تم بذلك إنشاء وزارة خاصة بالتشغيل و التضام

المستوى المركزي في مديريتين عامتين واحدة للتشغيل و الأخرى للتضامن
الوطني إضافة إلى الوكالات المتخصصة القديمة و الجديدة التي وضعت تحت
الوصاية المباشرة للوزارة و هي:

1- الوكالة الوطنية للتشغيل

2- الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب

3- الوكالة الوطنية للتنمية الاجتماعية

4- الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر ، و تتمحور الأهداف الإستراتيجية
لقطاع التشغيل بمختلف هياكله حول تخفيف الضغط على سوق الشغل من
خلال تطبيق أجهزة و برامج ترقية الشغل المشار إليها المقدمة التي تمويلها
الدولة الرامية إلى محاربة البطالة و التشجيع على الإدماج المهني.

سياسة قطاع التشغيل بمدينة وهران:

سنتناول في هذا الموضوع تطور عروض و طلبات العمل المسجلة لدى
الوكالة الوطنية للعمل ثم مديريات التشغيل للولاية من خلال البرنامج الوطني
لعقود ما قبل التشغيل باعتباره أهم برنامج وضعت الدولة لإدماج المتحصليين
على شهادات جامعية و بعدها باقي الوكالات المختصة و الموضوعات تحت
الوصاية.

تطور عروض و طلبات العمل المسجلة لدى الوكالة الوطنية للعمل منذ سنة
2000 إلى غاية 2007.

رغم تحسن معدلات النمو خلال السنوات الأخيرة

الشغل تظل غير كافية لاستيعاب العجز المتراكم في مجال التشغيل ، حيث ان عروض العمل لا تساير المعدل المرتفع لنمو السكان البالغين سن العمل من معطيات الوكالة الوطنية للعمل لمدينة وهران توضح مدى الفرق بين طلبات العمل المسجلة لدى الوكالة الوطنية للعمل و ما يقابلها من عروض. و نلاحظ أن نسبة عروض العمل إلى الطلبات عرفت بعض التدبذب إلى غاية تطبيق قانون 14/9 الذي ألزم جميع أرباب العمل المرور على الوكالة الوطنية للتشغيل لإدماج أي شاب مهنيا و بالمقابل على كل الجامعيين و المتخرجين حديثا و طالبي العمل يلزم عليهم التسجيل في الوكالة للحصول على مناصب عمل كإجراء قانوني إجباري مما أدى إلى ارتفاع معدلات التغطية وصلت إلى 50% سنة 2008 و بزيادة قدرت بـ 117% ما بين 2008 و 2006. كما أن أكثر من 92% من التوظيفات المنجزة هي عبارة عن مناصب عمل مؤقتة تنقسم بنسب متفاوتة بين القطاعات الثلاث : 23% في القطاع الحكومي و 52% في القطاع الخاص الجزائري و 24% في القطاع الخاص الأجنبي .

(1) برنامج عقود ما قبل التشغيل :

نظرا للارتفاع الهائل لعدد الجامعيين المتخرجين و الحاملين لشهادات عليا أو تقنيين سامين و اصطدامهم بالواقع المر إذ اغلبهم يحال على البطالة من أول يوم تخرج. ارتأت الحكومة أن تخلق برنامجا جديدا من شأنه التكفل بمشكلة هذه الطبقة ، حيث تم التكفل سنة 2007 على مستوى مدينة وهران بـ 1911 جامعي و تقني سامي و لقد كان الحظ لدوي الشهادات العليا 64% من مجموع التوظيفات المنجزة .

(2) برنامج التشغيل المأجور بمبادرة محلية ESIL:

لقد بلغ عدد المناصب المنجزة في إطار هذا

2007، 2036 منصب عمل مؤقت موزعة على قطاعات ذات أنشطة مختلفة (بناء، أشغال عمومية ، خدمات، فلاحة ، غابات).

(3) سياسة المساعدة على خلق مؤسسات صغيرة: إن للشركات الصغيرة دورا هاما في ظل التغيرات الاجتماعية و الاقتصادية كونها حلقات في السلسلة الاقتصادية لأي بلد ، و كجزء من الشبكة المحلية للمنتجين أو على نحو اقل ايجابية ، كبداية لا يستطيعون الحصول على عمل في القطاع المنظم و لقد تم تمويل بين 2005 و 2009 بين 1387 مشروع لشراء معدات من اجل الإنتاج الحرفي (خياطة، حلويات) و لقد استفاد النساء من 50% من مجموع القروض المقدمة تتراوح قيمتها ما بين 50.000 دج و 400.000 دج .

(4) الوكالة الوطنية لتشغيل الشباب : لقد أثبتت التجربة العالمية إن استقرار أي دولة كانت متطورة أو غير ذلك يعتمد و يرتكز على التوازن الذي تخلفه المؤسسات الصغيرة و المتوسطة و لقد تم إنشاء الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب لمساعدتهم على تحقيق ذاتهم و إنشاء مؤسسات خاصة بهم بوسعها اخرجهم من أزمة البطالة التي يعانونها تؤهلهم ليتمكنوا بدورهم من خلق مناصب عمل لغيرهم و بالتالي يساهمون في امتصاص الأعداد الهائلة من اليد العاملة البطالة و لقد تم خلق 1493 مؤسسة صغيرة في 2007 بإمكانها توفير 18980 منصب عمل من خلال توزيع النسب المئوية نستنتج أن حصة الأسد مخصصة لقطاع النقل و الخدمات و بنسبة اقل الفلاحة و الحرف إما بالنسبة لقطاع الصناعة فالنسبة لا تتجاوز % و يمكننا أيعاز ذلك إلى التكلفة المنخفضة نسبيا للمؤسسات الخدماتية مقارنة بالصناعة و التي تتطلب تكنولوجيا عالية مما يدفع الشباب إلى تفكير في آخر المطاف في مؤسسة لا تتطلب تكلفة مرتفعة لإنشاءها كما لا تستلزم تكنولوجيا عالية أو مستوى دراسي معين لتسييرها. و بهذا يصبح البطال بينما كان طالبا للعمل يصبح عارضا لعدة مناصب يفيد بها غيره من الشباب.

إن الاستطلاع الوطني حول التشغيل هو العملية الأساسية

البطالة في الجزائر و يسمح بجمع المعلومات الخاصة بالقوى العاملة و عادة ما يجري كل سنة خلال شهر أكتوبر و نوفمبر و تكون الفترة المرجعية الأسبوع الأول من شهر سبتمبر ، تتكون العينة العشوائية المختارة من عدد كبير من العائلات موزعة على مجموع التراب الوطني و يتم التحقيق مع الأفراد المكونين للعائلة و الذين يتجاوز سنهم 15 سنة بالمقابلة المباشرة مع المستجوب لتقدير القوى العاملة و مكوناتها من المشتغلين و العاطلين.

يقوم المحققون بإتباع التعاريف الصادرة من المكتب العالمي للعمل.

منهجية العمل : تحليل معطيات سوق العمل بوهران يرتكز على ملف خاص للاستطلاع الوطني حول التشغيل على مستوى الأسر من طرف الديوان الوطني للإحصائيات التي تهدف إلى قياس الطبقة النشيطة و البطالة و أهم خصائصها الكمية و الكيفية.

و لقد أخذت 534 أسرة كعينة و هو ما يوافق 2251 شخص معني بالاستجواب و لقد كانت العينة موزعة على 05 مقاطعات تشمل أربع بلديات هي (وهران، قديل، عين الترك و بوفاطيس) تنقسم استمارة التحقيق إلى خمس أجزاء :

الجزء الأول : مخصص للمسكن و مكاسب الأسرة

الجزء الثاني: خصائص أفراد الأسرة حيث في هذا الجزء نحصل على التقسيم الأولي للقوى العاملة .

الجزء الثالث: الأشخاص غير المشتغلين

الجزء الرابع: خصائص المشتغلين

الجزء الخامس: خصائص الأشخاص الغير المشتغلين

أهم خصائص الإحصائية لسكان وهران:

معطيات خاصة بمدينة وهران : أبرزت النتائج الأولية للإحصاء الأخير الخاص بالسكان و السكن المنجز في افريل 2008 إن العدد الإجمالي للسكان المقيمين قد بلغ 1.453 مليون من بين هؤلاء 1.066 تتراوح أعمارهم فوق 15 سنة أي

بنسبة 74% مع تساوي النسب بين الجنسين و لقد ب

في ولاية وهران سنة 2008 ، 74,9% مقابل 73,1% بالنسبة لكامل التراب الوطني لكن معدل النشاط لدى النساء يعرف ارتفاعا طفيفا مقارنة بمعدل النشاط على المستوى الوطني 18,2% بالنسبة لمدينة وهران 14,3% بالنسبة للجزائر كلها.

دراسة وصفية للسكان المستجوبين: توزيع الأشخاص المستجوبين حسب الجنس متساوي 51,9% بالنسبة للرجال و 49% بالنسبة للنساء .

إن السن المتوسطة للعينة المستجوبة بلغ 36 سنة كما إن نتائج تشير إلى تغلب الشباب حيث إن السن المنوالي يقع ما بين 20 و 24 سنة.

توزيع المستجوبين حسب الحالة الفردية : تبلغ نسبة العاملات النساء بالنسبة لمجموع العمال 16,2% و تبقى هذه النسبة ضعيفة بالمقارنة مع نسبة الرجال التي تبلغ 83,7%.

البطالة لدى الأفراد المستجوبين: أكثر من 75% من العاطلين عن العمل لا يتجاوز سنهم 30 سنة، تسجل فئات العمر 20-29 سنة أكبر نسب البطالة خاصة لدى الرجال بـ 86% و 14% بالنسبة للنساء.

- ارتفاع نسب البطالين من النساء الحاملين لشهادات جامعية بـ 63% مقابل 37,03% بالنسبة للرجال.

- إن ثلاثة أرباع العاطلين عن العمل من الرجال لا يتعدى مستواهم التعليمي (الابتدائي و المتوسط)

وضعية الطبقة الشغيلة عند السكان المستجوبين:

تم تسجيل 787 من المشتغلين من بينهم

انخفاض نسبة الطبقة الشغيلة بالنسبة لفئات العمر 15-19 حيث تمثل هذه الأخيرة 3,68% لكلا الجنسين مع وجود فوارق كبيرة بينهما .

إن الطبقة الشغيلة مرتبطة بطبقة البطالين لفئات العمر ذات أعداد كبيرة من الطبقة الشغيلة هي اقل عدد من حيث البطالين.

إن نسبة الطبقة الشغيلة للنساء العاملات جد ضعيفة فقط بين 40 و 44 سنة فهن أكثر تأثراً تجاه المسؤوليات الأسرية فالتزامهن بمشاغل البيت و تربية الأولاد يشكل العائق الأساسي الذي يحد من نشاطهن.

يلعب التعليم دوراً أساسياً فهو يرفع من احتمال النشاط الاقتصادي للنساء و محفزاً يدفعهن للبحث عن شغل و يتيح فرصاً للحصول على دخل إضافي للأسرة و هو ما يفسر وجود 36,71% من نساء الحاملات الشهادات العليا إما بالنسبة للرجال فإن المستوى متوسط يمثل اعلى نسبة بالنسبة للطبقة النشيطة 34,30%

كما تعتبر العلاقات الشخصية من أكثر الوسائل المستعمل للحصول على عمل بنسبة تقدر بـ 37,15%.

تحليل إحصائي :

إن تحليل سن البطالين حسب الجنس أدى استخلاص أن السن المتوسط هو 26 سنة فهو يتمحور ما بين 25 إلى 28 سنة بالنسبة للرجال و 24 إلى 29 سنة بالنسبة للنساء.

تحليل التباين ANOVA:

يقصد بتحليل التباين العمليات الرياضية الخاصة بتقسيم مجموع المربعات الكمي لمجموعة من البيانات إلى مصادره المختلفة و تلخص نتائج التحليل في

جدول يعرف بجدول تحليل التباين ، إن الهدف م

فرضية تساوي متوسطات مجموعة من العينات و تعرف بالمعالجات او المعاملات دفعة واحدة و لهذا فهو يعتبر توسيعا لاختبار T الذي يستعمل لاختبار الفرضية الخاصة بتساوي متوسطي عينتين فقط .

إن الهدف من إجراء تحليل التباين هو اختبار فرضية العدم القابلة بتساوي متوسطات مستوى الدراسة ضد الفرضية البديلة التي تنص على عدم تساوي متوسطي مستويين على الأقل.

إن قيمة P VALUE المصاحبة لإحصائية F اقل من 0,555 و لهذا لا نستطيع رفض فرضية العدم أي لا وجود لفروق معنوية بين مختلف المستويات الأربعة.

اختبار T :

يعتبر اختبار T TEST من الاختبارات الإحصائية الشائعة و المهمة و التي تستخدم بشكل واسع جدا لقياس الفروقات المعنوية بين المتوسطات و هناك ثلاث أنواع من الاختبارات T TEST و تستخدم حسب نوعية العينة و البيانات الإحصائية.

اختبار T للفرق بين متوسطي عينتين INDEPENDANT TEST T يستعمل هذا الاختبار للمقارنة بين متوسطي مجموعتين من الحالات و تستعمل إحصائية T لإجراء الاختبار.

لقد قمنا بإدخال متغير معتمد ← السن عند بداية أول شغل

و كذلك متغير ترميز المجاميع ← الجنس

و الغرض من هذا الاختبار هو معرفة تـ

الشغل نلاحظ إن الاختبار تجري في حالتين :

الأولى : تساوي تباين المجتمعين

الثاني: عدم تساوي تباين المجتمعين

- إن قيمة $P < 0,05$ ، $P < 0,00$ ، دفعنا إلى رفض فرضية العدم بمسئولية توى

الدلالة 5% أي بوجود فروق معنوية بين متوسطي سن بداية العمل لكل الجنسين

إما اختبار LEVEN لتجانس التباين فإن $P \text{ VALUE } 0,029 < 0,05$ تدعونا

إلى رفض فرضية العدم القائلة بتجانس (تساوي) تباين المجتمعين المأخوذة منها

العينتين.

- معامل الاقتران: لقياس درجة العلاقة، التوافق أو الاعتماد بين

التقسيمات في جداول الاقتران نستخدم معامل C و يسمى معامل الاقتران كلما

زادت قيمة C تزيد درجة التوافق و يحدد عدد الصفوف و الأعمدة جدول

الاقتران اكبر قيمة يمكن أن تاخذها C ، حيث لا يمكن إن تزيد عن الواحد، فإذا

كان عدد الصفوف و الأعمدة في جدول اقتران يساوي K فإن النهاية العظمى لـ

C هي $(K-1)/K$

- من خلال نتائج SPSS إن قيمة معامل $C = 0,606$ تحدد قوة العلاقة

ما بين المستوى التعليمي و المستوى الاجتماعي الاقتصادي و إن قيمة P

VALUE المرافقة $0,000$ تدعونا إلى رفض فرضية العدم و بالتالي وجود

علاقة قوية بين المتغيرين .

اختبار مربع عادي: يعتبر مربع كاي من الأساليب الإحصائية المهمة و

المستخدمة بشكل واسع و لها استخدامات عديدة و احد هذه الاستخدامات هو

عملية الاستقلالية (INDEPENDANCE) بين منفريز

و يكون عدد المستويات لكل متغير محدودة العدد

تطبيق : المتغير المعتمد ← الحالة الزوجية

المتغير المشتغل ← المستوى الاجتماعي الاقتصادي

من خلال نتائج SPSS إن قيمة إحصائية مربع كاي تساوي 13,578 و
إن قيمة P VALUE المرافقة 0,328 تدعونا إلى قبول فرضية العدم بمستوى
دلالة 5% أي قبول النسب الواردة في فرضية العدم باعتبارها نسبا صحيحة.

من خلال هذه الدراسة يمكننا استخلاص بعض النتائج الخاصة بالبطالين
و المشتغلين عن طريق متغيرات ديمغرافية و اجتماعية حيث تقودنا هذه الأخيرة
لاستنتاج أن العمر المتوسط للبطالين هو 26 سنة معظمهم من الرجال كما إن
البطالة تمس أكثر النساء ذوي المستوى العالي من التعليم . إن الحالة الاجتماعية
و الاقتصادية و الديمغرافية تمثل عاملا مهما في تفسير الطبقة الشغيلة حسب
الجنس و الحالة الزوجية كما إن فرصتنا تأكدت بما إن الجنس يؤثر على سن
بداية أول عمل كما أن المستوى الاجتماعي و الاقتصادي جد مرتبط بالمستوى
الدراسي و عمل المرأة مرتبط إلى حد ما بمستواها التعليمي .

إن توفير الإرادة السياسية عنها بوضوح مع إطار اقتصادي كلي مستقر
و مناسب و تسجيل عودة النمو خارج قطاع المحروقات و احتياطات صرف
هامة إضافة إلى تضخم متحكم فيه و برامج هامة للاستثمار العمومي و الخاص
و عودة السلم و الاستقرار كل هذه الأمور عبارة عن محفزات لقيام الاقتصاد و
القضاء على آفات طالت الجزائر لسنوات خاصة أزمة البطالة ، لذا عمدت
الدولة على وضع برنامج متعدد الأطوار بهدف التقليل من الظاهرة و انعكاساتها
السلبية بوضع برامج عديدة لمعرفة مؤشرات سوق الشغل و معطياته بصفة

مدققة و مستمرة من اجل اتخاذ القرارات الأنجع في

على أولويات في السياسات الرامية إلى ترقية التشغيل و إنشاء هياكل متخصصة لتنفيذها مع التركيز على حملة واسعة للحسيس و التوجيه من اجل إنجاز هذا البرنامج.

و بالموازاة مع البرامج التي وضعت للتطبيق في مجال التشغيل فان الفترة 1999 إلى 2004 عرفت انتعاشا اقتصاديا معتبرا حيث تم تجنيد إمكانيات مالية كبيرة سواء عن طريق الاستثمار المباشر للدولة أو بمساهمة الاستثمار الخاص الوطني و الأجنبي و هذه الجهود استمرت أيضا في إطار البرنامج الخماسي 2005-2009 الخاص بالبرنامج الإضافي لدعم النمو الاقتصادي لتخصيص إمكانيات مالية أخرى أكثر أهمية و كان لكل هذه الجهود نتائج ايجابية في مجال التشغيل كما كانت البداية لإعادة التوازن بين العرض و الطلب في سوق الشغل و يظهر ذلك جليا من خلال نسبة البطالة التي تراجعت كثيرا كما أن الأهداف التي سطرت خلال البرنامج الخماسي الثاني سعت إلى خلق مليونين منصب شغل سطرت لها برامج تشغيلية كبرى ترجمت لإنشاء وزارة خاصة بالتشغيل و التضامن الوطني مهيكلة أساسا على المستوى المركزي في مديريتين عامتين واحدة للتشغيل و الأخرى للتضامن الوطني إضافة إلى وكالات متخصصة وضعتها تحت الوصاية الوزارة المباشرة و هي الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب و الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر تتولى الوكالة الوطنية للتشغيل بالجزائر جمع المعطيات الخاصة بسوق الشغل و وضع البرامج و الآليات الكفيلة بتنشيط هذه السوق و بهدف هذا استحداث مناصب الشغل الدائمة و متوسطة المدى بوضع خطة عمل قطاعية و دفع الاستثمار الخاص و إحداث المشاريع الكبرى و دعم قدرة الاقتصاد على إحداث مواطن شغل في مختلف

القطاعات و تعزيز القطاعات الكبرى ودعم قدرة
شغل في مختلف القطاعات و تعزيز قطاعات ذات الكثافة الشغيلة لضمان إدماج
أوفر عدد ممكن من العاطلين عن العمل في الحياة المهنية فضلا على خلق
التوازن الجهوي في مجال إحداث الشغل .